

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LES

WARRANTS AGRICOLES

par comparaison avec les Warrants-Récépissés
délivrés par les Magasins Généraux

De foi fi, de pleige plaid, de gage réconfort
(LOYSEL)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le 4 mai 1914, à 16 heures

PAR

Léon CÉCILLON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

- THALLER, *, I. , professeur honoraire.
AUDIBERT, *, I. , professeur honoraire.
JOSSEBRAND, I , Doyen, professeur de Droit civil.
GARRAUD, I. , ✕, professeur de Droit criminel, Correspondant de l'Institut.
APPLETON Charles, *, I. , professeur de Droit romain.
COHENDY, O. *, I. , ✕, professeur de Droit commercial.
PIC, I. , professeur de Droit international public.
APPLETON Jean, I. , professeur de Droit administratif.
LAMBERT, A. , professeur d'Histoire générale du Droit français.
BOUVIER, I. , professeur de Science financière et de Législation française des finances.
LAMEIRE, I. , professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.
BROUILHET, I. , professeur d'Économie politique.
HUVELIN, I. , professeur de Droit romain, assesseur du Doyen.
LÉVY, I. , professeur de Droit civil.
GONNARD, J. , professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.
BOUVIER-BANGILLON, I. , professeur de Procédure civile.
PICARD, agrégé, chargé d'un Cours de Droit Civil.
BECQ J., I. , secrétaire.
-

MEMBRES DU JURY :

- M. BOUVIER-BANGILLON, *professeur, Président.*
MM. COHENDY, *professeur,* }
GONNARD, *professeur,* } *Assesseurs.*
-

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI

SUR LES

WARRANTS AGRICOLES

par comparaison avec les Warrants-Récépissés
délivrés par les Magasins Généraux

De foi fi, de pleige plaid, de gage réconfort
(LOYSEL)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

le 4 mai 1914, à 16 heures



PAR

Léon CÉCILLON

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, EDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

A MON PÈRE

Modeste témoignage d'affection

BIBLIOGRAPHIE

I. — Ouvrages généraux.

- Alauzet.** — Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale, 3^e édit.
- Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français d'après la méthode de Zachariæ, 5^e édit., 1897.
- Baudrillard.** — Le crédit agricole. Ses formules nouvelles.
- Block.** — *Dictionnaire de l'administration française*, V^o Magasins généraux.
- Dellor.** — Les warrants agricoles et leur rôle économique.
- Demante.** — Principes de l'Enregistrement.
- Dop.** — Le crédit agricole.
- Durand.** — Le crédit agricole en France et à l'étranger.
- Dutruc, de Villeneuve et Massé.** — *Dictionnaire du contentieux commercial*. V^o Magasins généraux.
- Foster-Fraser.** — L'Amérique au travail. traduct. Saville.
- Fuzier-Herman.** — *Répertoire général alphabétique de droit français*. V^{is} Magasins généraux. Warrants agricoles.
- Garçon.** — Code pénal annoté.
- Hech.** — Die Warrants (Lager und Lagerpfandschein) (Stuttgart, 1884).
- Hogrel.** — Warrants agricoles.
- Josseau (J.-B.).** — Traité du Crédit foncier, 3^e édit.
- Lecouteux.** — Cours d'économie rurale, t. II.
- Laurent.** — Principes de droit civil, 1876.
- Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial, 3^e édit., 1902.
- Mangili.** — Il credito agrario.
- Maurin et Brouilhet.** — Manuel de crédit agricole.
- Pothier.** — *Œuvres*, édition Bugnet (Paris, 1861, Traité du contrat de change).
- Rivet.** — Précis de législation rurale.

- Ruben de Couder.** — *Dictionnaire de droit commercial*, 3^e édition.
V^o *Magasins généraux*.
Sachs. — *L'Italie, ses finances et son développement économique*.
Sagnier (Henri). — *La crise agricole en France*, 1911.
Seilhac (Léon de). — *Manuel pratique d'économie sociale*, 1905.
Thaller. — *Traité élémentaire de droit commercial*, 3^e édit., 1904.
Watrin. — *Les warrants agricoles.* — *Commentaire de la loi du*
30 avril 1906.

II. — Thèses.

- Bacquet.** — *Des magasins généraux en droit français*, Paris, 1880.
Bar. — *Des sûretés du crédit agricole*, Lille, 1900.
Myard. — *Le vigneronnage en Beaujolais*, Lyon, 1907.
Rousseau. — *Du gage commercial*, Paris, 1877.
Rouher. — *Warrants agricoles*, Paris, 1907.
Scansa. — *Des magasins généraux et des opérations auxquelles ils*
donnent lieu, Paris, 1890.
Vermorel. — *Des magasins généraux et des warrants*, Lyon, 1882.

III. — Périodiques.

- Annales de droit commercial français, étranger et international* (1897,
p. 265. Voron, note sur les warrants agricoles. — 1899, p. 165 :
La loi du 18 juillet 1898 sur les warrants agricoles).
Annales de l'Ecole des Sciences politiques (1897, Ladislas de Zahr-
zewski. Dernières institutions de crédit agricole en Russie).
Avenir du crédit agricole. Journal mensuel paraissant à Bordeaux
(n^o de juin 1899).
Journal des Débats (n^o du 13 juillet 1907).
Journal des économistes (1897, *passim*).
Journal des notaires et des avocats (1899 et 1907).
Lyon Républicain (n^o du 1^{er} novembre 1913).
Revue politique et parlementaire (1899, p. 545. Pascaud, Le warran-
tage des produits agricoles).
-

PRÉFACE

Le problème du crédit et de son développement se confond à peu près avec celui des sûretés et de leur extension. Faciliter la constitution des garanties personnelles ou réelles, sans rien diminuer de leur valeur, faire plus vaste leur champ d'application, c'est rendre le crédit accessible à un plus grand nombre et partant vivifier les entreprises qui sont dans l'obligation d'y avoir recours. Notre but dans cette étude n'est pas de rechercher comment il pourrait être donné au législateur de simplifier la constitution de toutes les garanties connues de notre droit — la tâche serait trop lourde — mais seulement d'étudier une des faces du problème qui nous semble présenter un intérêt particulier : nous voulons parler d'une sûreté spéciale au crédit agricole : le warrantage des produits et des animaux de culture ; encore envisagerons-nous la question sous un aspect déterminé puisque nous procéderons par comparaison entre les magasins généraux d'une part et les warrants agricoles de l'autre.

A qui considère les deux institutions elles n'apparaissent pas sans rapports l'une avec l'autre, mais au contraire intimement liées : nées d'un même besoin de crédit à court terme, elles dérivent aussi toutes les

deux de l'idée d'affectation d'un meuble corporel à la garantie d'une dette ; elles comportent l'une et l'autre, malgré leur diversité de nature (1), des formalités qui ont des attaches évidentes avec celles de notre régime hypothécaire ; enfin, au cas d'inexécution des engagements pris par le débiteur, elles connaissent un même aboutissant logique : l'expropriation et la vente forcée.

Fort de cette analogie qui se précise de plus en plus grâce à ce que nous pourrions appeler la commercialisation de l'agriculture, c'est-à-dire l'application aux entreprises agricoles des procédés industriels et commerciaux, l'esprit s'étonne que le sort ait réservé aux deux institutions des fortunes si dissemblables : alors que les magasins généraux sont prospères et rendent au commerce des services signalés, les warrants agricoles sont loin d'avoir donné les résultats pratiques qu'attendaient d'eux les législateurs de 1898 et de 1906.

C'est à la recherche des causes de cette différence de faveur et des procédés capables de donner une plus grande extension au warrantage des produits de culture que nous consacrerons cette étude ; aussi bien la méthode comparative nous paraît-elle la plus logique, et c'est dans le rapprochement de ces deux institutions de crédit mobilier que nous pensons trouver le mieux

(1) Nous espérons démontrer plus loin que le warrantage agricole tel qu'il fonctionne chez nous participe de la nature de l'hypothèque et non pas de celle du gage comme le warrantage dans les magasins généraux.

et les raisons qui ont amené l'échec des lois de 1898 et de 1906 sur les warrants agricoles et les moyens de porter remède à cet insuccès.

Nous diviserons notre travail en trois parties.

La première sera consacrée à l'exposé des deux systèmes de warrantage tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui : celui des magasins généraux et celui des produits de culture.

Dans la deuxième nous chercherons plus spécialement à déduire de la comparaison de ces deux systèmes les réformes de nature à donner au warrantage agricole l'essor qu'il mérite.

Dans une troisième partie nous nous livrerons à un rapide examen des procédés en usage à l'étranger pour faciliter à l'agriculteur l'affectation de ses produits à la garantie de ses obligations : ce sera un moyen pour nous de tenter la justification de quelques-unes des réformes qui nous paraissent réalisables chez nous.

Enfin nous consacrerons un appendice au compte rendu sommaire de l'enquête que nous avons faite auprès des greffiers de paix de diverses régions de France sur la situation du warrantage agricole dans notre pays.

Cette étude est sans la moindre prétention, notre seule ambition a été d'amener à pied d'œuvre une pierre pouvant servir à l'édifice qu'élèveront des mains plus habiles.

PREMIÈRE PARTIE

LES MAGASINS GÉNÉRAUX ET LES WARRANTS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

LES MAGASINS GÉNÉRAUX (1).

SECTION I^{re}. — Notions générales.

L'institution des magasins généraux a précédé celle des warrants agricoles ; c'est pourquoi nous l'étudierons la première. Ce que nous dirons de ces établissements sera loin d'épuiser le sujet puisque nous laisserons volontairement dans l'ombre plusieurs questions touchant le rôle et l'organisation des docks qui eussent trouvé une place nécessaire dans une étude consacrée unique-

(1) Cf. décret du Gouvernement provisoire du 21 mars 1848 : arrêté du ministre des finances du 26 mars 1848 ; loi du 23 août 1848 ; loi du 28 mai 1858 ; loi du 31 août 1870 ; décrets du 12 mars 1859, du 21 avril 1888 et du 9 juin 1896.

ment à la matière du warrantage commercial. La méthode comparative que nous nous sommes imposée expliquera pourquoi nous ne mettons en lumière que les points permettant de rapprocher l'un de l'autre les deux systèmes de warrantage et de tirer de ce rapprochement des conclusions d'ordre pratique ; les autres nous ont paru sortir du cadre de notre sujet.

Les docks, plus communément appelés magasins généraux, sont de vastes entrepôts où commerçants et industriels peuvent déposer leurs marchandises contre remise de deux titres à ordre : Le *récépissé* qui constitue pour le déposant ou son cessionnaire un titre de propriété et le *warrant* qui est un véritable bulletin de gage.

Ces établissements que l'on voit fonctionner en Angleterre dès la fin du xvii^e siècle n'apparaissent dans notre pays qu'en 1848. Leur fonction essentielle est de rendre mobilisable la valeur des marchandises déposées et de faire obtenir ainsi aux commerçants une partie des ressources que leur aurait procurées la vente elle-même de leurs produits, mais les magasins généraux rendent en outre des services d'un autre ordre : grâce à eux un négociant peut augmenter considérablement son stock sans être contraint d'agrandir corrélativement les locaux dont il dispose : les magasins généraux, en effet, moyennant un faible droit de magasinage, acceptent en dépôt sous leur responsabilité les marchandises qui leur sont confiées.

D'autre part, au moyen des titres représentatifs des dépôts — warrants et récépissés — ils permettent aux commerçants de disposer, soit pour la vente, soit pour l'emprunt, de leurs marchandises, en évitant tous transports et déplacements quand il ne doit s'agir, bien entendu, que d'un changement de propriétaire ou de gage, sans mise en consommation ou réexpédition.

Ces établissements se chargent encore, au nom et dans l'intérêt du commerce, des rapports avec l'octroi et l'administration des douanes, et grâce à leur organisation ils facilitent dans une large mesure ces rapports souvent laborieux et délicats. Enfin, depuis la loi du 31 août 1870, les magasins généraux sont autorisés à prêter eux-mêmes sur nantissement des marchandises qui leur sont déposées et à négocier les warrants qui les représentent.

Quoi qu'il en soit des avantages multiples que comporte un magasin général nous retiendrons surtout pour notre sujet le suivant : Les magasins généraux facilitent au commerçant le crédit : en effet, nous venons de voir que contre remise de ses marchandises il est délivré au déposant deux titres qui sont l'un et l'autre négociables par endossement ; alors que le titre appelé *récépissé*, constate et sert à transférer la propriété des marchandises déposées, le titre appelé « *warrant* » est utilisé pour la mise en gage de ces mêmes marchandises toujours par la formalité de l'endos. Au moyen de la transmission du warrant le déposant peut engager

ses marchandises à son créancier, et c'est ainsi que le warrant fonctionne comme un instrument de crédit au profit du commerçant. Et il convient de remarquer de suite combien cette mise en gage est facile puisqu'elle peut s'opérer au profit de multiples créanciers successifs sans le moindre déplacement de l'objet engagé, le magasin général jouant le rôle de tiers détenteur pour le compte de tous les porteurs successifs du warrant.

Nous savons que la loi civile (art. 2076, C. civ.), et la loi commerciale (art. 92, C. com.) exigent pour la validité de la constitution du gage la mise en possession matérielle du créancier gagiste. Point n'est besoin de s'étendre sur les difficultés que cette mise en possession effective ne manque pas d'entraîner lorsqu'il s'agit de la réaliser au profit d'un particulier, pour peu surtout que les objets affectés en garantie soient volumineux et encombrants. Le magasin général résoud ces sortes de difficultés grâce à son organisation et aux garanties qu'il présente. C'est un tiers détenteur de profession sur le choix duquel créancier et débiteur n'ont pas de peine à s'entendre ; c'est un tiers détenteur qui veillera avec un soin spécial sur le dépôt parce que le personnel dont il dispose le lui permet, c'est un tiers détenteur enfin dont le salaire de garde est réduit au minimum et qui cependant répond de la détérioration et de la perte des objets déposés, arrivés autrement que par cas fortuit ou force majeure.

Les Anglais qui, en cette matière, nous ont montré la

route évaluent à 18 0/0 l'économie qu'un magasin général bien organisé peut permettre aux commerçants de réaliser sur les manutentions, magasinage et déchets inévitables des marchandises (1).

Ce chiffre concrétise en quelque sorte tous les avantages dont nous venons de donner un aperçu.

L'ouverture d'un magasin général n'est point libre, elle est subordonnée à l'obtention d'une autorisation préfectorale et au versement par les exploitants d'un cautionnement variant de 20.000 à 100.000 francs suivant l'importance de la place : il s'ensuit que les docks jouissent en général d'un monopole de fait sinon de droit et voient dès lors toutes leurs opérations soumises au grand principe qui est à la base de toutes les institutions à monopole à savoir : le principe de l'égalité de traitement de la clientèle. Les magasiniers sont astreints en effet à mettre leurs établissements et leurs services à la disposition de quiconque veut en user sans préférence aucune, et d'autre part ils doivent percevoir indistinctement les taxes établies et approuvées par arrêté du préfet.

Le législateur n'a pas voulu qu'un magasin général, créé pour concourir au développement du commerce d'une place, pût au contraire entraver son extension en faussant la libre concurrence par l'application de tarifs de faveur à certains négociants privilégiés.

(1) J. Bacquet, *Des magasins généraux en droit français*, thèse Paris, 1880, A. Rousseau, édit.

SECTION II. — Titres délivrés par les magasins généraux.
Escompte du warrant.

Les commerçants et les industriels qui veulent se procurer des fonds au moyen de leurs marchandises, de leurs matières premières ou de leurs produits manufacturés peuvent songer soit à les vendre soit à les donner en gage à un prêteur. A ces deux sortes d'opérations — vente et emprunt — correspondent les deux titres que délivrent les magasins généraux en représentation des dépôts effectués chez eux.

De ces deux titres détachés d'une même souche, l'un s'appelle le « récépissé » et l'autre « le warrant » : le premier constitue, comme nous l'avons dit, le titre de propriété, le second le bulletin de gage ; ils sont transmissibles tous les deux par endossement, et bien que réunis sur la même feuille au sortir de la souche, ils sont séparables l'un de l'autre et peuvent être immédiatement endossés au profit de porteurs différents.

Ce système du double titre dont on comprendra les avantages par les explications qui vont suivre, n'est entré en vigueur que depuis la loi de 1858. Antérieurement à cette loi, il était fait usage d'un titre unique : « le récépissé » qui servait à la fois pour la mise en gage et pour la vente, mais ce procédé, simple d'apparence, présentait un grave inconvénient : le déposant qui avait emprunté sur sa marchandise par endosse-

ment de son récépissé et qui désirait ensuite la vendre ne le pouvait plus puisqu'il s'était dessaisi aux mains de son prêteur du seul titre susceptible de justifier sa propriété à l'égard du magasin général dépositaire. C'est pour obvier à cet inconvénient que le législateur adopta le système du double titre auquel se sont ralliées la plupart des législations étrangères (1).

Le récépissé et le warrant portent l'un et l'autre des mentions analogues : ils énoncent les nom, prénoms, profession et domicile du déposant, la nature de la marchandise déposée et les indications propres à en établir la valeur (art. 1 et 2 de la loi du 28 mai 1858) ; ils portent aussi la date du dépôt et la signature du représentant du magasin général.

Le déposant qui confie ses marchandises au magasin général ne reçoit pas nécessairement un seul warrant et un seul récépissé par dépôt ; il peut, aux termes de l'article 15 du décret du 12 mars 1859, exiger le fractionnement de la marchandise déposée en autant de lots qu'il lui plait, et par suite recevoir pour chacun de ces lots un récépissé et un warrant spéciaux ; ce fractionnement peut avoir lieu non seulement au moment du dépôt, mais même postérieurement à ce dépôt en ce sens qu'il est toujours loisible au déposant d'échanger ses

(1) Le dédoublement du titre est usité en Belgique (cédule et warrant), en Italie (fede di deposito et nota di pegno), en Autriche (Lager-Besitzschein et Lager-Pfandschein) et en Russie.

titres primitifs contre plusieurs autres représentant chacun une fraction des produits déposés.

L'utilité de ce procédé se conçoit aisément : il a pour but de faciliter la vente et l'engagement partiels des marchandises déposées, et son usage est d'autant plus courant que la jurisprudence applique avec beaucoup de rigueur à la matière du warrantage le principe de l'indivisibilité du gage posé par l'article 1017 du Code civil en décidant que la marchandise ne se trouve libérée que par la consignation totale de la somme due (Paris, 5 avril 1877, D. 79. 2. 129), si bien qu'à défaut de fractionnement le déposant ne pourrait jamais retirer la plus petite partie de sa marchandise sans consigner, comme nous le verrons plus loin, le montant total en principal et intérêts de la créance gagée sur son dépôt.

Ces warrants et récépissés étant des titres à ordre sont transmissibles par endossement, soit ensemble, soit séparément (art. 3 de la loi du 28 mai 1858) ; trois cas différents peuvent par suite se présenter :

A. — Les deux titres réunis sont endossés au profit de la même personne.

B. — Le déposant endosse le récépissé seul au profit d'un tiers tout en conservant le warrant.

C. — Le déposant endosse le warrant seul et garde par devers lui le récépissé.

Nous allons étudier brièvement ces trois hypothèses.

I. — *Endossement des deux titres réunis.* — Ce cas

n'offre pas de difficultés ; en endossant au profit de la même personne le récépissé et le warrant, le déposant transfère à son cessionnaire, de la façon la plus complète, le « droit de disposer » des marchandises mentionnées dans les titres négociés ; toutefois il ne faudrait pas penser que l'endossement du récépissé et du warrant réunis — ou l'endossement du récépissé seul — comporte nécessairement transmission du droit de propriété : le titre auquel intervient le transfert dépend de la convention des parties et l'endossement peut avoir lieu aussi bien pour transmettre la propriété du dépôt que pour donner mandat à l'endossataire de retirer ou de vendre les marchandises. Les débats parlementaires relatifs à la loi du 28 mai 1858 ne laissent à cet égard aucun doute sur l'intention du législateur. Lors de la discussion de l'article 6 du projet devenu l'article 4 de la loi, un membre du Corps Législatif, M. Busson, proposa de remplacer la phrase. « L'endossement du récépissé transmet au cessionnaire le droit de disposer de la marchandise » par celle-ci : « L'endossement du récépissé transmet au cessionnaire la propriété de la marchandise », mais la commission suivie par les membres du Corps Législatif maintint la rédaction primitive « à raison de son élasticité », dit le rapporteur qui ajoute : « Elle (la commission) croit que le récépissé doit pouvoir être transféré à un autre titre que celui de la vente, à titre de mandat par exemple, pour vendre ou pour retirer la marchandise ; les mots « droit de dis-

poser » nous ont paru réserver tous les droits et rendre complètement la pensée de la loi qui veut surtout faciliter la circulation de la marchandise ; en un mot le récépissé ou plutôt l'endos du récépissé peut être l'exécution de contrats divers ; il équivaut, en langage commercial, à un ordre de livraison ; cela se comprend sans peine ; il n'était pas possible de faire mentionner sur le titre les conditions fort variées que ces contrats préexistants peuvent contenir. »

Ainsi donc le porteur d'un récépissé et d'un warrant endossés à son profit peut, dans ses rapports avec le magasin général et les tiers exercer sur les produits qui ont fait l'objet du dépôt les droits les plus absolus ; toutefois il lui faudra toujours respecter les conventions qui peuvent être intervenues entre lui et le cédant relativement à ces mêmes produits, mais, encore une fois, sans que le magasin général ni les tiers aient à s'en préoccuper d'aucune façon ; pour eux le porteur des deux titres est à considérer comme le propriétaire des marchandises, et ils n'ont pas à rechercher en quelle autre qualité il peut agir.

Quant à ces conventions particulières en vertu desquelles le porteur du récépissé et du warrant — ou du récépissé seul — s'est comporté comme le maître de la chose, elles seront établies en cas de contestation comme tout autre contrat.

Quelles sont maintenant les formalités intrinsèques de l'endossement du récépissé et du warrant réunis ?

Par dérogation aux règles générales sur l'endossement des titres à ordre, lequel doit mentionner la date, la valeur fournie et l'indication du bénéficiaire (cf. art. 137, C. com.), l'article 5, § 1^{er} de la loi du 28 mai 1858 a seulement exigé pour l'endossement du récépissé transféré seul ou réuni au warrant l'indication de la date. Le législateur a pensé, à juste titre, que la mention de la valeur fournie présenterait le danger de faire connaître aux tiers les conditions du contrat en exécution duquel intervient l'endossement. D'autre part il faut reconnaître que l'indication de la date a ici une importance capitale ; c'est grâce à elle que les tiers pourront s'assurer de la validité de la négociation. Sans cette formalité il eût été possible à des incapables de consentir des endossements, et la détermination précise du moment du transfert n'aurait pas manqué de soulever d'âpres contestations. Au surplus, pour prévenir toute fraude à cet égard, le législateur a-t-il eu recours à une sanction exemplaire : l'antidate faite dans un but frauduleux constitue un faux en écritures de commerce, puni des travaux forcés à temps.

II. — *Endossement du récépissé seul.* — Selon l'article 4, § 2, de la loi du 20 mai 1858, l'endossement du récépissé seul « transmet au cessionnaire le droit de disposer de la marchandise à la charge par lui de payer la créance garantie par le warrant ou d'en laisser payer le montant sur le prix de la vente de la marchandise ». L'endossement du récépissé seul soulève la même question que l'endossement des deux titres réunis en ce qui

concerne la qualité du porteur, nous n'y reviendrons pas ; toutefois, à notre sens, il est un cas où la qualité, pour le porteur, de simple mandataire, ressort du récépissé lui-même et de ses mentions : c'est le cas où l'endos est irrégulier.

Nous venons de voir que comme formalité intrinsèque de l'endossement du récépissé la loi n'exige que la date. La pratique y a ajouté la clause d'ordre et l'indication du cessionnaire (1) ; mais ces deux mentions étant passées sous silence par le texte législatif, il s'ensuit que leur absence ne saurait influencer sur la régularité de l'endossement. Le récépissé sera donc régulièrement endossé au moyen de la signature du cédant précédée de la date de l'endossement. Il est évident que le défaut de signature rend l'endossement sans valeur, mais *quid* du défaut de date ? En d'autres termes l'endossement en blanc d'un récépissé est-il nul ou peut-il au contraire avoir quelque effet ? Pour refuser toute efficacité à un pareil endossement, les adversaires de l'opinion que nous allons émettre tirent un argument solide de l'article 5 de la loi du 28 mai 1858. Le législateur, disent-ils, a formellement exprimé que l'endossement du récépissé devait être daté, la mention de la date constitue donc une formalité substantielle en l'absence de laquelle l'endos est à considérer comme sans valeur au même titre qu'une tradition sans formes.

(1) L'endossement du récépissé est généralement formulé ainsi :
Livrez à l'ordre de M. (date et signature).

Pour nous qui pensons que le récépissé participe de la nature de la lettre de change, nous estimons que l'absence de date n'a pas pour effet d'enlever à l'endossement du récépissé toute espèce d'efficacité et qu'un tel endossement, sans opérer transport, vaut au moins comme simple procuration en tant qu'endossement irrégulier dans les termes de l'article 138 du Code de commerce ; ainsi donc — et en cette hypothèse *erga omnes* — les marchandises objets du récépissé ne deviendront pas la propriété du porteur, elles continueront d'appartenir à celui qui a endossé irrégulièrement le titre et resteront le gage de ses créanciers, si bien qu'en cas de faillite, de décès ou d'interdiction de cet endosseur le magasin général ne pourra plus valablement se libérer aux mains du porteur puisque le mandat aura pris légalement fin. Mais la question peut encore se poser de savoir si le porteur d'un récépissé endossé incorrectement ne peut pas réparer lui-même l'irrégularité du titre en inscrivant de sa main la date qui fait défaut s'il a raison légitime de le faire. Si osée que puisse paraître cette opinion, nous penchons pour l'affirmative. Il est en effet de doctrine ancienne (1) et de jurisprudence constante que « le porteur d'une lettre de change endossée en blanc peut lui-même, au moyen de la pro-

(1) « Il n'importe de quelle main l'endossement soit rempli ; quand même il le serait de la main de la personne au profit de qui il est fait, il ne laisserait pas d'être valable pourvu qu'il mentionne toutes choses requises (Pothier, *Du contrat de change*, n° 40).

curation résultant d'un pareil endossement, se transférer la propriété de ladite lettre, *s'il y a raison légitime* » (Cass., 24 avril 1827, D. 27.1.214 ; Cass., 29 décembre 1890, *Journal des notaires et des avocats*, 1891, n° 24.581) ; il existe tant d'évidente analogie entre les récépissés des magasins généraux et les lettres de change que la solution de la Cour suprême nous paraît tout aussi justifiée quel que soit le titre à ordre en cause, la question délicate consistera à déterminer pour chaque espèce ce que la chambre des requêtes de la Cour de cassation a appelé « raison légitime ». Pour tenter une explication, nous dirons qu'il y aura raison légitime, chaque fois que le porteur d'un récépissé endossé irrégulièrement pourra de bonne foi se croire propriétaire des marchandises, par exemple quand il les aura acquises et payées comptant à l'endosseur avant le transfert.

Au surplus cette analogie entre le récépissé et la lettre de change a-t-elle été reconnue par un grand nombre d'arrêts anciens et notamment par un arrêt de la Cour de Grenoble du 18 décembre 1862 (S. 63.2.85) dont un attendu rappelle : « qu'il résulte des dispositions de la loi du 28 mai 1858, et notamment des articles 2, 3, 4 et 11 de l'exposé des motifs et de la discussion de cette loi que la création des récépissés et warrants délivrés par les magasins généraux a eu pour but d'introduire dans la pratique commerciale un nouvel instrument de crédit destiné à faciliter la négociation des marchandises déposées dans les docks ; qu'en

autorisant leur transmission par la simple voie de l'endossement le législateur les a entièrement assimilés à des effets de commerce ; que cette assimilation résulte au surplus de leur caractère de valeurs de portefeuille et de leur mode de circulation ».

Ce principe de l'assimilation des récépissés et warrants de marchandises aux effets de commerce a été consacré en outre indirectement par un arrêt de la Cour de Paris du 31 décembre 1862 (S. 63.2.14) qui décide que le tiers porteur de ces warrants et récépissés par endossement régulier n'est point passible des exceptions opposables à l'endosseur par le véritable propriétaire des marchandises ou les créanciers de la faillite.

Le porteur du récépissé séparé du warrant, quel que soit le titre auquel il détienne ce récépissé, est donc en droit de « disposer des marchandises », mais il ne peut le faire qu'en respectant les droits acquis par le porteur du warrant sur ces mêmes marchandises, c'est-à-dire en mettant à la disposition de ce dernier, de la manière que nous allons indiquer, le montant en capital et intérêts de la créance gagée sur le dépôt ; de ce fait l'acheteur des marchandises à qui celles-ci sont livrées au moyen de l'endossement du récépissé a le plus grand intérêt à savoir si et pour quelle somme le warrant délivré en même temps que ce récépissé a été endossé : il en sera averti par la transcription qui doit être faite de cet endossement sur les registres du magasin géné-

ral, mais le plus souvent il n'aura pas besoin de recourir à cette vérification, car d'ordinaire la négociation du warrant et la somme pour laquelle elle a lieu sont mentionnées en marge du récépissé.

Pour retirer la marchandise qui vient de lui être transmise par endossement du récépissé, le porteur devra d'abord libérer le dépôt de la dette à laquelle il sert de gage, mais pourra-t-il éteindre cette dette par anticipation ? La loi devait donner au cessionnaire du récépissé la faculté de retirer à toute époque la marchandise warrantée, sans quoi le droit laissé au déposant de vendre l'objet du dépôt, nonobstant toute négociation du warrant, eût été illusoire.

Le commerce ne s'accommode pas de lenteurs et un acheteur de marchandises a le plus souvent besoin d'en disposer immédiatement ; aussi bien le législateur a-t-il donné au porteur du récépissé la faculté de retirer la marchandise à toute époque, avant même l'échéance du warrant ; toutefois, comme il fallait concilier dans ce cas et les droits du prêteur et les intérêts du cessionnaire du récépissé, le législateur a décidé que ce dernier, sauf entente souvent possible avec le porteur du warrant, ne pourrait opérer le retrait des marchandises qu'en consignait à la caisse du magasin général le montant en capital de la dette garantie avec les intérêts jusqu'à l'échéance. Les droits du prêteur sont ainsi sauvegardés.

Cette consignation aura lieu non seulement sur le

refus du porteur du warrant de recevoir un paiement anticipé, mais encore dans le cas où ce porteur ne sera point connu, ce qui se produira si le warrant a été l'objet de plusieurs endossements, lorsque les endossataires autres que le premier auront, comme ils en ont le droit, négligé de se faire connaître.

Il est intéressant de se demander, à propos de cette consignation, pour qui seront les risques de perte de la somme ainsi déposée, par exemple en cas de faillite du magasin général ? La question peut être résolue en deux mots et par une distinction : ou bien la consignation a été régulière, c'est-à-dire effectuée soit au refus du porteur du warrant de recevoir un paiement anticipé, soit au profit d'un bénéficiaire ayant négligé de faire transcrire l'endossement fait en sa faveur. La perte est alors pour le porteur de ce warrant puisque le magasin général détenait pour son compte. Ou bien la consignation a été irrégulière, c'est-à-dire faite sans que le porteur du warrant, connu grâce à la mention de transcription, ait été mis à même de recevoir son paiement, la perte est alors pour le consignataire qui a commis une faute et qui doit payer une deuxième fois.

III. — *Endossement du warrant séparé du récépissé.*

— Aux termes de l'article 4, § 1, de la loi du 28 mai 1858, l'endossement du warrant séparé du récépissé vaut nantissement de la marchandise au profit du cessionnaire du warrant c'est-à-dire que le warrant endossé au profit du prêteur sert à celui-ci de titre légal de gage.

Cet endossement séparé a lieu quant le maître des marchandises, tout en empruntant sur elles, veut se réserver de les vendre.

La formule d'endossement du warrant séparé du récépissé est réglée par l'article 5 de la loi du 28 mai 1838 d'une façon différente de celle du récépissé endossé seul ou réuni au warrant ; elle doit en effet non seulement comporter la date de l'endossement, mais encore énoncer le montant en capital et intérêts de la créance garantie, la date de l'échéance et les nom, prénoms, profession et domicile du créancier ; au surplus cet endossement doit être immédiatement transcrit avec toutes ses énonciations sur le registre du magasin général et mention de cette transcription doit être faite sur le warrant. La formalité de la transcription n'est exigée qu'à l'égard du premier cessionnaire et pour le premier endossement qui crée le gage ; elle n'est pas indispensable pour les endossements subséquents qui n'ont pour effet que de changer le créancier gagiste.

Néanmoins chaque titulaire nouveau peut requérir la transcription de l'endossement dont il profite et parfois la sûreté de sa créance peut dépendre de cette transcription facultative. C'est ce qui se produira dans le cas où le premier endossement ne garantit qu'une somme inférieure à celle constatée dans les suivants. En effet, si le principe est que les endossements subséquents ne peuvent être faits pour une somme supérieure à celle mentionnée dans le premier endossement, la jurispru-

dence admet que cette augmentation peut avoir lieu si le porteur du récépissé donne son assentiment et *si le nouvel endossement est transcrit au registre du magasin général*. La nécessité du consentement du porteur du récépissé s'explique par ce fait qu'en cas de retrait de la marchandise ou de vente sur protêt, il aura à consigner une somme plus forte ou à subir un prélèvement plus élevé ; quant à la transcription, elle est rendue indispensable par la nécessité de renseigner tous les cessionnaires successifs du récépissé et surtout le magasin général sur l'augmentation de la créance gagée et la somme exacte à consigner pour arriver au retrait.

Si la transcription n'est pas exigée pour les endossements autres que le premier, elle constitue pour celui-ci une formalité indispensable et substantielle, et à son défaut le nantissement ne serait pas validé à l'égard des tiers. Il est en effet de doctrine et de jurisprudence constantes que, jusqu'à cette transcription, les marchandises déposées peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt de la part des créanciers du déposant ; aussi bien, si cette formalité n'a pas été remplie et si le propriétaire de la marchandise warrantée est déclaré en faillite, les articles 446 et suivants du Code de commerce deviennent applicables et le gage résultant du warrant ne peut-il être opposé à la masse des créanciers.

Restent à connaître les droits et les obligations du porteur du warrant au moment de l'échéance. Ces droits et ces obligations résultent de la triple qualité

appartenant à l'endossataire qui est *créancier*, *gagiste*, et *porteur d'un effet de commerce*.

Comme *créancier* cet endossataire a, en l'espèce, pour débiteur principal celui qui le premier a engagé les marchandises, et c'est à lui qu'il doit s'adresser tout d'abord, le jour même de l'échéance, pour obtenir son paiement ; ou bien, à ce moment, ce débiteur qui joue le même rôle que le souscripteur d'un billet à ordre, paye la dette constatée par l'endossement, alors le warrant lui est rendu et il se trouve dégagé envers le créancier, ou bien ce débiteur ne paye pas et la conduite du créancier est alors réglée par l'article 7, § 1, de loi de 1858 (1).

La deuxième qualité qui appartient au porteur du warrant est celle du *créancier gagiste* : elle lui confère d'abord le droit de rétention qui est exercé pour lui par le magasin général, lequel s'opposera au retrait de la mar-

(1) L'article 7, § 1, de la loi du 28 mai 1858 est ainsi conçu : « A défaut de paiement à l'échéance, le porteur du warrant séparé du récépissé peut, huit jours après le protêt, et sans aucune formalité de justice, faire procéder à la vente publique aux enchères et en gros de la marchandise engagée dans les formes et par les officiers publics indiqués dans la loi du 28 mai 1858. » Le texte est muet sur les formes du protêt faute de paiement à l'échéance et sur le délai dans lequel il doit être dressé. D'après une opinion aujourd'hui abandonnée, l'époque où le protêt doit être dressé serait laissée à l'appréciation du porteur du warrant. On admet très généralement qu'il faut appliquer ici les articles 161 et 162 du Code de commerce, c'est-à-dire faire dresser le protêt de lendemain même de l'échéance.

chandise par le porteur du récépissé à moins de paiement ou de consignation de la somme due ; elle lui permet en second lieu, à défaut de paiement à l'échéance, de faire vendre la marchandise warrantée. Cette vente, aux termes de l'article 7 de la loi du 28 mai 1858, peut être requise « huit jours après le protêt et sans aucune formalité de justice », elle a lieu aux enchères publiques dans les formes et par les officiers indiqués dans la loi du 28 mai 1858 sur les ventes publiques de marchandises en gros.

On s'est demandé, au moment de l'élaboration de l'article 7 de la loi de 1858 sur les magasins généraux, s'il ne serait pas bon d'aviser spécialement de cette vente, au moyen d'une sommation, le propriétaire légal de la marchandise, c'est-à-dire le porteur du récépissé, mais le législateur n'a pas cru devoir adopter cette mesure supplémentaire. En effet, outre que le porteur du récépissé peut être inconnu, il ne faut pas oublier que la transcription l'a renseigné sur l'époque où la marchandise pouvait être vendue ; il lui était donc loisible d'éviter cette vente en consignat somme suffisante pour désintéresser le porteur du warrant ; s'il ne l'a pas fait, il ne doit s'en prendre qu'à lui-même et à sa négligence.

La vente faite selon les formes que nous venons de rappeler, le porteur du warrant est payé de sa créance, par préférence sur le prix d'adjudication ; toutefois ce droit de préférence ne peut s'exercer qu'après prélève-

ment : 1° des contributions indirectes, des taxes d'octroi et des droits de douane dus par la marchandise, et 2° des frais de vente, de magasinage et autres faits pour la conservation de la chose.

A ce sujet, aux termes de l'article 17 du décret de 1859, l'administration du magasin général est tenue, à toute époque, sur la demande du porteur du récépissé ou du warrant, de liquider les frais dont le paiement doit être fait par préférence à celui de la créance warrantée.

Il peut se faire qu'une fois la vente réalisée le prix soit ou supérieur ou inférieur à la créance garantie ; dans le premier cas le porteur du warrant est intégralement payé et l'excédent revient au porteur du récépissé : si celui-ci est présent à la vente il pourra toucher immédiatement cet excédent, sinon consignation en sera faite à l'administration du magasin général ; dans le second cas, c'est-à-dire si la réalisation de la marchandise n'a pas suffi à couvrir le montant de la dette ainsi gagée, le porteur du warrant, en sa qualité de *porteur d'un effet de commerce* — troisième qualité que nous lui avons reconnue — a une action récursoire contre tous les endosseurs successifs qui sont ses débiteurs solidaires ; mais pour conserver ce recours il doit se soumettre à certaines obligations que nous allons indiquer ; il faut d'abord, de toute nécessité, qu'il se soit présenté chez le débiteur originaire et ait réclamé son paiement le jour même de l'échéance et qu'il ait fait dresser protêt faute

de paiement le lendemain ; en outre il doit, aux termes de l'article 9 de la loi du 28 mai 1858, avoir fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date du protêt, enfin il doit avoir signifié ce protêt aux endosseurs dans les quinze jours de la vente. Les obligations imposées au porteur du warrant par la loi de 1858 sont la reproduction presque littérale des dispositions des articles 158 et 165 du Code de commerce.

Toutefois, aux termes de l'article 165 du Code de commerce, la signification doit être faite aux endosseurs dans les quinze jours qui suivent le protêt, la signification dans ce même laps de temps eût été le plus souvent impossible en notre matière puisqu'il est indispensable que les marchandises warrantées soient réalisées pour savoir si le recours sera utile : c'est pourquoi ce délai de quinzaine ne commence à courir qu'à partir de la vente.

Si le législateur a fixé à un mois le délai maximum dans lequel le porteur du warrant doit faire procéder à la vente de la marchandise pour conserver son recours contre les endosseurs, c'est pour prévenir une objection que ne manqueraient pas de faire les endosseurs actionnés, en cas de vente tardive et de dépréciation de la marchandise ; ils chercheraient à établir qu'au moment de l'échéance, ou mieux huit jours après celle-ci, c'est-à-dire dès l'instant où la vente fut possible, les produits warrantés étaient d'une valeur suffisante pour payer la créance et les frais, que le retard mis par le porteur à

provoquer la vente est le seul motif de la diminution de valeur subie par ces produits, et que dès lors le créancier est mal venu à les actionner puisque la perte qu'il subit est la conséquence de sa propre faute. C'est donc pour éviter des différends de ce genre, où la preuve est particulièrement délicate à administrer et où la bonne foi peut être si facilement violée, que le législateur a fixé un délai maximum d'un mois à compter du protêt, et passé lequel le porteur du warrant qui n'a pas fait procéder à la vente perd son recours contre les endosseurs.

Cependant, parmi les endosseurs du warrant, il en est un qui naturellement ne peut opposer au créancier les déchéances résultant de l'inobservation ou de l'observation hors délai des formalités indiquées plus haut : c'est le déposant souscripteur primitif du warrant ; celui-ci, en effet, ne saurait pouvoir opposer une déchéance qui l'enrichirait puisque la somme qui lui a été fournie serait supérieure à la valeur des marchandises ; alors que les endosseurs subséquents luttent *de damno vitando* et pour ne pas payer deux fois puisqu'ils ont déjà fourni à leur cédant une valeur égale, le souscripteur originaire lutte pour réaliser un bénéfice, ce qui est inadmissible : ce premier endosseur est en quelque sorte assimilable au tireur d'une lettre de change qui n'aurait pas fait provision, et cette analogie a amené quelques auteurs à penser justement que, même dans cette dernière hypothèse, « le porteur du warrant pourrait se voir opposer la déchéance résultant du défaut

de protêt et de réalisation dans les délais s'il était établi qu'à l'époque où ces formalités devaient être accomplies, les marchandises déposées réalisées à temps auraient largement couvert le montant de la créance warrantée et que leur détérioration, leur moins-valeur est le résultat de la négligence du gagiste » (1).

Le droit de faire vendre la marchandise warrantée appartient non seulement au porteur du warrant, mais encore au souscripteur primitif de ce warrant qui, après s'être dessaisi à la fois du récépissé et du warrant, rembourse le porteur de ce dernier titre à l'échéance de la dette ; cet emprunteur primitif a même la faculté, aux termes de l'article 7, § 2, de la loi de 1858, de faire vendre la marchandise, aux risques du porteur du récépissé, huit jours après l'échéance et sans qu'il soit besoin ni de protêt, ni de mise en demeure, pour se faire rembourser sur le prix dans les mêmes conditions que le porteur du warrant.

*
* *

La marchandise déposée au magasin général peut être incendiée ; quels seront alors les droits des porteurs de récépissés et de warrants ?

L'article 10 de la loi du 28 mai 1858 a fait en cette hypothèse application du principe de la subrogation réelle : les indemnités de sinistre allouées par les Com-

(1) Cf. Ach. Rousseau, *Du gage commercial*, thèse Paris, 1877.

pagnies assureurs prennent les lieu et place de la marchandise assurée et, toutes choses égales d'ailleurs, les porteurs des titres représentatifs du dépôt peuvent exercer sur ces indemnités les mêmes droits qu'ils eussent fait valoir sur les marchandises elles-mêmes ; toutefois il est à remarquer que la disposition de l'article 10 de la loi de 1858 s'applique exclusivement à l'indemnité d'assurance et qu'elle reste étrangère à toutes les autres indemnités qui pourraient être dues à un autre titre, pour raison des marchandises déposées. C'est ainsi que le tribunal de commerce de la Seine, par un jugement du 20 novembre 1877, confirmé par la Cour d'appel (D. 81.4.227), a décidé que le porteur du warrant ne saurait avoir aucun privilège sur l'indemnité allouée par la Ville de Paris au propriétaire des marchandises qui avaient été détruites par la Commune, « attendu que les privilèges sont de droit étroit et ne peuvent être étendus sous prétexte d'analogie à aucun cas non prévu ;..... que s'il est vrai qu'aux termes de la loi le créancier gagiste peut exercer son privilège sur le gage dont il a été nanti ou sur son prix en cas de vente, à l'exclusion des autres créanciers, c'est à la condition que le gage n'aura pas été détruit comme dans l'espèce ;..... que les indemnités ne représentent nullement tout ou partie de la valeur des marchandises ». La loi du 19 février 1889, qui régit actuellement les droits des créanciers privilégiés et hypothécaires sur certaines indemnités dues à leurs débiteurs, n'a, selon

nous, rien innové à cet égard, et les attendus du jugement que nous venons de rapporter ne sont point en désaccord avec la loi nouvelle. Le texte de 1889 vise une matière qui est essentiellement de droit étroit — les privilèges et les hypothèques, — il nous paraît dès lors impossible de l'étendre par analogie à des espèces qui manifestement ne sont point entrées dans les prévisions du législateur, comme celle soumise au tribunal de commerce de la Seine le 20 novembre 1877.

Enfin la loi du 28 mai 1858 a prévu la cas où les porteurs de récépissés et de warrants viendraient à perdre leur titre, et elle leur a donné le moyen de le remplacer. Aux termes de l'article 12 de la loi de 1858, celui qui a perdu un récépissé ou un warrant peut obtenir par ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété et en donnant caution, un duplicata s'il s'agit du récépissé, le paiement de la créance garantie s'il s'agit du warrant.

Le texte de cet article a soulevé quelques controverses dont les deux principales sont relatives ; la première à la durée de l'obligation de la caution et la deuxième à la portée de l'expression « par ordonnance du juge ». En ce qui concerne la durée de l'obligation de la caution, il est à remarquer que l'article 12 de la loi de 1858 est comme la reproduction de l'article 152 du Code de commerce (1), lequel est complété par l'arti-

(1) ART. 12 de la loi du 28 mai 1858. — Celui qui a perdu un récé-

cle 155 du même Code qui porte que « l'engagement de la caution mentionné dans les articles 151 et 152 est éteint après trois ans, si pendant ce temps il n'y a eu ni demande, ni poursuites juridiques ».

Nous serions assez porté à croire que l'obligation de la caution, lorsqu'il s'agit de warrants ou de récépissés perdus, a la même durée que celle instituée par l'article 155 du Code de commerce à raison précisément de l'analogie existant entre les titres délivrés par les magasins généraux et les effets de commerce ; cette opinion nous semble d'autant plus soutenable qu'il ne faudrait pas, dans la crainte d'un inconvénient imaginaire, empêcher le renouvellement des récépissés perdus ou le paiement de la créance garantie, par la difficulté de trouver des cautions qui veuillent bien consentir à rester obligées après le terme déjà si long de trois années.

Quant à l'expression « par ordonnance du juge », certains ont cru à tort qu'elle faisait allusion à un jugement du tribunal de commerce ; nous croyons au contraire, à raison même de la signification donnée géné-

pissé ou un warrant peut demander et obtenir par ordonnance du juge, en justifiant de sa propriété et en donnant caution, un duplicata s'il s'agit du récépissé, le paiement de la créance garantie s'il s'agit du warrant.

ART. 152, C. com. — Si celui qui a perdu la lettre de change, qu'elle soit acceptée ou non, ne peut représenter la seconde, troisième, quatrième etc..., il peut demander le paiement de la lettre de change perdue, et l'obtenir par l'ordonnance du juge en justifiant de sa propriété par ses livres et en donnant caution.

ralement en procédure au mot « ordonnance », que celle-ci doit être obtenue par simple requête présentée au juge du commerce et qu'en l'espèce un jugement est pour le moins inutile.

Nous venons de dire que l'article 12 de la loi du 28 mai 1858 et l'article 152 du Code de commerce présentaient entre eux une grande analogie ; il faut noter toutefois qu'une différence assez importante les sépare, qui a trait à la justification de la propriété du titre perdu. Alors qu'en matière de lettre de change la preuve de la propriété doit être faite au moyen des livres de commerce, en matière de récépissés ou de warrants cette preuve peut être administrée par tous les moyens possibles ; cette différence de traitement ressort nettement des travaux préparatoires de la loi de 1858. Le projet comportait la justification du droit de propriété au moyen des livres de commerce, mais la commission du Corps Législatif repoussa cette exigence en faisant observer que les titres délivrés par les magasins généraux peuvent parfaitement se trouver entre les mains de non-commerçants, lesquels, faute de livres, seraient sans moyen de prouver leurs droits. Le législateur se rangea à cet avis en rédigeant, comme nous l'avons indiqué, l'article 10 qui donne au dernier porteur légitime du titre perdu ou volé la faculté de faire la preuve de sa propriété par tous les moyens possibles, conformément au droit commun en matière commerciale.

Nous avons dit dans la section I de ce chapitre que les magasins généraux étaient autorisés à escompter eux-mêmes les warrants qu'ils délivraient, c'est-à-dire à faire des prêts directs aux déposants ; cette faculté toutefois est loin d'exclure la possibilité pour le porteur du warrant de négocier son titre chez un banquier et, en fait, cette négociation chez une tierce personne se pratique communément, car — le plus souvent pour raison de manque de capitaux — tous les magasins généraux ne font pas du prêt direct.

Cette négociation est d'ailleurs rendue plus facile par la disposition de l'article 11 de la loi de 1858, aux termes duquel « les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts ». La marchandise warrantée est donc comptée pour une signature, qu'elle remplace avantageusement, et c'est ainsi que la Banque de France peut recevoir les warrants avec deux signatures, seulement, et la plupart des autres grands établissements de crédit avec une seule, les effets que reçoit la première devant porter statutairement trois signatures, et ceux que reçoivent les seconds, deux (1).

(1) Toutefois, pour ce qui est de la Banque de France, la loi du 28 mai 1858 n'a pas modifié les autres règles suivies par elle en matière d'admission à l'escompte. Aussi bien faudra-t-il, pour qu'elle escompte le warrant, que le dernier endosseur soit un banquier ou un commerçant connu dont la signature soit admise à l'escompte.

A cet avantage incontestable et voulu par la loi s'en ajoute un autre qui n'était sans doute pas entré dans les prévisions du législateur, puisqu'il résulte de la façon dont les grandes banques se comportent en ce qui concerne l'escompte des warrants.

Ces établissements de crédit, au lieu de faire circuler les warrants comme papier-monnaie, les gardent le plus souvent en portefeuille ; les commerçants tiennent ce procédé pour fort pratique, car ils n'aiment guère voir circuler leur signature sur warrant, « cela semble signifier, en effet, qu'on n'a pas eu confiance dans leur personne et qu'on n'a consenti à négocier le titre que parce qu'il était garanti (1). »

Un autre système est encore en usage pour assurer dans la mesure du possible le secret de la consignation des marchandises : le déposant emprunteur souscrit au profit de la banque, en reconnaissance de ses avances, de simples billets à ordre, tout en lui endossant le warrant à titre de garantie. Le banquier négocie les billets en conservant le warrant et si, à l'échéance, le souscripteur ne peut pas faire honneur à sa signature et que le banquier soit obligé de payer, ce dernier trouve dans le warrant le moyen de se couvrir : ainsi le warrant n'a pas été mis en circulation et le crédit commercial du débiteur est sauf.

(1) Ant. Vermorel, *Des magasins généraux et des warrants*, thèse Lyon, 1882.

En ménageant par de tels procédés la susceptibilité des commerçants, les banques françaises ont su donner à l'escompte du warrant un nouvel essor et leur exemple a été suivi par nombre de banques étrangères, spécialement par la Banque d'Anvers en Belgique.

Le commerce attache une telle importance au secret de la consignation qu'à plusieurs reprises il a été demandé au Parlement la création de warrants anonymes. « Puisque nous parlons d'études et d'expériences, disait M. Mathieu dans son rapport au Corps Législatif sur la loi du 31 août 1870, qu'il nous soit permis d'appeler l'attention du gouvernement sur une question que la commission n'a pas voulu trancher quoiqu'elle y ait été sympathique. Dans l'état actuel des choses le warrant porte entre autres indications le nom du déposant. Ne pourrait-il pas disparaître là où le déposant le désirerait ? Il s'attache à la consignation par un commerçant ou un industriel de ses marchandises ou de ses produits, des suppositions souvent en désaccord avec la réalité des choses, et par suite un discrédit qui peut faire reculer celui qui, sans être gravement embarrassé, veut seulement obtenir et utiliser le capital prêté. — Pourquoi ne pas lui permettre une consignation en quelque sorte anonyme ? En somme ce n'est pas à lui, c'est à la chose que confiance est faite, et en réduisant le warrant à ce qu'il exprime réellement, il semble que nul intérêt ne peut être compromis. »

Une réforme dans ce sens contribuerait sans aucun

doute au développement du warrantage dans notre pays, et il serait heureux qu'elle fût réalisée dans un avenir prochain.

SECTION III. — Enregistrement et timbre.

Les bulletins d'entrée (1) et les récépissés constituent des actes sous seing privé ; en conséquence les parties ne sont tenues de les soumettre à la formalité de l'enregistrement qu'au moment où elles doivent en faire usage, soit en justice, soit devant une autorité constituée, soit par relation dans un acte authentique (Loi du 22 frimaire an VII, art. 23).

Ces cas échéants, les bulletins d'entrée considérés comme actes innommés sont assujettis au droit fixe de 3 francs (3 fr. 75 avec les 2 décimes et demi par franc en sus) ; quant aux récépissés, l'article 13 de la loi du 28 mai 1858 les soumettait au droit fixe de 1 franc, mais ce droit a été porté à 1 fr. 50 (1 fr. 88 avec les décimes) par l'article 4 de la loi du 28 février 1872. L'administration de l'enregistrement admet que ce

(1) Les bulletins d'entrée sont des bulletins qui sont délivrés provisoirement par les magasins généraux en attendant la délivrance des récépissés pour constater le dépôt des marchandises.

Ces bulletins sont même les seuls titres délivrés, à l'exclusion de tous récépissés et warrants, aux déposants qui n'ont d'autre but que d'assurer le magasinage de leurs marchandises.

droit fixe est le seul dû quand bien même le récépissé fait l'objet d'une transmission.

Au sens de la Régie, les lois de 1858 et de 1872 dérogent donc au droit commun qui exigerait la perception du droit proportionnel de 2 0/0 puisque la transmission du récépissé entraîne généralement transmission des marchandises déposées. Point n'est donc besoin pour le receveur ou les parties, en ce qui concerne l'enregistrement, de s'inquiéter de savoir ou de spécifier à quel titre a lieu la transmission du récépissé : le droit est le même, que ce transfert ait lieu à titre de vente, à titre de mandat ou pour toute autre cause.

D'après M. Demante (1), cette dérogation aurait été établie dans le but de favoriser les opérations des magasins généraux.

Aux termes de l'instruction générale, n° 2149, § 1, les endossements des récépissés ne sont pas soumis à la formalité de l'enregistrement.

Il peut se faire — le cas a été prévu par les articles 11 et 14 de la loi du 23 août 1871 — que l'administration du magasin général concède à un commerçant la jouissance exclusive d'un ou de plusieurs de ses locaux pour y déposer ses marchandises. Quel est le lien de droit qui unit alors le propriétaire des marchandises au magasin général ? Les parties sont-elles dans le rapport de preneur à bailleur ou de déposant à dépositaire ?

(1) Cf. Demante, *Principes de l'enregistrement*, t. II, n° 527.

taire? Il a été justement décidé que, même en cette hypothèse, il n'y avait toujours que simple dépôt, car le magasin général conserve la clef des locaux concédés au commerçant, il demeure responsable des marchandises, en outre cette pseudo-location est faite sans prix, seuls les droits de magasinage s'appliquent à la garde des objets; il en résulte que l'acte qui constate une telle opération ne doit pas être considéré comme un bail soumis à l'enregistrement dans le délai de trois mois et au droit proportionnel, mais bien suivant le cas soit comme un acte innommé, soit comme un récépissé ordinaire.

Quant aux warrants la loi de 1858 les a assimilés aux effets négociables, et par conséquent ils sont passibles, avant usage, du droit d'enregistrement de 0,30 0/0 outre décimes.

*
* *

Les titres délivrés par les magasins généraux sont encore soumis aux droits de timbre.

Les bulletins d'entrée, comme reçus d'objets, ne sont timbrés qu'à 0 fr. 10.

Les récépissés constituent de véritables certificats de propriété et leur transmission vaut ordinairement vente; à ce double point de vue ils entrent dans la catégorie des actes soumis au timbre de dimension par la loi du 13 brumaire an VII, article 12.

Quant aux warrants, tant qu'ils ne sont pas séparés

des récépissés, ils ne jouent aucun rôle spécial et par conséquent ne sont pas soumis au timbre, mais dès qu'ils sont séparés des récépissés pour faire l'objet d'un endossement, ils deviennent de véritables effets de commerce, et comme tels doivent être timbrés au tarif de 0.05 0/0 (Loi du 28 mai 1858, art. 13).

Les timbres de dimension sont généralement apposés sur les récépissés au moment de leur création, car les magasins généraux soumettent d'ordinaire par avance au timbrage leurs registres à souche de récépissés. Il ne peut, bien entendu, en être de même pour les warrants qui ne sont soumis au droit de timbre proportionnel qu'autant qu'ils sont endossés. Jusqu'en 1863 ces titres étaient visés pour timbre au moment du premier endossement, or, comme cette formalité ne pouvait être remplie qu'au bureau de l'enregistrement, il en résultait le plus souvent une perte de temps appréciable pour le négociant ; aussi bien, afin d'obvier à cet inconvénient, la loi du 2 juillet 1862 a-t-elle décidé, dans son article 25, que « à partir du 1^{er} janvier 1863 le droit de timbre auquel les warrants endossés séparément des récépissés sont soumis par l'article 13 de la loi du 28 mai 1858 pourra être acquitté par l'apposition sur ces effets de timbres mobiles que l'administration de l'Enregistrement est autorisée à vendre et à faire vendre ».

D'après le décret organique du 29 octobre 1862, le timbre collé au dos du warrant par le premier endos-

seur devait être placé au-dessus de l'endossement et oblitéré immédiatement par l'inscription de la date de l'apposition et la signature du premier endosseur. Cette disposition qui reste toujours en vigueur a été complétée par un décret du 20 février 1874 qui exige en outre pour l'oblitération la mention du lieu où elle a été opérée.

Malgré la réforme introduite par la loi du 2 juillet 1862, il reste toujours loisible aux porteurs de warrants de requérir le visa pour timbre des receveurs de l'enregistrement chaque fois que ce moyen qui n'a pas été supprimé leur paraîtra plus commode.

En transcrivant ou en mentionnant sur ses registres l'endossement d'un warrant séparé du récépissé et non timbré ou non visé pour timbre, l'administration du magasin général encourt une amende égale au montant du droit auquel le warrant est soumis (Loi du 28 mai 1858, article 13) ; par contre, l'inscription sur le warrant même des autorisations de sortie en cas de retrait partiel des marchandises ne donne ouverture à la perception d'aucun droit de timbre nouveau.

CHAPITRE II

LES WARRANTS AGRICOLES.

La crise agricole dont a tant souffert notre pays pendant la dernière moitié du xix^e siècle et qui atteignit son acmé vers 1891, a conduit le législateur à prendre une série de mesures pour tenter de venir en aide aux besoins des cultivateurs. Parmi ces mesures, celle dont on attendait les meilleurs résultats et qui devait « rendre aux populations rurales des services immédiats » fut l'institution des warrants agricoles au moyen desquels on pensait « permettre aux cultivateurs obligés de faire sans retard argent de leurs produits, de se procurer des fonds autrement que par des ventes précipitées et d'éviter ainsi la baisse que l'accumulation de la marchandise sur le marché fait fatalement peser sur les cours au lendemain de la récolte » (1).

Etablis par cette loi du 18 juillet 1898 dont on ne tarda pas à constater l'insuffisance et qui dut être remaniée en 1906, les warrants agricoles devaient en somme, dans la pensée de leurs promoteurs, procurer aux gens de la campagne les mêmes avantages que la loi du

(1) Cf. *Journal des Notaires et des Avocats*, 1899, n° 26.697.

28 mai 1858 avait assurés aux industriels et aux commerçants.

Excellente dans son principe, cette nouvelle application du warrantage fut malheureusement desservie par une législation peu favorable dont nous allons donner les grandes lignes.

SECTION I. — Les warrants agricoles sous le régime de la loi du 18 juillet 1898.

Les magasins généraux du commerce ne sont point fermés aux cultivateurs (1), mais pratiquement ceux-ci ne peuvent user du warrantage institué par la loi de 1858. Recherchant spécialement la clientèle des industriels et des commerçants, les magasins généraux sont établis dans des centres importants, loin des exploitations rurales, ils sont donc peu à la portée des agriculteurs auxquels le dépôt occasionnerait des frais de transport trop considérables : aussi bien, pour donner aux gens de la campagne le moyen pratique d'emprunter de

(1) En droit la question de savoir si les magasins généraux sont ouverts aux agriculteurs est, à la vérité, controversée. D'aucuns prétendent que seuls les commerçants et les industriels peuvent user des docks ; pour nous, nous pensons que cette restriction est à repousser. L'article 6 du décret du 12 mars 1859 paraît formel à cet égard : « Les exploitants de magasins généraux, porte-t-il, sont tenus de les mettre à la disposition de toute personne qui veut opérer le magasinage. » Pourquoi ne pas donner ici aux mots « toute personne » leur sens et leur portée ordinaires ?

l'argent sur leurs récoltes, fallait-il soit provoquer la création de magasins généraux d'un accès facile, soit donner aux récoltants la possibilité de mettre en gage leurs produits sans les conduire aux magasins. C'est à cette dernière solution qu'a cru devoir s'en tenir le législateur en créant le « gage sans dessaisissement » ; cette exception radicale aux principes généraux de la constitution de gage était la pierre angulaire de la loi du 18 juillet 1898, comme elle sert d'ailleurs encore de base à celle du 30 avril 1906.

Le cultivateur, de par le mécanisme de la loi de 1898 restant toujours détenteur des produits engagés, n'avait pas besoin de posséder un titre établissant sa propriété, et c'est ainsi que le système législatif ne comportait pas de récépissés comme dans le cas où le dépôt est effectué dans un magasin général, mais seulement des warrants analogues aux warrants commerciaux et négociables comme eux.

En ce qui concerne les warrants et toutes les formalités y relatives, le greffier de la justice de paix était choisi pour remplacer l'administration du magasin général et — comme d'ailleurs sous le régime de la loi de 1906 qui règle actuellement la matière — c'était au greffe de paix qu'étaient centralisées toutes les opérations nécessaires au fonctionnement du warrantage agricole.

De cette nouvelle conception du gage il résultait nécessairement que la garantie du prêteur sur warrant

agricole reposait autant sur l'honorabilité de l'emprunteur que sur les produits engagés ; par suite il était nécessaire d'arrêter, par la menace d'une peine sévère, le débiteur tenté de détourner le gage resté en sa possession : c'est dans ce but que l'article 13 de la loi du 18 juillet 1898 édictait les peines de l'abus de confiance contre l'emprunteur convaincu d'avoir « détourné, dissipé ou volontairement détérioré le gage » de son créancier.

Par son article 1^{er} qui portait que « tout agriculteur peut emprunter sur ses produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation... en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation », la loi restreignait le bénéfice de ses dispositions aux seuls agriculteurs ayant récolté les produits destinés à gager l'emprunt, c'est-à-dire que le commerçant ayant acheté des blés ou des vins pour les revendre, le manufacturier ayant acquis des laines pour les transformer en drap, étaient formellement exclus des termes de la loi et ne pouvaient recourir au système organisé pour le warrantage des produits agricoles ; seuls les propriétaires ou usufruitiers, les fermiers, les colons partiaires pouvant revendiquer la qualité d'agriculteurs exploitants étaient admis à profiter des dispositions législatives nouvelles.

Limité à une catégorie de personnes, le warrantage agricole était en outre restreint par l'article 2 à certains produits limitativement énumérés et qui étaient :

Les céréales en gerbes ou battues ;
Les fourrages secs, les plantes officinales séchées ;
Les légumes secs, les fruits séchés et les féculs ;
Les matières textiles animales ou végétales ;
Les graines oléagineuses et les graines à ensemercer ;
Les vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de diverses natures ;

Les cocons secs et les cocons ayant servi au grainage ;
Les bois exploités, les résines et les écorces à tan ;
Les fromages, miels et cires ;
Les huiles végétales et le sel marin ;

En déterminant ainsi rigoureusement les produits warrantables, le législateur avait eu l'intention de mieux sauvegarder les intérêts des bailleurs de fonds ruraux, qui auraient pu voir leur privilège réduit à néant si l'intégralité des objets sur lesquels il porte avait pu être warrantée ; cette préoccupation exagérée avait eu pour conséquence défavorable de faire exclure de la liste des produits warrantables les animaux de travail et d'élevage et de laisser ainsi plusieurs régions de France, les pays « d'embouche » comme le Charollais et le Nivernais par exemple, hors du cercle d'application de la loi.

Quant à la disposition, en vertu de laquelle les produits énumérés par le texte législatif ne pouvaient être warrantés qu'à la condition de provenir de l'exploitation même de l'emprunteur, elle avait été évidemment conçue dans un esprit de réaction contre la spéculation sur les produits agricoles.

*
* *

En règle générale, sous le régime que nous étudions, tout agriculteur désireux d'emprunter sur ses produits devait se rendre chez le greffier de paix de son canton pour se faire délivrer un warrant ; ce titre était détaché d'un registre à souche analogue à celui des magasins généraux, et sur le warrant proprement dit comme sur la souche le greffier inscrivait, d'après les déclarations fournies par l'agriculteur :

1° Les nom, prénoms, domicile et qualités de l'emprunteur.

2° Le montant des sommes à emprunter.

3° La nature, la quantité et la valeur des produits warrantés ainsi que leur situation soit dans un bâtiment du domaine de l'emprunteur, soit en meules dans les terres qui en dépendent.

4° La mention de l'assurance des produits warrantés avec le nom et l'adresse de l'assureur ou la mention que le produit n'était pas assuré.

Le warrant ainsi établi et détaché de la souche était remis au cultivateur qui pouvait s'en servir pour l'emprunt comme il l'eût fait d'un warrant délivré par un magasin général.

Toutefois ce mode assez simple de warrantage se compliquait de formalités spéciales dans le cas où l'agriculteur n'était ni propriétaire ni usufruitier de son

exploitation : il avait fallu en effet compter alors avec les droits du bailleur et l'article 2102 du Code civil qui fait porter le privilège de ce dernier sur « les fruits de la récolte de l'année ». — Comme les produits warrantables rentraient la plupart du temps dans cette catégorie, il avait paru, à juste titre, inévitable au législateur de régler par avance, ou mieux de prévenir, le conflit pouvant s'élever entre le propriétaire du fonds et le prêteur sur warrant ; aussi bien la loi imposait-elle au fermier l'obligation d'aviser avant tout emprunt le propriétaire du fonds loué, de la nature, de la valeur et de la quantité de marchandises devant servir de gage pour l'emprunt ainsi que du montant des sommes à emprunter. Cet avis donné par simple lettre, devait être adressé au destinataire, par l'intermédiaire du greffier de paix, sous pli recommandé comportant avis de réception, et mention était faite de cet envoi sur un registre spécial du greffe.

Le propriétaire, l'usufruitier ou leur mandataire légal, dans le cas où des termes échus leur étaient dus, avaient un délai franc de douze jours (1) pour s'opposer au prêt au moyen d'une lettre recommandée adressée au greffier de paix. Pareille opposition n'était recevable qu'autant que le propriétaire était créancier de

(1) Les délais francs sont ceux dans lesquels le *dies a quo* et le *dies ad quem* ne doivent pas être comptés. Ainsi un propriétaire avisé de l'emprunt le 1^{er} mars avait jusqu'au 14 mars exclusivement pour faire opposition.

fermages échus. Après l'expiration du délai d'opposition et en l'absence de celle-ci, le greffier mentionnait sur les deux parties de son registre à souche la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou à l'usufruitier ainsi que la non-opposition de leur part et délivrait, ainsi complété, le warrant demandé.

En ce qui concerne l'opposition, deux questions principales se posaient : la première, résolue lors de la discussion même de la loi, avait trait à la portée de l'expression « termes échus ». Pour avoir le droit de s'opposer au warrantage des produits récoltés par son fermier, le propriétaire devait-il être créancier de plusieurs termes échus ou, au contraire, suffisait-il qu'un seul terme, ou même une simple fraction de terme, lui fût dû ? La difficulté fut soulevée à la tribune par M. Guibourg de Luzinais, et M. Viger, alors ministre de l'agriculture, expliqua que le droit d'opposition appartenait au propriétaire quel que soit l'arriéré dû, un arriéré de fermage constituant toujours, au sens de la loi, la créance de termes échus.

La deuxième question était celle de la sanction en cas de violation par le fermier de l'obligation d'avertir le propriétaire dans les termes de l'article 2 de la loi. Le texte n'en prévoyait aucune, mais la jurisprudence admit le propriétaire à demander en ce cas l'invalidation du warrant, sans préjudice, suivant les circonstances, de l'application de l'article 405 du Code pénal et de l'action en dommages-intérêts du porteur du warrant dépouillé de son gage.

Nous verrons plus loin à qui il appartenait de juger le mérite de l'opposition formée par le propriétaire, mais il convient de remarquer dès à présent que l'opposition n'était recevable qu'autant que la créance de ce propriétaire avait pour objet des termes échus et que rien autre n'aurait pu la motiver, ni la créance future de termes à échoir, ni des dommages-intérêts éventuels (1).

Estimant que les droits du bailleur étaient ainsi sérieusement compromis, M. Théodore Girard avait proposé par voie d'amendement, que le bailleur fût admis à s'opposer au prêt sur warrant agricole non seulement quand des termes échus lui seraient dus, mais encore dans le cas où « ce qui garnirait le fonds loué, non compris les objets warrantés, serait d'une valeur insuffisante pour répondre des termes courants et de ce qui concerne l'exécution du bail ». M. Girard craignait que le fermier, après avoir fait ses récoltes et ne devant à son propriétaire que l'année courante non encore échue, ne warrantât ses produits et ne privât ainsi le propriétaire de toute garantie pour se faire payer l'année courante à l'échéance. On répondit à l'opinant que la loi n'empirait pas la situation du bailleur, puisque le fermier pouvait toujours soustraire par une vente à l'ac-

(1) M. Hogrel, dans son *Traité sur les warrants agricoles*, enseigne cependant que le propriétaire pouvait faire opposition alors même qu'il ne se serait agi que de termes à échoir si ceux-ci avaient été stipulés payables d'avance. L'expression « termes échus » aurait été, d'après lui, synonyme de « termes exigibles ».

tion du propriétaire du fonds, les récoltes que le texte législatif lui permettait de warranter. L'amendement fut repoussé : outre qu'une telle disposition aurait créé d'inévitables difficultés quand il se serait agi de procéder à l'estimation de « ce qui garnit le fonds loué non compris les objets warrantés », elle aurait encore apporté une entrave à la création du warrant.

La pratique, en effet, a montré que les propriétaires de biens ruraux sont les adversaires nés du warrantage agricole, à telle enseigne qu'on a vu certains régisseurs de grands domaines laisser subsister volontairement une part de l'arriéré dû par les fermiers afin d'avoir, le cas échéant, le droit de s'opposer à la création de warrants compromettants pour leurs intérêts. Sans vouloir sacrifier les droits du propriétaire, il n'est donc pas sage, si l'on veut donner à l'institution du warrantage l'essor qu'elle mérite, d'étendre outre mesure le droit d'opposition du bailleur.

*
* *

Parmi les causes de destruction qui peuvent atteindre les récoltes et anéantir le gage des porteurs de warrants, figure en première ligne l'incendie, lequel est d'autant plus à redouter que les produits déclarés warrantables par la loi du 28 juillet 1898 sont pour la plupart essentiellement inflammables (fourrages, céréales en gerbe, huiles., etc.), si bien qu'en cas de sinistre un

tel gage disparaît généralement tout entier. Il eût été bon dès lors d'imposer à l'emprunteur sur warrant l'obligation d'assurer le gage contre les risques d'incendie ; le législateur de 1898 ne crut pas cependant devoir faire de cette assurance une obligation, pensant qu'il valait mieux laisser aux intéressés le soin de sauvegarder à ce sujet leurs intérêts comme bon leur semblerait ; toutefois il tint à rappeler aux prêteurs le souvenir de cette garantie accessoire et il fit aux greffiers (art. 6 de la loi) le devoir de mentionner sur le warrant si le produit était assuré ou non, et en cas d'assurance le nom et l'adresse de l'assureur. Ainsi avertis les prêteurs et les escompteurs n'avaient à s'en prendre qu'à leur négligence quand leur gage venait à être détruit par le feu avant qu'il ne fût assuré.

Si la commission, suivie par la Chambre et le Sénat, pensa devoir modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 4 du projet du gouvernement, lequel prescrivait l'assurance obligatoire, elle maintint le paragraphe 2 de ce même article qui transportait le privilège du porteur de warrant agricole sur l'indemnité allouée en cas de sinistre par la Compagnie assureur. Ce texte peut d'ailleurs paraître superflu, étant donnée l'existence de la loi du 19 février 1889.

L'article 5 de la loi de 1898 organisait la publicité indispensable au régime : il était de toute nécessité en effet, pour apprécier la valeur du gage, que le prêteur eût le moyen de connaître les warrants qui pouvaient

grever la marchandise destinée à garantir sa créance et le primer sur elle en rang. Comme en matière hypothécaire, faculté était donnée au prêteur de requérir un état des inscriptions frappant les produits warrantés, mais par une heureuse innovation, alors qu'en matière d'hypothèques toute personne peut, sans justifier d'aucun intérêt, obtenir des conservateurs des renseignements de cette nature, la loi de 1898 spécifiait que la copie des inscriptions de warrants ne pouvait être délivrée qu'avec l'autorisation de l'emprunteur.

C'était justement allier le souci de la discrétion avec la publicité indispensable au bon fonctionnement du système.

*
* *

A la double qualité de dépositaire et de débiteur dont était investi l'emprunteur sur warrant, la loi de 1898 avait attaché des effets spéciaux. D'abord comme dépositaire le cultivateur était « responsable de la marchandise..... confiée à ses soins et à sa garde, et cela sans indemnité ». La loi ne déterminait pas expressément l'étendue de cette responsabilité, mais une doctrine et une jurisprudence à peu près unanimes faisaient application à l'emprunteur sur warrant de l'article 2080 du Code civil et le réputait tenu « de la perte ou de la détérioration du gage survenues par sa négligence » en un mot de sa *culpa levis in abstracto*.

Cette opinion avait le mérite de concorder avec les explications données par les rédacteurs lors de la discussion de la loi, d'après lesquelles l'emprunteur sur warrant devait être considéré comme possédant pour le créancier gagiste de la même façon que ce dernier eût possédé réellement pour lui-même ; il était donc fort logique de mettre sur le même pied, au point de vue de la responsabilité civile, et l'emprunteur sur warrant et le créancier gagiste ; toutefois, et nous insistons sur ce point, car la loi de 1906 n'a pas modifié la situation de l'emprunteur, il ne faut pas oublier qu'en conservant à leur propriétaire la garde des produits warrantés la loi avait voulu améliorer le sort de celui-ci ; il eût donc été contraire à l'esprit du texte d'étendre outre mesure la responsabilité de l'emprunteur et de le traiter beaucoup plus durement qu'un tiers détenteur ordinaire.

La responsabilité du débiteur était aussi sanctionnée pénalement, la loi ayant assimilé le fait par l'emprunteur d'avoir dissipé, détourné ou volontairement détérioré les produits warrantés, à un abus de confiance entraînant application au délinquant des peines prévues aux articles 405, 406 et 408 du Code pénal.

En qualité de débiteur l'emprunteur sur warrant devait rembourser à son créancier, à l'échéance, le montant de sa dette en capital et intérêts. L'exécution de cette obligation, en le déliant de tout engagement envers le prêteur, libérait les produits warrantés ; aussi bien l'article 6 de la loi autorisait-il l'emprunteur ayant

remboursé un warrant à faire constater ce remboursement sur le registre du greffier et à se faire donner récépissé de la radiation de l'inscription.

Par faveur spéciale la loi autorisait le débiteur à effectuer le remboursement du prêt avant l'échéance ; ce remboursement anticipé devait comprendre : le capital emprunté, les intérêts courus au jour du paiement, et en outre les intérêts supplémentaires de dix jours. Ainsi le cultivateur payant par anticipation était admis à bénéficier des intérêts restant à courir jusqu'à l'échéance du warrant, sous déduction toutefois de la portion afférente à un délai de dix jours suivant l'usage constant des banquiers, afin d'indemniser, dans une certaine mesure, le prêteur pour le chômage présumé de son capital. A ce point de vue l'emprunteur sur warrant agricole était donc mieux traité par la loi de 1898 que le commerçant par la loi de 1858 sur les magasins généraux, puisque, comme nous l'avons vu au chapitre qui précède, ce dernier doit payer ou consigner l'intégralité des intérêts jusqu'à l'échéance. Par ailleurs cependant et, en ce qui concerne le mode de consignation, la loi de 1858 est plus favorable au débiteur puisqu'elle supprime la procédure longue et coûteuse des offres réelles et autorise la consignation sans formes au magasin général ; la loi de 1898, au contraire, au lieu de permettre une consignation exempte de formalités entre les mains du greffier ayant délivré le warrant, n'avait pas cru devoir affranchir le cultivateur des

obligations imposées par l'article 1259 du Code civil, c'est-à-dire de la nécessité d'effectuer la consignation de la somme due à la Caisse des dépôts après avoir fait des offres réelles à son créancier ou à l'ayant droit de celui-ci, et ce n'était que sur le vu de la quittance de consignation que le juge de paix rendait une ordonnance par laquelle la marchandise était déclarée libre et le gage transporté sur la somme consignée.

Pour que l'agriculteur pût rembourser à l'échéance ou faire des offres réelles au porteur du warrant, il fallait, bien entendu, que ce dernier lui fût connu ; aussi l'article 9 de la loi avait-il imposé à tous les escompteurs et réescompteurs successifs l'obligation de donner immédiatement au greffe de paix, d'où émanait le warrant, avis des négociations dont le titre était l'objet ; cet avertissement était donné par lettre recommandée avec avis de réception, et mention des endossements ainsi notifiés devait être faite par le greffier sur son registre à souche ; il était ainsi facile de suivre le *curriculum* du titre et de connaître le porteur auquel le débiteur devait s'adresser pour offrir le remboursement.

*
* *

Il peut se faire que, loin de payer par anticipation ou même de se libérer à l'échéance, l'emprunteur laisse passer le délai stipulé sans opérer son remboursement. Quels étaient alors les droits donnés au porteur du warrant par la loi de 1898 ? Il résultait du jeu des disposi-

tions légales que la situation du créancier impayé à l'échéance différerait suivant que celui-ci était ou non premier endossataire. Dans le premier cas il pouvait, sans autre risque que celui de voir se déprécier les produits engagés, accorder des délais à son débiteur et atermoyer les poursuites, si mieux il n'aimait user des dispositions de l'article 10 ainsi conçu : « A défaut de paiement à l'échéance, et après avis préalable transmis par lettre recommandée à l'emprunteur, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant, huit jours après l'avertissement et sans aucune autre formalité de justice, mais avec les formes de publicité prévues par les articles 617 et suivants du Code de procédure civile, peut faire procéder par un officier ministériel, à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée. » Dans le deuxième cas, c'est-à-dire si le warrant ne se trouvait plus aux mains du premier endossataire, mais avait été transmis à des porteurs subséquents, ceux-ci devaient, comme les porteurs de warrants commerciaux, satisfaire à certaines obligations pour conserver, après épuisement de la valeur des produits warrantés, le droit d'exercer leur recours contre les endosseurs.

D'après l'article 12, en effet, ces endossataires devaient pour ne pas perdre leurs recours :

1° Faire procéder à la vente des produits warrantés dans le mois qui suit la date de l'avertissement donné à l'emprunteur conformément à l'article 10 ;

et 2^o recourir contre les endosseurs dans le mois qui suit la vente de la marchandise.

Ainsi l'avertissement prévu à l'article 10 marquait le début de cette sorte de prescription de l'action récursoire contre les endosseurs, et la loi ne disait rien de la date à laquelle devait être envoyé cet avis de poursuites !...

Par analogie avec l'article 165 du Code de commerce, la doctrine et la jurisprudence considéraient en général que cet avertissement avait pris dans la loi nouvelle les lieu et place du protêt et décidaient qu'il devait être mis à la poste, à peine de déchéance de tout recours, à la date à laquelle le protêt aurait dû être dressé, c'est-à-dire le lendemain même de l'échéance. Bien entendu cette opinion laissait le champ libre à des controverses nombreuses, et il eût été préférable que la question fût tranchée par un texte législatif plus précis.

La vente des produits une fois réalisée, le porteur du warrant était payé directement sur le prix, du montant de sa créance, par privilège et préférence à tous autres créanciers, sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix. L'excédent, s'il y en avait, revenait naturellement à l'emprunteur ou à ses ayants droit. A propos de cette disposition, certains auteurs se demandèrent si, au lieu de poursuivre la vente, le porteur du warrant n'aurait pas pu, conformément à l'article 2078 du Code civil, faire ordonner

par le juge que le gage lui demeurât en paiement, jusqu'à due concurrence, d'après une estimation faite par experts. La question a d'autant plus d'intérêt qu'elle reste entière sous le régime de la loi de 1906 et que les frais de réalisation, qui priment la créance du porteur, sont, de beaucoup, les plus élevés de tous ceux qui peuvent être faits à l'occasion d'un warrantage de produits agricoles. Il serait donc souvent très utile de les pouvoir éviter autrement que par une entente entre créancier et débiteur. Cette entente, en effet, n'est pas toujours possible, et on a vu des emprunteurs de mauvaise foi obliger leur prêteur à une vente aux enchères qui ne le couvrirait pas complètement, alors que ce dernier se serait contenté d'une dation en paiement des produits engagés, certain qu'il pouvait être de les réaliser lui-même à son avantage.

Quel que soit l'intérêt que puisse présenter ce mode de procéder, il ne nous paraît pas utilisable. La loi de 1898, pas plus que celle de 1906, n'en font expressément mention ; d'autre part, ces textes ont créé un nouvel instrument de crédit dont ils ont réglé assez minutieusement l'usage et qui a plus de rapports avec l'hypothèque qu'avec le gage ; dès lors, l'argument tiré de l'analogie existant entre la constitution de gage et le warrantage — le seul de quelque valeur qu'aient avancé les adversaires de l'opinion que nous émettons ici — tombe de lui-même, et il nous semble bien que le porteur du warrant agricole, pas plus que le créancier

hypothécaire, ne peut demander, préférablement à la vente, l'attribution des objets affectés à la garantie de sa créance.

*
* *

L'article 14 de la loi que nous étudions, entièrement introduit par la commission, décidait que « lorsque pour l'exécution de la loi il y aurait lieu à référé, ce référé serait porté devant le juge de paix ».

Il est évident qu'à propos de la délivrance du warrant, de son escompte ou de son paiement, des difficultés pouvaient surgir, qui exigeaient une très prompte solution ; c'était, par exemple, un agriculteur contestant la validité de l'opposition faite par son propriétaire, ou bien encore un endosseur se prétendant libéré à l'égard du porteur du warrant faute par ce dernier d'avoir accompli les formalités ou respecté les délais prescrits par l'article 12. Dans tous ces cas et dans nombre d'autres, le législateur laissait au juge de paix le soin de statuer par voie de référé, c'est-à-dire provisoirement et sans préjudicier au principal soit quant au fond, soit quant aux exceptions.

Cette sage disposition avait pour but d'éviter aux intéressés d'avoir à recourir dans tous les cas au président du tribunal civil, ce qui aurait été contraire « à la

rapidité et à la simplicité que la loi s'efforçait de maintenir à l'institution nouvelle » (1).

Néanmoins l'utilité de cette dérogation aux principes généraux a été contestée, et l'un des commentateurs de la loi du 18 juillet 1898 a déclaré même « avoir vainement cherché un exemple qui pût rentrer dans le domaine du référé » (2). Nous pensons au contraire que cet article 14 constituait une disposition très utile, qui devait tout naturellement trouver sa place dans une loi qui, comme celle du 18 juillet 1898, s'adressait à une catégorie de personnes, à qui, plus qu'à tout autre, il fallait épargner les frais de justice et les complications de la procédure. Or, grâce à la compétence spéciale attribuée au juge de paix, les frais se trouvaient évidemment diminués puisque les parties pouvaient éviter ainsi des déplacements coûteux et des pertes de temps, et d'autre part la procédure était simplifiée et rendue moins onéreuse, attendu que le ministère obligatoire de l'avoué était supprimé.

Le juge de paix compétent en matière de référés était évidemment celui du domicile de l'emprunteur, puisque les articles 2 et 3 de la loi de 1898 centralisaient en quelque sorte au greffe de paix du canton auquel ressortissait l'emprunteur les formalités relatives au warrantage.

(1) Rapport de M. Chastenet. Annexe n° 2869 au procès-verbal de la séance de la Chambre des députés du 3 décembre 1897.

(2) Hogrel, *Warrants agricoles*, p. 48. Paris, Chevalier-Maresq, 1898.

Aucune mesure spéciale n'était prise par la loi pour l'instruction du référé ; il y avait lieu, dès lors, de s'en tenir aux principes généraux, et par suite les parties pouvaient comparaître soit spontanément si le juge de paix y consentait, soit sur assignation donnée par exploit d'huissier. En ce qui concerne la présence du greffier, elle n'était nécessaire qu'autant que la cause était portée à l'audience publique, mais elle devenait facultative si le magistrat entendait les parties chez lui ou dans son cabinet.

En premier ressort la compétence du juge de paix statuant en référé était illimitée et d'ordre public, si bien que le président du tribunal civil eût été radicalement incompétent pour connaître des matières exigeant un référé de cette nature (1).

La loi ne disait rien non plus de l'appel des ordonnances de référé rendues par le juge de paix, et on en avait conclu à juste titre que les articles 1, 2, 3, 4, 5 de la loi du 25 mai 1838 et l'article 809 du Code de procédure civile s'appliquaient à ces décisions.

*
* *

Le dernier article de la loi de 1898 avait laissé au gouvernement le soin de régler par un décret les émo-

(1) Cf. Pabon, *Traité des justices de paix*, t. II, n^{os} 204 et ss. ; Cour de Bordeaux, 15 juin 1900, *Journal de la Cour de Bordeaux*, 1900.1.81.

luments dus aux greffiers de paix pour les divers services de leur compétence relatifs au warrantage des produits de culture.

Un premier décret en date du 11 août 1898 avait fixé de la façon suivante les rémunérations des greffiers :

1° Pour toute mention sommaire sur les registres (art. 2, 9, 10). 0.25

2° Pour toute communication par lettre recommandée (déboursés non compris). 0.50

3° Pour la délivrance de la copie des inscriptions. 1 »

4° Pour la délivrance du certificat négatif. . . 0.50

5° Pour mention de remboursement avec délivrance d'un certificat de radiation 1 »

6° Pour l'établissement du warrant, déboursés compris, 0.50 0/0 de 1 à 10.000 francs et 0.25 0/0 au-dessus de 10.000, minimum 0 fr. 50.

Dès la promulgation de ce tarif, des critiques très vives s'élevèrent, on lui reprocha de rendre l'application de la loi très problématique à raison des frais considérés comme excessifs qu'il entraînait ; aussi bien et malgré le vœu contraire émis par les greffiers au congrès de Bar-le-Duc le 18 septembre 1898, ce décret dûtil être rapporté et remplacé par celui du 29 octobre 1898 qui modifiait ainsi les droits de greffe :

1° Pour toute mention sommaire sur un registre autre que le registre à souche (art. 2). 0.25

- 2° Pour la mention à inscrire au verso de la souche du warrant après l'escompte ou le réescompte (art. 9). 0.40
- 3° Pour toute communication par lettre recommandée, déboursés compris 0.50
- 4° Pour la délivrance de la copie des inscriptions. 1 »
- 5° Pour la délivrance du certificat négatif. . . 0.50
- 6° Pour mention de remboursement avec délivrance du certificat de radiation. 1 »
- 7° Pour l'établissement du warrant, déboursés compris 0.40 0/0, minimum 0 fr. 50
- 8° Pour le renouvellement du warrant 0.50

Nous verrons plus loin qu'un décret du 7 septembre 1906, rendu après la promulgation de la loi nouvelle sur les warrants agricoles, a encore réduit ces émoluments et qu'il faut peut-être voir dans cet abaissement constant des tarifs une cause indirecte du peu de succès du système ; il semble en effet que l'institution des warrants agricoles eût pris une extension bien plus considérable si les greffiers de justice de paix avaient trouvé plus de profit à la vulgariser.

L'article 16 de la loi concédait quelques immunités fiscales à la matière des warrants agricoles en dispensant du timbre et de l'enregistrement :

A. — Les lettres prévues aux articles 2, 9 et 10 et leurs accusés de réception, c'est-à-dire :

1° Les lettres d'avis adressées par l'emprunteur éventuel au propriétaire (art. 2).

2° Les avis d'endossement donnés au greffier par les escompteurs et les réescompteurs (art. 9).

3° L'avertissement donné par le porteur du warrant au débiteur à défaut de paiement à l'échéance et avant la vente publique (art. 10).

B. — La souche du registre institué par l'article 3, c'est-à-dire du registre dont le greffier extrayait le warrant.

C. — La copie des inscriptions d'emprunt.

D. — Et le certificat négatif ainsi que le récépissé de radiation.

Toutefois la feuille détachée du registre à souche, c'est-à-dire le warrant proprement dit, restait soumise au droit commun, et comme telle était passible du timbre des effets de commerce (0,05 0/0) au moment de sa remise au prêteur.

Le dernier alinéa de cet article 16 était ainsi rédigé : « L'enregistrement (0,50 0/0) ne deviendra obligatoire que dans le cas de protêt » ; il constituait vraisemblablement une inadvertence. On avait dit et répété, au cours de la discussion générale de la loi, que les opérations sur warrants agricoles devaient demeurer purement civiles ; d'autre part, au nom de la commission, M. Chastenet affirmait nettement dans son rapport la volonté de ne pas introduire en la matière les règles du

protêt. Aussi bien ce paragraphe n'a-t-il pas été reproduit dans la loi de 1906.

Aux avantages fiscaux qui viennent d'être rappelés la loi avait, bien entendu — comme pour les warrants commerciaux — ajouté l'autorisation pour les établissements publics de crédit de recevoir les warrants comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

SECTION II. — L'insuccès de la loi du 18 juillet 1898.

La réforme de 1906.

On reconnut de bonne heure, que la loi de 1898 n'était pas à même de rendre aux agriculteurs tous les services qu'on en avait attendus.

Les résultats mis en évidence par les premières statistiques, quoique déjà bien précaires, étaient encore de nature à faire apparaître la situation comme meilleure qu'elle n'était en réalité. Le 6 avril 1900, pendant la discussion du budget, le ministre de l'agriculture indiquait, sur la foi des renseignements recueillis par ses bureaux, qu'à cette date les warrants créés ne représentaient qu'une valeur d'environ 2.349.000 francs, mais il omettait encore de faire remarquer que cette somme, relativement fort minime, n'avait pas été nécessairement procurée à l'agriculture par le nouveau système de crédit mis en vigueur. Autre chose est en effet

de créer un warrant et de le négocier, — à ce sujet les banques ont toujours fait montre d'une excessive prudence, — si bien que cette remarque, loin d'être spéciale à la première statistique, conserve encore aujourd'hui toute sa valeur.

Les chiffres donnés comme représentant le montant des warrants créés restent donc bien supérieurs à la valeur réelle et escomptable de ceux-ci.

Quoi qu'il en soit, il est possible de dire, sans être taxé d'exagération, que jamais le législateur ne fut plus déçu dans ses espérances qu'à l'occasion de la loi du 18 juillet 1898.

Les causes de cet échec étaient nombreuses ; la plus importante affectait la base même du régime nouveau.

L'idée de gage sans dépossession sur laquelle reposait et repose encore tout le système, apparaît — il faut le dire — comme destructive de tout crédit réel.

Jamais, en effet, une sûreté ayant pour fondement des objets restant au pouvoir du débiteur et susceptibles de disparaître facilement ne constituera autre chose qu'une garantie de même ordre que celle qu'offrent déjà la moralité, la solvabilité et l'intelligence des emprunteurs, c'est-à-dire une garantie personnelle ; nous n'en voulons pour preuve que la sanction à laquelle a été obligé de recourir le législateur dans le cas de détournement ou de dissipation des produits engagés, laquelle est une sanction personnelle fort peu capable

de dédommager le créancier de la perte subie. Une sûreté réelle doit, par définition, permettre dans tous les cas une exécution sur la *res* et comme cette exécution ne serait toujours possible qu'avec le droit de suite, il faut logiquement, lorsque ce droit de suite est, comme en la matière, par trop difficile à exercer, faire en sorte que le créancier n'en ait nul besoin, c'est-à-dire mettre d'une façon effective sinon hors du commerce, du moins hors de la circulation, les produits affectés à la garantie de la dette. Or il n'est pas d'autre moyen d'arriver à ce résultat que celui de la consignation des produits engagés aux mains d'un tiers dépositaire, et le Sénat de 1883 l'avait bien compris lorsque, saisi d'un projet de loi sur le Crédit agricole déposé par MM. Léon Say et de Mahy, il repoussait, d'une façon générale, le principe du non-dessaisissement (1).

La Haute Assemblée se déjugea en 1898, mais ce fut moins, croyons-nous, par résipiscence, que par le désir de ne pas s'exposer, arrivée qu'elle était à la dernière heure de la session, au risque d'un renvoi du projet de loi devant la Chambre des députés.

Nous verrons de quelle façon l'idée de dessaisissement jugée *a priori* inapplicable par le législateur de 1898 fit peu à peu des progrès et comment les réformistes de 1906 se sont vus contraints de compter avec elle et de lui livrer passage dans le texte nouveau en

(1) Cf. Darras et Tarbouriech, *Annales de droit commercial*, 1890.

introduisant dans l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906 un alinéa ainsi conçu : « Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation... en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent ou à des tiers convenus entre les parties. »

Rompre avec le principe essentiellement faux du non dessaisissement et faciliter à l'emprunteur le dépôt des produits qu'il engage, tel est à notre sens le seul moyen de permettre à l'agriculteur de tirer un utile parti du warrantage. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Un reproche d'un autre ordre était fait à la loi de 1898 ; on critiquait les formalités relativement longues et minutieuses qu'elle comportait et principalement le recours indispensable au greffier de la justice de paix ; à ce sujet M. Jean Dupuy, à propos d'un projet de réforme déposé par lui en 1901, montrait qu'un paysan voulant warranter ses récoltes était obligé pour le moins de se rendre trois fois à la justice de paix de son canton : une première fois pour charger le greffier d'aviser son propriétaire, une deuxième fois pour se faire délivrer le warrant, et une troisième fois pour faire constater le paiement à l'échéance.

D'autre part l'énumération limitative des produits sur lesquels pouvait porter le warrantage privait nombre de paysans du bénéfice des dispositions nouvelles ; c'étaient dans l'Ouest de la France les récoltants de

pommes à cidre, dans les Maures et dans l'Esterel les planteurs de chênes-liège ; dans le Morvan, le Charolais, le Limousin : les éleveurs de bétail,... etc.

La loi de 1898 avait encore le défaut de ne pas régler la vente anticipée des produits warrantés. Suivant l'avis de nombreux auteurs et du ministre de l'agriculture lui-même, M. Viger, dont l'opinion vaut d'être retenue puisqu'il collabora au projet, cette vente anticipée était formellement interdite à l'emprunteur comme constituant le détournement prévu et puni par l'article 13, or, comme le fait remarquer très justement M. Charrier dans son excellent travail sur le crédit agricole : « Si l'agriculteur emprunte sur ses récoltes, c'est parce qu'il n'a pas en caisse les fonds nécessaires à son exploitation et qui lui permettraient d'attendre le moment favorable à la vente ; la somme empruntée va donc être employée soit au paiement des impôts, soit en achat d'engrais, mais de toute façon ne restera pas dans les coffres de l'agriculteur. Comment cet agriculteur pourrait-il alors se libérer de son emprunt si on lui interdit de vendre avant le remboursement du warrant (1) ? »

Ainsi le paysan qui ne se trouvait point avoir économisé, lors de l'échéance de sa dette, une somme suffisante pour se libérer, ne pouvait échapper à la vente forcée qu'en risquant les peines de l'abus de confiance !

On faisait encore grief à la loi d'imposer dans tous

(1) Charrier, *Du crédit agricole*, Paris, Jouve et Boyer, 1897.

les cas l'intervention du bailleur pour l'établissement du warrant et d'obliger le porteur à vendre les produits warrantés sous peine de perdre son recours contre les endosseurs.

La loi de 1906, que nous allons maintenant étudier, a essayé de tenir compte, dans une certaine mesure, de ces critiques.

*
* *

D'abord l'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1906 élargit considérablement le champ d'application du warrantage agricole en écartant toute énumération de produits pouvant faire l'objet d'un warrant. Désormais « tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant ». La commission reconnut en effet que toute liste de produits warrantables était de nature à laisser en dehors de ses prévisions des produits utiles à warranter. M. Chaigne, dans son rapport à la Chambre des députés (1), déclarait justement qu'il était préférable, si l'on croyait à l'utilité d'une énumération, de faire porter celle-ci sur les objets non warrantables. « La commission, ajoutait-il, est prête à examiner toutes les indications qui lui seront fournies en ce sens ; quant à elle, elle n'a pas d'exception à proposer, justifiant ainsi la suppression de la longue énumération qui alourdit inutilement et non sans danger l'article 1^{er} de la loi

(1) *J.off., Doc. parl.*, janvier 1906, p. 1798 et 1803.

du 18 juillet 1898. » A cet égard M. Chaigne compléta encore son rapport par les déclarations qu'il fit à la Chambre en spécifiant que l'article 1^{er} comprend dans sa généralité d'une part les sucres, les beurres et les eaux-de-vie, d'autre part les pierres, les phosphates et le charbon.

L'introduction du bétail parmi les produits warrantables fut l'objet d'une longue discussion. M. Chastenet fit remarquer que la question avait trait au droit civil et que par conséquent la commission de la réforme judiciaire devait être consultée ; cette commission émit l'avis qu'il y avait lieu de distinguer entre le bétail qui était ou non immeuble par destination et que seuls les animaux entrant dans la deuxième catégorie devaient pouvoir être warrantés. Cette opinion à laquelle se rangèrent la commission et la majorité de la Chambre et du Sénat explique l'insertion dans l'article 1^{er} de la loi nouvelle du membre de phrase « et qui ne sont pas immeubles par destination ».

Pour acquérir la qualité d'immeuble par destination le bétail doit :

1^o Avoir été placé sur le fonds par le propriétaire de celui-ci.

2^o Et être affecté à l'exploitation même de ce fonds.

La réunion de ces deux conditions est indispensable, et à défaut de l'une d'elles le bétail conserve son caractère de meuble, il en résulte que les animaux qui sont la propriété personnelle du fermier échappent par ce

fait même à l'immobilisation et sont dans tous les cas warrantables ; au contraire les animaux appartenant à un propriétaire de fonds rural ne peuvent être warrantés par lui qu'à la condition de n'être pas attachés à la culture du domaine.

Cette distinction a le double mérite de permettre aux éleveurs de bétail d'user du warrantage, et d'autre part de ne pas amoindrir les droits des créanciers hypothécaires ou privilégiés dont les sûretés portent sur ceux des animaux du domaine grevé, qui sont attachés au fonds comme immeubles par destination.

Contre l'introduction du bétail dans l'article 1^{er} de la loi de 1898 on avait invoqué notamment la valeur instable des animaux sujets à la maladie et à la mort. La remarque conserve toute sa valeur si l'emprunteur donne en garantie des animaux déterminés *in specie* et non assurés, mais l'objection tombe d'elle-même si le prêteur a pris soin d'imposer à son débiteur une assurance contre la mortalité du bétail, ou bien encore si l'emprunteur a affecté à la garantie de sa dette non pas tels ou tels animaux individuellement désignés, mais un troupeau envisagé *in genere* et représentant une valeur à peu près constante, étant entendu que dans ce dernier cas, sous peine d'encourir la déchéance du terme, le débiteur sera tenu de remplacer les têtes de bétail au fur et à mesure de leur disparition conformément à l'article 1188 du Code civil. Aussi bien cette dernière façon de procéder ne peut être logiquement que la plus

courante puisque ce sont les éleveurs qui sont appelés à user le plus fréquemment du warrantage d'animaux et qu'en ce qui les concerne leurs troupeaux sont considérés le plus souvent comme des entités distinctes des sujets qui les composent.

Bien entendu ce que nous venons de dire des animaux et de leur exclusion du warrantage, pour raison d'immobilisation par destination, serait à répéter pour tous les autres produits énumérés dans l'article 524 du Code civil et auxquels pareille distinction est applicable. En ce qui concerne spécialement les fourrages, dont l'article 524 ne fait pas mention, nous pensons qu'ils n'acquièrent la qualité d'immeubles par destination et ne sont plus warrantables que dans le cas où les propriétaires ont stipulé dans leurs baux qu'il serait interdit aux fermiers de les vendre et qu'ils devraient être consommés dans le domaine.

La loi de 1906, comme celle de 1898, exige, pour qu'ils soient warrantables, que les produits agricoles et industriels proviennent de l'exploitation même de l'emprunteur, c'est-à-dire d'un domaine sur lequel ce dernier a les droits d'un propriétaire ou tout au moins d'un possesseur et dont il dirige la culture. C'est ainsi qu'un cultivateur ayant acheté du blé ou de l'avoine, même sans intention de les revendre, ne pourra pas warranter ces produits parce qu'ils ne proviennent pas de son exploitation ; il en serait de même d'un viticulteur qui aurait acquis des raisins pour les transformer en vin ; dans

ces deux cas et tous ceux analogues, le warrantage n'est pas possible ; réalisé au mépris de la loi il serait entaché d'une nullité absolue et d'ordre public comme constituant une contravention à un texte législatif formel. Mais la question est plus douteuse dans certaines hypothèses où l'agriculteur a confondu, sans qu'il soit possible désormais de les départir, des produits de son exploitation et des produits étrangers. Ainsi le viticulteur pourra-t-il warranter son vin s'il a mélangé à sa vendange propre des raisins d'une autre provenance ? Les fabricants de fécule, de sucre ou d'alcools pourront-ils avoir recours au warrantage si les pommes de terre, les betteraves ou les grains qu'ils transforment ne proviennent pas tous de leurs exploitations ? A ce sujet la loi de 1906 est aussi concise que sa devancière et les opinions sont partagées. D'aucuns décident que les produits ainsi obtenus sont warrantables pour la part afférente à l'exploitation agricole du producteur, mais comment déterminer cette part ? D'autres ont pensé trouver la solution de la difficulté dans la loi du 13 juillet 1880. « Les agriculteurs, disent-ils, qui d'après la loi de 1880 ne sont pas assujettis à la patente pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités, peuvent seuls warranter leurs produits agricoles ou industriels ; la qualité de patenté les empêche de créer un warrant sur les produits pour lesquels est établi la

patente, alors même qu'une partie de ces produits proviendrait de leur exploitation personnelle (1).

Pour nous, nous serions tenté d'adopter une solution plus radicale et de refuser à tout agriculteur le droit de warranter des produits ne provenant pas *intégralement* de son exploitation. Il y a en effet, pensons-nous, quelque analogie entre la disposition que nous étudions et la loi du 14 décembre 1875 sur le privilège des bouilleurs de cru, aux termes de laquelle sont considérés comme bouilleurs de cru et peuvent seuls bénéficier des exemptions attachées à cette qualité les récoltants propriétaires ou fermiers qui transforment en alcools les vins ou fruits provenant exclusivement de leur récolte ; or il est acquis que les viticulteurs qui distillent des vins provenant de raisins achetés par eux ou d'un mélange de leur vendange propre avec de la vendange étrangère ne sont pas admis à invoquer le privilège, mais au contraire soumis comme des bouilleurs de profession à l'exercice de la régie et au droit général de consommation sur l'alcool.

Les deux textes sont trop voisins l'un de l'autre par leur rédaction pour entraîner des solutions divergentes, et s'il y a des raisons fiscales pour restreindre le privilège du bouilleur, il y a des raisons économiques pour limiter le droit au warrantage des produits de culture :

(1) Cf. Bar, *Des sûretés du crédit agricole*, thèse Lille, 1900, p. 278.

ce sont, d'une part, la nécessité de défendre le cultivateur lui-même contre ses propres entraînements vers la spéculation, et, d'autre part, le souci d'éviter l'accaparement par des professionnels de toutes les récoltes d'une région.

A côté de l'extension du nombre des produits warrantables, l'article 1^{er} de la loi de 1906 (1) comporte une autre innovation qui est comme le premier pas vers un régime nouveau ; cet article donne à l'agriculteur le droit de confier le dépôt des objets warrantés soit aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, soit à des tiers convenus entre lui et son prêteur. Le législateur a reconnu ainsi implicitement que la seule garantie pénale n'était pas de nature à faire du warrant un solide instrument de crédit et que le dessaisissement était une sûreté qu'il ne fallait pas méconnaître. L'allusion faite à une dépossession possible, pour si timide qu'elle soit, n'en comporte pas moins un enseignement assez remarquable ; elle démontre à l'évidence qu'il n'est jamais permis de dissocier certains principes qui se complètent et se parfont l'un l'autre. Pour avoir voulu séparer deux idées connexes comme l'idée de gage et l'idée de dessaisissement et fonder sur

(1) La loi du 30 avril 1906 est un exemple topique de l'habitude fâcheuse, signalée par M. Planiol dans son *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, p. 44, qu'ont les législateurs d'entasser dans un seul et même article des séries de décisions. La plupart des articles de cette loi contiennent 3, 4 et jusqu'à 6 décisions différentes.

l'une d'elles, sans le secours de l'autre, tout un système de crédit, le législateur n'a abouti qu'à un échec ; aussi bien ne peut-il tenter la moindre réforme, sans faire, comme malgré lui, état du principe primitivement écarté et sans lequel l'autre manque d'appui. — Et cette idée de dessaisissement s'impose à tel point qu'une récente proposition tendant à compléter la législation des warrants a cherché, en l'absence de magasins généraux agricoles, à rendre la dépossession possible et pratique.

Le projet émane de MM. le duc de la Tremoille et Combrouze, députés de la Gironde (1), qui proposent notamment d'introduire dans la loi du 30 avril 1906 un article ainsi conçu : « La constitution du warrant agricole..... pourra être accompagnée de la mise en entrepôt des marchandises warrantées dans un local clos et séparé, même dépendant des habitations, caves, greniers ou chais de l'emprunteur et dont la clef sera remise au prêteur. Ce dernier aura la faculté d'y pénétrer autant que besoin sera et de prendre toute mesure de fermeture qu'il jugera utile pour en interdire l'entrée à l'emprunteur ; il pourra apposer sur la serrure ou sur la porte des scellés ou des marques distinctives. Les produits seront réputés en la possession effective du porteur du warrant, avec les conséquences indiquées par le Code civil à propos du gage.

(1) *Doc. législ.*, n° 2506, annexe au procès-verbal de la 2^e séance de la Chambre des députés du 6 février 1913.

« L'emprunteur qui pénétrerait dans ledit local sans le consentement du prêteur serait exposé, suivant les cas, à l'application des articles 184, § 2, 456 et 384 du Code pénal ; s'il faisait disparaître les marques ou scellés apposés par le créancier, il encourrait l'application des peines prononcées par l'article 252 du même Code. »

MM. de la Trémoille et Combrouze expliquent ainsi leur proposition dans l'exposé des motifs : « Le problème qui se pose à l'occasion des warrants agricoles serait résolu de la façon la plus complète et la plus satisfaisante s'il était possible — sans déplacer les marchandises warrantées — de donner au prêteur les mêmes garanties que celles pouvant résulter de l'établissement du gage suivant les règles ordinaires du droit civil ou du droit commercial. Or il faut remarquer que le déplacement des objets donnés en garantie n'est pas en droit commun une condition essentielle de la formation du contrat de gage. C'est ce qu'exprime très nettement le *Répertoire de Dalloz*, résumant sur ce point l'opinion de la doctrine et de la jurisprudence : « La remise des clefs d'un magasin où sont déposées les marchandises données en gage satisfait au vœu de la loi qui exige que le créancier soit mis en possession » (Dalloz, *Répertoire*, V^o *Nantissement*, n^o 123),

« Dès lors un producteur qui aurait sa récolte engrangée dans un local distinct de sa maison pourrait la donner en gage sans la déplacer, à la condition de remettre à son créancier les clefs et la libre disposition des lieux.

« Rien ne l'empêcherait de constituer un warrant qui réunirait les commodités du warrant ordinaire : absence de déplacement, facilité d'escompte et de transmission par endossement, avec la complète sécurité que fournit le gage du Code civil, notamment le droit de rétention.

« Mais cette combinaison n'est possible que dans des hypothèses exceptionnelles, tous les producteurs ne disposant pas d'un bâtiment isolé ; en revanche tous possèdent dans leur cave ou dans leur grenier, et le cas échéant pourraient facilement y aménager, un réduit séparé où les marchandises données en garantie seraient enfermées et dont le créancier recevrait la clef.

« Seulement, en l'état actuel de la législation et de la jurisprudence, la dépossession ne serait pas considérée comme suffisante et ne pourrait servir de base à la formation d'un gage régulier ; sans doute il serait toujours possible d'établir un warrant, mais celui-ci ne présenterait pas les garanties résultant des lois de 1898 et de 1906. Le propriétaire emprunteur pourrait, sans commettre un délit, faire ouvrir la porte du local réservé, y pénétrer, circuler autour de sa marchandise, la manipuler librement ; s'il l'enlevait ou la falsifiait, il ne s'exposerait qu'aux peines portées dans les articles 406 et 408 du Code pénal.

« C'est précisément sur ce point que l'intervention du législateur est nécessaire afin de déclarer, par une addition à la loi de 1906, que lorsque les parties en au-

ront ainsi convenu et que les marchandises affectées à la garantie d'un warrant seront entreposées dans un local séparé, même dépendant de l'habitation, des magasins, chais ou greniers d'un producteur agricole et dont le créancier aura reçu la clef, elles seront réputées être en la possession réelle de ce dernier, tout se passant comme si elles se trouvaient véritablement chez lui. Le local en question sera fictivement séparé de l'habitation de l'emprunteur et considéré comme faisant partie de celle du prêteur. Celui-ci pourra y pénétrer aussi souvent que l'exigera le soin de ses intérêts ; dans cette limite il agira comme s'il « l'avait véritablement pris à bail. »

MM. de la Trémoille et Combrouze ne semblent pas s'être fait illusion sur les objections que leur proposition de réforme est capable de susciter, et ils se sont efforcés d'y répondre par avance : « On alléguera, disent-ils, que malgré toutes les précautions prises, les marchandises n'en demeurent pas moins dans l'habitation du débiteur ou dans les dépendances de celle-ci ; n'est-il pas à craindre dès lors qu'il se soit réservé, dans une arrière-pensée frauduleuse, les moyens de pénétrer dans le local où elles se trouvent et qu'il ait, par exemple, conservé une double clef ? La même objection pouvait être faite à l'occasion de l'hypothèse envisagée par Dalloz dans le passage cité plus haut ; elle n'a pas été un obstacle cependant à ce que la jurisprudence et la doctrine soient d'accord pour déclarer

que, dans ces conditions, le gage était régulier ; du reste nous donnons au créancier le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher matériellement l'entrée du débiteur : il pourra par exemple condamner une ouverture, changer une serrure, apposer sur celle-ci ou sur la porte un scellé ou une marque extérieure quelconque, qui aura en outre comme conséquence de matérialiser et de manifester extérieurement la situation juridique ainsi créée.

« Sans doute, malgré tout, l'emprunteur peut se risquer à une effraction, mais il pourrait le faire également chez le créancier lui-même ou chez un voisin quelconque. En effet, il pénètre non plus chez lui mais chez un tiers ; il tombe donc sous le coup des articles 184, § 2 et 456 du Code pénal, s'il ne commet aucun autre délit, et de l'article 384 du même Code s'il s'est proposé de soustraire ou de frauder les produits warrantés.

« De même on peut considérer que le fait d'arracher des cachets ou des marques, apposés en vertu d'un contrat librement consenti et confiés à son honneur est aussi grave qu'un bris de scellés ; j'estime par suite qu'il convient de le punir des peines portées à l'article 252 du Code pénal. »

« Mais, dira-t-on peut-être, après avoir démontré ou tenté de démontrer le peu d'efficacité des sanctions pénales en cette matière, voilà que vous y recourez à votre tour. Sans doute, mais il est aisé de démontrer

qu'il n'y a pas d'assimilation à établir entre les deux cas.

« Les délits créés par les lois de 1898 et de 1906 sont de ceux qu'un débiteur aux abois se laissera facilement entraîner à commettre ; il s'agit en somme de marchandises qui restent à sa libre disposition, dont il n'est séparé que par une barrière fictive ; en y touchant, alors surtout qu'en fin de compte il espère pouvoir payer, il se persuadera facilement que la faute qu'il commet n'est pas énorme. Il en va tout autrement dans l'éventualité envisagée ici : c'est un cachet à arracher, une serrure à forcer, une effraction à commettre ; le crime se montre dans toute son horreur... Sans parler de la grande différence entre les sanctions pénales, il est certain que les deux actes apparaissent très dissemblables : dans un cas il s'agit d'un délit en quelque sorte moral, dans l'autre d'un crime matériel et brutal. »

Les auteurs du projet prévoient encore qu'on leur objectera l'obligation de donner des soins à la marchandise warrantée ; or ces soins, qui sont assez souvent délicats, — il s'agit par exemple de vins, — comment pourront-ils être fournis ? MM. de la Trémoille et Combrouze pensent que l'emprunteur pourra lui-même les donner sans inconvénient avec l'autorisation du prêteur ; enfin ils reconnaissent que leur système n'est guère compatible avec l'existence d'un titre transmissible, et qu'il est difficile d'admettre « que les por-

teurs successifs du warrant devront tour à tour recevoir la clef et seront juges des cas dans lesquels celle-ci devra être confiée au débiteur ». Pour pallier à cet inconvénient ils proposent de conserver au premier bénéficiaire du warrant l'obligation de surveiller le gage.

Cet intéressant projet marque un pas décisif vers le warrantage avec dessaisissement, et son adoption serait de nature à rendre de grands services à la cause des warrants agricoles. Sans doute il présente quelques difficultés d'application que la pratique trouverait peut-être le moyen de résoudre (1), mais il constitue dans son ensemble une tentative des plus louables pour assurer aux porteurs de warrants agricoles une garantie sérieuse et efficace.

*
* *

Quels ont été les résultats pratiques de la concession aux emprunteurs sur warrants agricoles du droit essentiel de confier le dépôt des produits engagés aux mains d'un tiers convenu : particulier, syndicat ou société ?

(1) Le reproche principal que nous sommes tenté de faire à ce projet a trait à la surveillance du gage par le premier bénéficiaire. N'est-ce pas là aggraver inconsiderément sa responsabilité de caution solidaire. Comment au surplus pourra-t il remplir ce rôle après s'être dessaisi du titre justifiant sa qualité. Faudra-t-il l'admettre à exercer ce contrôle sans titre tant que subsistera la transcription au greffe, mais *quid* si le warrant n'a pas été transcrit ? Autant de questions que ne manquera pas de soulever la discussion du projet.

En vérité il n'apparaît pas que cette innovation ait fait progresser d'une façon appréciable le warrantage agricole, et les partisans du non-dessaisissement semblent bien trouver là un argument en faveur de leur opinion : « Le législateur, peuvent-ils dire, a rendu possible la mise en dépôt des produits warrantés ; or les warranteurs n'usent pas ou usent fort peu de cette faculté, il ne faut donc pas chercher dans le non-déplacement du gage la cause de l'insuccès du régime actuel des warrants agricoles. » L'objection est spécieuse, il est cependant moyen d'y répondre en faisant remarquer que si le législateur a concédé théoriquement la faculté de faire usage du dépôt, il l'a rendue pratiquement impossible et inutilisable en privant le dépositaire de tout droit de rétention ou de privilège sur les produits déposés, à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause. Passe encore pour le salaire proprement dit du dépositaire, mais les frais que ce dernier a pu faire pour la conservation de la chose, n'est-il pas injuste de les laisser primer par la créance du porteur du warrant ? Comment dans ces conditions trouver un dépositaire ? Qui voudrait assumer la lourde responsabilité afférente au dépôt salarié sans être assuré de toucher son salaire ou seulement de rentrer dans ses débours ?

Lors de la discussion, au Sénat, de la loi de 1906, l'honorable M. Fessart avait parfaitement mis en lumière cette difficulté. « Voilà, disait-il, un troupeau de

moutons qui se trouve entre les mains d'un dépositaire ; ces moutons peuvent tomber malades, et s'il envoie chercher le vétérinaire il n'aura pas le droit de se faire rembourser ses dépenses ? Cela paraît vraiment énorme et aller contre le but même que l'on poursuit. Je me demande si, dans ces conditions, on n'a pas réduit d'une façon un peu inquiétante la garantie qui était attachée au warrant ? Sur quoi repose la garantie du warrant ? Evidemment sur l'existence de la marchandise warrantée ; or si cette marchandise, qui forme la véritable garantie du créancier, est soumise à des conditions telles que sa garantie ne soit pas assurée, je me demande ce que vaudra le warrant lui-même et quel sort attend le créancier qui espère toucher ce qui lui est dû à un jour déterminé... Voulez-vous me dire quels soins et quelles précautions on pourra attendre d'un dépositaire auquel vous ne reconnaissez aucun privilège sur la marchandise elle-même ? »

La réponse du rapporteur à l'opinant, suivant laquelle « il serait impossible ou du moins bien difficile de trouver un banquier, un établissement de crédit, la Banque de France, par exemple, voulant escompter des warrants agricoles sans avoir la certitude que ceux-ci sont nantis d'un droit de priorité indiscutable », n'a pas réfuté l'objection ; il suffit en effet de se rappeler que les magasins généraux ont un droit de préférence pour le paiement des frais de magasinage et autres relatifs aux marchandises déposées, et que jamais ce droit n'a em-

pêché aucun établissement de crédit d'accepter comme effets de commerce les warrants émis par les magasins généraux.

*
* *

Les dispositions de l'article 2 de la loi de 1906 reproduisent à peu près le texte du même article de la loi de 1898 tout en réduisant à huit jours le délai donné au propriétaire pour faire opposition et en remplaçant dans un but d'économie la lettre recommandée par le pli d'affaires recommandé. La commission avait d'abord, sur la proposition de MM. Forest et Lamy, adopté un système qui, pour sauvegarder les droits du bailleur, se bornait à donner à ce dernier la faculté de se faire constituer, jusqu'à concurrence de la somme dont il était créancier, un warrant spécial sur le bétail et les produits de l'exploitation même avant que ceux-ci soient récoltés et emmagasinés. Cette proposition que ses auteurs justifiaient surtout par l'absence d'intérêt pour le bailleur d'empêcher le warrantage de produits, que le fermier peut vendre, fut abandonnée au cours des débats. Son adoption aurait, croyons-nous, plutôt desservi la cause des warrants agricoles, car il est à présumer que les propriétaires n'auraient pas manqué d'exiger chaque année la constitution à leur profit d'une telle sûreté, au grand détriment du crédit des fermiers.

Les formes de l'avertissement au propriétaire et de l'opposition de ce dernier sont les mêmes que celles

imposées par la loi de 1898, et à ce sujet nous renvoyons aux explications que nous avons données dans le chapitre précédent.

D'une façon générale, la loi de 1906 a remplacé le greffier du domicile de l'emprunteur par celui du canton de la situation des objets warrantés. Le législateur a pensé qu'il serait ainsi plus facile d'éviter des fraudes de la part de l'emprunteur. On avait vu en effet, sous le régime de la loi de 1898, des agriculteurs peu scrupuleux warranter deux, trois et même quatre fois les mêmes produits, ce qui était relativement facile, attendu que le greffier n'a qu'à recevoir et non à contrôler les déclarations des emprunteurs (1) ; il ne fallait pas songer à imposer aux greffiers de paix une impossible vérification des dires du warranteur ; aussi bien a-t-on pensé que des manœuvres frauduleuses seraient plus difficiles à aboutir devant l'officier public qui, comme celui du canton de la situation des produits, est le mieux à même de savoir s'ils n'ont pas été déjà l'objet d'un warrantage.

Dans le même ordre d'idées il avait été reproché à la loi de 1898, ainsi que nous l'avons dit plus haut, de rendre indispensable dans tous les cas et l'intervention du greffier de paix et l'intervention du bailleur. Tenant compte de ce grief, la loi de 1906, dans son article 4, a

(1) Cf. *L'avenir du crédit agricole*. Journal mensuel paraissant à Bordeaux, n° de juin 1899.

décidé que le warrant pourrait être établi désormais *inter partes* en l'absence de toutes formalités, c'est-à-dire sans le concours ni du greffier ni du bailleur (1), permettant ainsi aux intéressés d'économiser les frais de greffe et d'éviter les lenteurs inhérentes à l'intervention du propriétaire. Mais bien entendu un tel warrant établi par acte sous seing privé ou même par acte notarié ne saurait être opposable aux tiers qui ne le connaissent point, et par conséquent primer les privilèges soit du bailleur, soit du dépositaire (2), néanmoins il ne sera pas impossible de lui faire produire pour l'avenir les effets d'un warrant établi selon les formes ordinaires ; il suffira pour cela de le faire transcrire au greffe de la justice de paix et de donner au bailleur l'avis prévu par l'article 2 ou d'obtenir de ce dernier, au profit du prêteur, une cession d'antériorité sur les produits warrantés.

Sans doute ce warrant occulte peut porter préjudice au droit de gage général des créanciers de l'emprunteur. Voici par exemple des créanciers qui ont suivi la foi d'un agriculteur et lui ont fait des avances sur l'apparence que ses récoltes étaient libres, — et en effet un état requis avec l'autorisation de leur débiteur ne leur avait révélé aucune constitution de warrant, — mais l'emprun-

(1) Cf. *Journal des Notaires*, 1907, n° d'octobre, p. 597.

(2) Dès avant la loi de 1906, le warrantage privé était pratiqué dans certaines régions de la France. — Cf. Rouher, *Warrants agricoles*, thèse Paris, 1907.

teur avait warranté ses récoltes sans formes ; brusquement le porteur du warrant fait opérer la transcription de son titre et les autres créanciers se trouvent primés. L'inconvénient est manifeste, toutefois le rapporteur de la loi, M. Legrand, a fait très justement remarquer que l'objection n'avait pas, en matière agricole, la même force qu'elle eût pu avoir en matière commerciale. Si l'existence de marchandises en magasin est le plus souvent la seule cause du crédit personnel fait à un commerçant, il n'en va pas de même pour les agriculteurs dont le crédit personnel repose principalement sur la solvabilité notoire et la fidélité habituelle à tenir les engagements pris.

S'il n'est pas opposable aux tiers avant le jour de sa transcription, le warrant constitué sans formes produit *ab initio* entre les parties tous les effets d'un warrant ordinaire, c'est ainsi qu'il bénéficie de toutes les immunités fiscales accordées par l'article 16, donne au prêteur en cas d'exécution forcée la faculté d'user de la procédure simplifiée organisée par la loi et lui assure la garantie des pénalités encourues par le débiteur qui détourne ou détériore le gage.

Enfin il est encore possible de se passer du concours du propriétaire sans constituer un warrant occulte et non opposable aux tiers, en obtenant du prêteur qu'il consente à subir la préférence des droits du propriétaire et à la condition pour l'emprunteur de ne pas se dessaisir des produits warrantés, mais d'en conserver

dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation (art. 2, § 4).

En ce qui concerne la forme même du titre, quelques modifications ont été apportées au régime antérieur par la loi de 1906. Le warrant n'est plus aujourd'hui détaché d'un registre à souche, il est établi sur une feuille indépendante d'après une formule donnée par la circulaire ministérielle du 25 juillet 1906. Les mentions qu'il doit contenir sont celles mêmes que nous avons indiquées en étudiant la loi de 1898 ; toutefois la loi nouvelle fait une place spéciale « aux clauses et conditions particulières arrêtées entre les parties », comme par exemple le consentement par le prêteur à ce qu'il soit passé outre à l'avis à donner au propriétaire, l'interdiction pour l'emprunteur de vendre le gage au-dessous d'un certain prix, etc. ; elle prescrit en outre, ce que ne faisait pas le texte de 1898, de mentionner le lieu de situation des produits warrantés.

Le warrant ainsi établi est signé par l'emprunteur et par le greffier ; si l'emprunteur ne sait pas signer, le greffier signe à sa place en sa présence dûment constatée. Pour le cas où il est fait usage du dépôt aux mains d'un tiers, ce dernier peut donner récépissé de ce dépôt soit sur le warrant lui-même, soit par une déclaration écrite distincte signée de lui et, s'il y a lieu, du bailleur des locaux où le dépôt est effectué. Pour ce dernier la signature équivaut à une reconnaissance du droit de priorité du porteur.

Le warrant est ensuite transcrit par le greffier sur un registre spécial, distinct de celui où sont mentionnés les avis au propriétaire et les oppositions ; chaque transcription sur ce registre doit être datée et munie d'un numéro d'ordre, lequel est reproduit sur le warrant lui-même.

Comme sous l'empire de la loi de 1898 les mentions que le greffier inscrit sur le warrant, d'après les déclarations de l'emprunteur, n'engagent que ce dernier. Le rôle du greffier reste purement passif, sa responsabilité est à couvert même en cas de fraude de la part du warranteur, sauf bien entendu dans l'hypothèse où, connaissant cette fraude, il se prêterait à sa consommation. Les déclarations faites à ce propos par M. Chastenet, rapporteur de la loi de 1898, conservent toute leur valeur puisque la loi de 1906 n'a rien innové à ce sujet. D'après ces déclarations, le greffier n'est qu'un intermédiaire qui entérine les indications données et transmet les avis comme le ferait un notaire, ce qui « est conforme au système général de notre législation d'après lequel les autorités qui ont à recevoir des déclarations..... ont seulement à vérifier la forme extérieure de celles-ci » (1).

En un mot les devoirs du greffier en matière de warrants sont analogues à ceux d'un conservateur des hypothèques.

Faut-il étendre cette irresponsabilité au cas où les

(1) Ch. des dép. *Débats parlem.*, 1901, session ord., p. 1505.

produits visés ne seraient pas warrantables à raison soit de leur provenance, — il s'agit de récoltes manifestement achetées par le cultivateur, — soit de la qualité de l'emprunteur, — il n'est pas agriculteur, — soit encore de leur immobilisation par destination ? Le texte législatif est muet sur ce point, il nous semble que c'est là une question de fait, mais que la non-responsabilité étant la règle, il ne sera possible de s'en prendre au greffier qu'en cas de faute de sa part.

*
* *

Pas plus que la loi de 1898, celle de 1906 n'a cru devoir imposer à l'emprunteur sur warrant l'obligation d'assurer contre l'incendie les produits warrantés ; cette sûreté accessoire reste l'affaire des parties, et c'est au prêteur à l'imposer s'il ne veut pas courir le risque de voir le feu anéantir son gage sans recours. L'article 5 de la loi de 1906, qui a traité à cette assurance, stipule simplement que le warrant indiquera si le produit est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur ; il donne en outre aux prêteurs la faculté de continuer jusqu'à la réalisation du produit warranté, l'assurance qui viendrait à se terminer pendant le cours du prêt. La rédaction actuelle de cet article est due à la commission du Sénat ; la commission de la Chambre avait imposé, au cas d'assurance, l'obligation pour l'emprunteur de représenter sa police au greffier, lequel devait mentionner sur le warrant, outre

le nom et l'adresse de l'assureur, la durée de ladite police et l'estimation qu'elle fournit ; ces exigences semblaient fondées, attendu que longtemps la Banque de France voulut que la police elle-même fût annexée au warrant, mais elles furent abandonnées au cours de la discussion au Sénat sur les observations de M. Legrand, lequel fit justement remarquer que les mentions relatives à la présentation de la police étaient pour le moins superflues puisque le prêteur, averti que les produits sont assurés et qui fait de cette assurance la condition de son prêt, a toute faculté pour ne réaliser et pour ne parfaire le contrat qu'après s'être fait représenter la police et en avoir pris connaissance complète (1).

Quant au droit donné au prêteur de continuer lui-même l'assurance, la mention expresse qui le concerne ne fait que rendre légale une faculté que les prêteurs n'auraient pas manqué de se réserver au titre « clauses et conditions particulières arrêtées entre les parties » et cette réserve serait bientôt, en l'absence de texte formel, devenue de style dans toutes les constitutions de warrants.

Le paragraphe 3 de ce même article 5, aux termes duquel les porteurs de warrants ont sur les indemnités d'assurance en cas de sinistre les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés, n'est que le rappel

(1) Rapport de M. Legrand au Sénat du 8 mai 1906, *Doc. parl.*, n° 97 ; *J. off.*, p. 220.

d'une règle devenue de droit commun depuis la loi du 19 février 1889.

Les articles 6 et 7 règlent ce qui concerne les délivrances d'états ou de certificats négatifs et les radiations d'inscriptions. Le premier décide que le greffier ne pourra délivrer un état des warrants inscrits qu'avec l'autorisation de l'emprunteur ; c'est ce qu'édicte déjà la loi de 1898, et nous avons dit le bien que nous pensions d'une telle disposition. Cette exception au principe de la publicité tel qu'il est admis pour les hypothèques, s'explique d'autant plus en notre matière que l'agriculteur aime, moins que tout autre, que l'on connaisse l'état de ses affaires, et il y avait lieu de tenir compte de ses susceptibilités et de ses habitudes.

Dans le même ordre d'idées, M. Ballande (1) eût voulu qu'il fût permis aux acheteurs de produits warrantables d'obtenir un état des warrants sans autorisation du propriétaire de ceux-ci, faisant remarquer que son amendement était spécialement réclamé par le commerce des vins (2) ; cette proposition ne fut pas

(1) Chambre des députés, Séance du 20 novembre 1905, *J. off.* du 21 novembre 1905, p. 3372 et suiv.

(2) Il arrive très souvent, paraît-il, dans le Midi de la France, que des acheteurs de vins en gros paient la marchandise avant d'en prendre livraison ; il peut donc arriver et il arrive que des emprunteurs peu scrupuleux warrantent des produits déjà vendus mais non enlevés. Soit que l'on tienne un tel warrant pour nul comme portant sur la chose d'autrui, soit qu'on admette sa validité, un préjudice injuste est causé, dans le premier cas, au prêteur dont la confiance a été surprise ; dans le deuxième cas, à l'acheteur qui n'a

adoptée, le législateur a craint qu'elle ne permît à des négociants sans scrupules de connaître l'état de gêne des producteurs auxquels ils s'adressaient et d'abuser de cette situation obérée pour obtenir des prix inférieurs aux cours du moment.

Bien entendu le principe de l'irresponsabilité du greffier, dont nous avons dit précédemment quelques mots, ne serait pas de mise si cet officier public délivrait, au mépris de la loi, sans aucune autorisation, un état des inscriptions grevant les récoltes de tel ou tel agriculteur ; il ne s'agit plus là en effet du contrôle d'une déclaration, mais de la méconnaissance voulue ou non d'un texte législatif, et une telle infraction comporte sa sanction ; nous pensons en effet qu'un greffier de paix qui, au refus d'un agriculteur, ou simplement en l'absence de toute autorisation de ce dernier, ferait connaître la situation de ses produits warrantables, trahirait le secret professionnel, et, en sa qualité d'officier public, encourrait les rigueurs de l'article 378 du Code pénal

aucune faute à se reprocher.

La proposition de M. Ballande obviait à cet inconvénient, nous lui préférons cependant le système proposé, aux mêmes fins, par MM. de la Trémoille et Combrouze dans le projet de loi dont nous avons déjà parlé plus haut. Les auteurs de ce projet voudraient que l'acquéreur qui laisse l'objet acheté aux mains du vendeur soit autorisé à inscrire l'opération au greffe de paix ; ces transcriptions de ventes à livrer seraient opposables aux porteurs de warrants de la même façon que les transcriptions de ventes d'immeubles sont opposables aux créanciers hypothécaires. La copie des transcriptions ne serait d'ailleurs délivrée qu'avec l'autorisation de l'emprunteur.

sans préjudice de voir invoquer contre lui par l'agriculteur lésé l'article 1382 du Code civil.

A un autre point de vue, tout comme un conservateur des hypothèques qui omettrait une ou plusieurs inscriptions dans un état, le greffier qui délivrerait un extrait incomplet des transcriptions requises tomberait sous le coup de l'article 1382 du Code civil et verrait sa responsabilité civile engagée vis-à-vis du prêteur si ce dernier, du fait de cette négligence, subissait un préjudice appréciable.

L'article 6 dispose que les états requis ne remonteront pas à une période antérieure à cinq années, et l'article 7 qu'à l'expiration de ce même délai toute transcription serait radiée d'office. Le système organisé par ces articles est analogue à celui qui existe en matière d'inscriptions hypothécaires. Désormais l'efficacité de la transcription du warrant a une durée fixe ; après cinq ans son effet cesse (1), la transcription est dite périmée, toutefois il est possible de la renouveler avant son expiration et, dans ce cas, le créancier conserve son rang.

Ces dispositions marquent bien la tendance de la loi nouvelle à rapprocher le régime des warrants de notre système hypothécaire.

En dehors de la péremption, la radiation de la trans-

(1) Les inscriptions hypothécaires ne sont soumises qu'au renouvellement décennal (art. 2154, C. civ.).

cription peut être opérée également à la demande du débiteur sur la justification soit du remboursement de la créance garantie, soit d'une mainlevée régulière notariée ou sous seings privés ; mention spéciale est faite par le greffier de ces justifications sur un registre, et un certificat de radiation est délivré par lui au requérant.

*
* *

Nous avons dit plus haut que l'application rigoureuse du texte de la loi de 1898 conduisait à interdire à l'emprunteur la vente des produits warrantés avant le paiement de la créance. Nous ne reviendrons pas sur les difficultés pratiques résultant de cette interdiction et que nous avons fait entrevoir en étudiant la loi de 1898. Aussi bien la loi nouvelle a-t-elle essayé de concilier les intérêts des parties en cause en distinguant la vente proprement dite des marchandises de la livraison de celles-ci.

Ce qui, en effet, est dangereux pour le créancier, ce n'est point l'aliénation elle-même, mais bien la tradition de son gage ; c'est pourquoi le législateur de 1906 a décidé avec raison que si l'emprunteur pouvait vendre les marchandises warrantées avant le paiement de la créance et sans le concours du prêteur, il ne pourrait pas les livrer avant d'avoir désintéressé son créancier. Ainsi se trouve consacrée officiellement une doctrine, qui était déjà soutenue à propos de la loi de 1898, mais

qui était alors au moins dangereuse devant l'imprécision du texte en vigueur.

Comme corollaire du droit pour l'emprunteur de vendre quand bon lui semble les produits warrantés, il fallait nécessairement lui conserver la faculté, que lui donnait déjà la loi de 1898, de rembourser par anticipation le montant de sa dette ; à ce sujet, d'ailleurs, le texte de 1906 n'a rien innové, et au refus du créancier de recevoir un paiement anticipé, le débiteur doit toujours, comme sous l'empire de la loi de 1898, user de la procédure des offres réelles et de la consignation.

M. Fortier fit observer, au cours de la discussion au Sénat, combien était peu heureux le maintien de cette procédure à raison des longueurs et des difficultés qu'entraîne le retrait des sommes consignées à la Caisse des dépôts ; mais comme il ne proposait pas d'autre mode de consignation, sa remarque fut impuissante à ouvrir un débat sérieux sur la question qui méritait cependant d'être plus approfondie.

Quelles sanctions atteindraient l'emprunteur qui, contrairement aux dispositions de la loi, livrerait à l'acheteur les produits warrantés avant d'avoir payé le créancier ? Il tomberait alors sous le coup des pénalités prévues par l'article 14 et, en même temps, il deviendrait passible de dommages-intérêts dans les termes du droit commun ; mais quelle serait la situation de l'acquéreur ? Ce dernier, à la condition, bien entendu, d'être de bonne foi serait, à n'en pas douter, couvert par la disposition

de l'article 2279 du Code civil, et il ne pourrait être dépossédé. Le rapport de M. Chaigne à la Chambre des députés impose tout naturellement cette solution : « La commission, dit-il, a cru devoir trancher par le refus la question relative au droit de suite à accorder aux porteurs de warrants sur les produits warrantés, elle ne s'en est pas expliqué dans la loi, s'en référant à l'article du Code civil qui régit la matière et qui décide que les meubles n'ont pas de suite par hypothèque ; la commission a pensé qu'en accordant le droit de suite sur les meubles warrantés, elle réaliserait mal le vœu de libération économique qui l'a guidée dans ses travaux et apporterait une bien grande entrave aux transactions mobilières (1). » La situation de l'acquéreur de bonne foi, qui a pris livraison des marchandises warrantées, est donc très favorable, il n'en est pas de même pour l'acheteur qui n'a pas reçu tradition puisque, de toute façon, qu'il ait ou non payé son prix, il aura à subir les droits du porteur du warrant.

La loi de 1906 ne prévoit pas seulement la vente anticipée par l'emprunteur ; elle s'occupe également de la vente forcée pour le cas où le débiteur ne ferait pas, à l'échéance, honneur à sa signature, ou encourrait selon le droit commun la déchéance du terme ; ses dispositions à ce sujet sont analogues à celles contenues dans

(1) Rapp. de M. Chaigne, *J. off.*, 1906 ; Ch. des dép., *Doc. parlam.*, n° 3179, p. 420.

la loi de 1898. En pareille circonstance le porteur du warrant, après avoir réclamé à l'emprunteur le paiement de sa créance le jour même de l'échéance doit, à défaut de paiement, constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée adressée au débiteur et pour laquelle il doit demander un avis de réception. S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement quinze jours francs au plus tard après l'échéance, par avertissement pour chacun des endosseurs remis au greffier de la justice de paix ; ces endosseurs successifs lui sont d'ailleurs connus grâce aux endos que porte le warrant qu'il détient. Les avertissements ainsi déposés au greffe sont, dans la huitaine suivante, adressés à chacun des endosseurs par le greffier de paix au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception et les frais de protêt sont ainsi évités.

Le texte actuel diffère quelque peu de celui de 1898.

Avant la loi de 1906, le dernier porteur était obligé de réaliser lui-même le gage, et il ne pouvait recourir contre les endosseurs qu'après avoir fait procéder à la vente des produits warrantés dans le mois de l'avis prescrit par l'article 10 de la loi du 18 juillet 1898. Cette nécessité de discuter les produits engagés avant de recourir contre les endosseurs paraissait tellement lourde à certaines banques, que celles-ci préféraient ne pas accepter à l'escompte les warrants agricoles plutôt

que de se voir contraintes d'user de cette mesure de rigueur.

La loi nouvelle a laissé au porteur le choix d'exercer de suite son recours contre les endosseurs ou de poursuivre la vente du gage (1).

S'il se décide pour la vente, le créancier doit adresser au juge de paix une requête dans laquelle il expose les faits, spécialement le défaut de paiement, désigne les objets engagés et leur valeur approximative (2) et demande l'autorisation de les faire vendre aux enchères ; au bas de cette requête le juge rend une ordonnance fixant les jour, heure et lieu de la vente, l'officier public chargé d'y procéder et la mise à prix.

La vente est annoncée à l'avance par des affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix ou par voie d'annonces dans les journaux ; l'importance de cette publicité est d'ailleurs laissée à l'appréciation du juge qui peut estimer suffisantes de simples publications à son de trompe.

Quelle que soit du reste la publicité dont il est fait

(1) Si tous les bénéficiaires optent pour le recours contre les endosseurs, l'obligation de faire procéder à la vente incombera fatalement au premier endossataire ; ce sera d'ailleurs justice, puisque celui-ci, en prêtant sur le warrant, n'a eu à compter que sur la valeur des produits warrantés et la solvabilité personnelle de l'emprunteur, tandis que les endossataires ultérieurs, en escomptant le warrant, ont pu ne l'accepter qu'en égard aux endos valant engagement solidaire des porteurs précédents.

(2) La désignation de cette valeur approximative a pour but de permettre la fixation de la mise à prix.

usage, elle doit être constatée par une mention spéciale insérée au procès-verbal de vente.

L'officier public chargé de procéder à la vente doit prévenir par pli recommandé le débiteur et les endosseurs des jour, heure et lieu où la vente doit être faite. S'il s'agit de tabacs warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition entre les mains du comptable chargé d'en effectuer le paiement lors de sa livraison au magasin de la régie où il doit être conduit, et ce par simple pli recommandé avec accusé de réception ; ce magasin est d'ailleurs désigné lors de la création du warrant et dans son libellé même.

Il est à remarquer que la loi n'impose pas à l'officier public chargé de la vente l'obligation de prévenir le bailleur, même au cas où l'avertissement prescrit par l'article 2 ne lui a pas été donné. M. Legrand expose ainsi, dans son rapport au Sénat, les raisons qui ont amené la commission à proscrire cet avertissement au bailleur (1). « Notre rédaction, dit-il, volontairement ne prescrit pas à l'officier public vendeur de prévenir le bailleur, cette obligation n'existe, d'après les règles du droit commun, ni au profit du bailleur, ni au profit de tous autres créanciers nantis ou privilégiés dans aucun des cas où il est procédé à la vente du gage constitué par le débiteur ou de ses autres biens : les créanciers

(1) Rapport de M. Legrand au Sénat. *J. off.*, 1906, Sénat. *Doc. parl.*, n° 97, p. 223.

porteurs ou endosseurs du warrant seront avertis, mais c'est à raison de la spécialité de leur privilège et de leur responsabilité solidaire, il n'y a pas à aller plus loin. »

Une fois le gage réalisé, la distribution du prix de vente s'opère conformément aux dispositions de l'article 12. Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente par privilège et préférence à tous créanciers sauf l'exception prévue par l'avant-dernier paragraphe de l'article 2 (1) et sans autres déductions que celles des contributions directes et des frais de vente et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix.

Il n'y a donc pas en somme de procédure spéciale pour cette distribution du prix ; l'ordre des diverses créances et la collocation des créanciers au rang déterminé par la loi sont réglés par le juge de paix.

A ce sujet, malgré la rédaction de l'article 12 qui assigne le premier rang aux créances privilégiées du Trésor et le deuxième rang seulement aux frais de justice, le juge de paix fera sagement en intervertissant l'ordre établi par la loi ; il est en effet de doctrine à peu près unanime et de jurisprudence constante que les créances du Trésor sont primées par les frais de justice nécessaires à la réalisation du gage et qui comportent :

(1) Ce paragraphe vise le cas que nous avons étudié où l'emprunt est fait sans le concours du bailleur ; en pareille circonstance il est évident que le privilège de ce dernier subsiste dans son intégralité et prime les droits du porteur du warrant.

les frais de consignation, les frais d'enregistrement du warrant, les frais de vente et les frais de l'ordonnance d'attribution (1).

On remarquera que la loi ne dit rien de deux créances privilégiées sur les produits warrantés, qui eussent dû cependant retenir l'attention du législateur : il s'agit d'une part des frais de semence et de récolte de l'année qui, d'après l'article 2102, § 4, du Code civil, sont payés sur le prix de vente de cette récolte par préférence au propriétaire, et d'autre part des frais faits pour la conservation de la chose dont s'occupe l'article 2102 § 3. La rédaction de l'article 7, ne permet pas au juge de colloquer préférablement au porteur du warrant les créanciers qui peuvent invoquer ces privilèges.

On doit le regretter, car ces derniers ont augmenté ou conservé à leurs dépens le gage du bénéficiaire du warrant sans recevoir d'équivalent, et l'équité commanderait qu'ils soient désintéressés selon le rang qui leur est assigné par l'article du Code civil que nous venons de rappeler.

Quand le porteur du warrant a fait procéder à la vente, conformément à l'article 11, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs et même contre l'emprunteur « qu'après avoir fait valoir ses droits sur le

(1) Trib. civ. Seine, 7 décembre 1885, *Gaz. Pal.*, 1886, I, supp. 50 ; Aubry et Rau, III, § 165 *bis*, p. 186.

prix des produits warrantés ». En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, l'article 12 lui accorde un délai d'un mois à compter du jour de la réalisation de la vente de la marchandise pour recourir contre les endosseurs (1).

Comme en matière de lettre de change, tous les endosseurs sont solidaires, et par suite le porteur du warrant a le droit incontestable de s'adresser pour le paiement de la totalité ou du solde de sa créance à celui des co-débiteurs qu'il lui plaît de choisir, sans que ce dernier puisse lui opposer le bénéfice de division. Il va de soi toutefois que l'endosseur qui s'est trouvé contraint de payer par suite de son engagement solidaire aux lieu et place de l'emprunteur est substitué dans tous les droits du créancier gagiste contre les signataires dont il n'est pas lui-même garant, c'est à dire contre l'emprunteur et les endosseurs qui l'ont précédé ; de même l'endosseur qui est simplement poursuivi par le porteur peut appeler en garantie le souscripteur et les précédents endosseurs.

Nous avons vu que la loi fixait à un mois à dater de la vente le délai pendant lequel le porteur peut recourir contre les endosseurs. La raison de cette limitation est

(1) Il est à remarquer que la loi de 1906 n'impartit au créancier aucun délai maximum pour faire procéder à la vente, mais seulement pour dénoncer aux endosseurs le défaut de paiement ; il s'ensuit que — sauf la prescription — aucun terme fatal n'est imposé au porteur de warrant pour agir faute de paiement.

qu'il ne fallait pas laisser indéfiniment les endosseurs sous le coup d'une poursuite, mais il est évident que ce délai n'est établi qu'au profit des endosseurs et que la déchéance qu'il comporte ne saurait profiter au souscripteur primitif du warrant : ce dernier est lié comme un débiteur ordinaire, et il n'a d'autre déchéance à invoquer contre son créancier que celle résultant de la prescription extinctive.

La solidarité dont nous venons de parler est imposée à tous les signataires du warrant par l'article 10 de la loi de 1906 qui prescrit en outre :

1° Que tout endossement doit être signé et énoncer les nom, prénoms, profession et domicile des parties.

2° Que l'escompteur ou les réescompteurs d'un warrant sont tenus d'aviser dans les huit jours le greffier du juge de paix, par pli recommandé, avec accusé de réception, ou verbalement, contre récépissé de l'avis.

3° Et que l'emprunteur peut, par une mention spéciale inscrite au warrant, dispenser l'escompteur et les réescompteurs de donner cet avis, mais que dans ce cas il n'y aura pas lieu à l'application des deux derniers paragraphes de l'article 8.

Les mentions relatives à l'endossement n'appellent pas d'explications spéciales ; par contre, l'avis à donner au greffier de paix par les escompteurs et réescompteurs exige quelques commentaires. On ne voit pas bien *a priori* la nécessité d'imposer pareilles notifications, d'autant que lorsqu'il s'agit de warrants com-

merciaux la loi n'impose de formalité semblable qu'au premier endossataire.

Ces avis cependant apparaîtront bien indispensables si l'on considère que l'emprunteur a le droit de se libérer par anticipation et qu'il doit, pour ce faire, offrir le remboursement « au dernier ayant droit » (1).

Il faut donc que cet ayant droit, qui est le porteur actuel du warrant, lui soit connu, d'où la nécessité d'une publicité dont le greffe de paix est le siège naturel. S'il n'en est pas de même pour les escompteurs de warrants commerciaux, c'est que, en cette matière, le paiement anticipé et la consignation sont réglés de façon différente et plus simple ; comme nous l'avons vu plus haut, la procédure des offres réelles est écartée et la consignation se fait directement au magasin général, où le dernier porteur saura toujours trouver soit les marchandises engagées, soit le montant intégral de sa créance.

Au surplus, l'emprunteur sur warrant agricole peut dispenser par avance les escompteurs et réescompteurs de donner au greffier les avis prescrits par la loi, mais cette dispense équivaut pour lui à une renonciation à tout remboursement anticipé puisque, le cas d'une pareille dispense échéant, le texte législatif dispose « qu'il n'y aura pas lieu à l'application des deux derniers pa-

(1) Loi du 30 avril 1906, art. 8, § 2.

ragraphes de l'article 8 », lesquels autorisent et réglementent les paiements par anticipation.

La loi de 1906 n'a rien innové en ce qui concerne l'acceptation des warrants à l'escompte par les établissements de crédit ; son article 9 est la reproduction à peu près littérale de l'article 8 de la loi du 18 juillet 1898 ; les banques conservent donc la faculté de n'exiger, pour escompter les warrants agricoles, qu'une signature ou deux suivant que leurs statuts en imposent deux ou trois.

Sont maintenues également les dispositions relatives à la compétence spéciale des juges de paix : la loi nouvelle spécifie simplement que le juge de paix compétent sera celui de la situation des objets warrantés.

*
* *

Nous avons dit plus haut que les warrants agricoles étaient établis sur les déclarations mêmes de l'emprunteur sans aucun contrôle de la part du greffier de la justice de paix ; il était donc nécessaire de protéger le gagiste contre les fraudes résultant de déclarations mensongères.

A cet égard l'article 14 édicte que « tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés sans avis préalable.... sera poursuivi correctionnellement sous l'inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 ou 406 et 408 du Code pénal ».

Pareille sanction atteint également tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir « détourné, dissipé ou volontairement détérioré le gage au préjudice de son créancier ». Aux termes de la loi de 1898, les peines de l'escroquerie ou de l'abus de confiance ne visaient que le détournement, la dissipation ou la détérioration du gage, la loi de 1906 leur a assimilé, avec juste raison, « le délit de fausse déclaration » et le « délit de warrantage de produits déjà warrantés sans avis préalable au prêteur ».

En ce qui concerne spécialement la fausse déclaration déjà prévue et punie sous certaines conditions par l'article 405 du Code pénal, il a paru nécessaire au législateur de la mentionner expressément ; aussi bien la commission a-t-elle voulu que, de toute façon, l'emprunteur coupable d'avoir fait une déclaration mensongère au sujet des produits warrantés fût atteint par une sanction pénale ; or, s'il eût fallu s'en tenir au droit commun de l'article 405, il eût pu arriver que cet emprunteur malhonnête échappât à toute peine, malgré la fausseté évidente de ses déclarations. Il est, en effet, de jurisprudence constante que les simples mensonges ne suffisent pas pour constituer l'escroquerie, que les fausses déclarations, « quelque habiles et spécieuses qu'elles soient, alors même qu'elles ont pour but et pour résultat de persuader l'existence d'un crédit imaginaire et d'obtenir une remise de fonds, ne tombent pas sous le

coup de l'article 405 du Code pénal » (1). Pour constituer le délit d'escroquerie, ces mensonges doivent, comme le disaient nos anciens arrêts, « être accompagnés de manœuvres ourdies avec un art propre à déconcerter les mesures de prévoyance et de sécurité qui dans l'usage accompagnent les transactions » ; or, il est évident qu'à toute fausse déclaration de la part d'un emprunteur ne se joindront pas nécessairement des manœuvres de cette nature.

C'est pourquoi il était nécessaire de prévoir et de punir expressément les délits nouveaux dont nous venons de parler.

*
* *

Les immunités fiscales accordées par la loi du 18 juillet 1898 ont été maintenues par l'article 17, § 1, de la loi nouvelle ainsi conçu : « Sont dispensés de la formalité du timbre et de l'enregistrement les lettres et les accusés de réception, les renonciations, acceptations et consentements prévus aux articles 2, 3, 10 et 11, le registre sur lequel les warrants seront inscrits, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le certificat de radiation mentionnés aux articles 6 et 7. »

Ce premier alinéa de l'article 17 a trait à la lettre par laquelle le fermier informe le propriétaire de son intention de warranter ses récoltes, à la réponse de ce der-

(1) E. Garçon, *Code pénal annoté*, t. I^{er}, p. 1288, n° 16.

nier, aux mentions faites sur le registre destiné à cet effet, à la transcription du warrant, aux renonciations des bailleurs à leur privilège, aux avis d'escompte et de réescompte, etc... en un mot, — aux quelques exceptions près que nous allons indiquer, — à toutes les pièces relatives à la constitution du warrant, à sa négociation et à son paiement.

L'article 17, dans le projet de la commission, dispensait encore formellement de timbre et d'enregistrement les procurations données par les warranteurs à un ou plusieurs mandataires aux fins d'accomplir tout ou partie des formalités prescrites par la loi de 1906. Ces sortes de pouvoirs furent retranchées de l'énumération sur les observations du ministre des finances tant pour des raisons fiscales que pour éviter l'intervention des agents d'affaires.

La loi passe également sous silence, pour ce qui est des exemptions de timbre et d'enregistrement, les ordonnances rendues par le juge de paix en matière de warrants agricoles ; il faut en conclure que ces actes sont passibles des droits de timbre et d'enregistrement conformément au droit commun.

Quant au warrant proprement dit, s'il est exempt du timbre de dimension, il est soumis, par l'alinéa 2 de l'article 17, au droit de timbre des effets de commerce (droit proportionnel de 0,05 0/0) ; il doit en outre être enregistré au droit de 0,50 0/0 en cas de vente opérée en vertu de l'article 11, c'est-à-dire en cas de vente

publique aux enchères de la marchandise engagée ; enfin l'article 17 spécifie encore que le droit à percevoir sur le prix de la vente sera celui de 0,10 0/0 applicable aux ventes de marchandises neuves.

Il reste à dire quelques mots des émoluments alloués aux greffiers de justice de paix en ce qui concerne les warrants. Par mesure transitoire, l'ancien tarif établi par le décret du 29 octobre 1898 resta en vigueur jusqu'au décret du 7 septembre 1906 dont la promulgation avait été prévue par l'article 16 de la loi que nous étudions.

Conformément au vœu du législateur, la nouvelle révision des tarifs a abouti à une réduction des allocations des greffiers. Le décret du 7 septembre est basé sur une distinction entre les warrants de 1.000 francs et plus d'une part, et d'autre part ceux qui n'atteignent pas ce chiffre ; d'après le dit décret, il est alloué aux greffiers :

1° Pour toute mention sommaire sur le registre des oppositions :

Warrants au-dessous de 1.000 francs. 0 fr. 15

Warrants de 1.000 francs et au-dessus 0 fr. 25

2° Pour toute communication par lettre et pli d'affaires recommandé (non compris les déboursés) :

Au-dessous de 1.000 francs. . . . 0 fr. 35

De 1.000 francs et au-dessus . . . 0 fr. 50

3° Pour l'établissement du warrant :

Au-dessous de 1.000 fr. 0 fr. 05 0/0

De 1.000 francs et au-dessus 0 fr. 10 0/0

Minimum de perception. 0 fr. 30

4° Pour la délivrance d'un état de transcription :

Au-dessous de 1.000 francs. 0 fr. 65

De 1.000 francs et au-dessus 1 fr.

5° Pour la délivrance d'un état négatif 0 fr. 35

6° Pour toute mention de radiation avec délivrance
du certificat de radiation :

Au-dessous de 1.000 francs. 0 fr. 65

De 1.000 francs et au-dessus. 1 fr.

7° pour la transcription des avis d'escompte :

Au-dessous de 1.000 francs. 0 fr. 05

De 1.000 francs et au-dessus. 0 fr. 15

La délivrance simultanée de plusieurs warrants inférieurs à 1.000 francs dont le total serait supérieur à cette somme donne lieu à l'application du tarif des warrants de 1.000 francs.

DEUXIÈME PARTIE

RAPPORTS ENTRE LE WARRANTAGE COMMERCIAL ET LE WARRANTAGE AGRICOLE. QUELQUES RÉFORMES D'APPLICATION PRATIQUE

Pour rendre plus claire et plus précise la comparaison du warrantage commercial avec le warrantage agricole, il nous a paru bon de diviser en quatre chapitres cette deuxième partie de notre étude.

Dans un premier chapitre, nous parlerons des personnes appelées à user de ces deux moyens de crédit et des objets engagés.

Dans un deuxième chapitre nous rapprocherons les uns des autres les titres propres à chacun des deux systèmes.

Dans un troisième chapitre nous étudierons la nature juridique de la sûreté et des titres délivrés, tant en matière de warrantage commercial qu'en matière de warrantage agricole.

Un quatrième chapitre sera consacré aux conclusions pratiques à tirer de ce rapprochement.

CHAPITRE PREMIER

LA CLIENTÈLE DES MAGASINS GÉNÉRAUX ET LES WARRANTEURS
AGRICOLÉS. — LA COMMERCIALISATION DE L'AGRICULTURE.
— LES PRODUITS ENGAGÉS.

Nous avons vu dans le chapitre qui précède que si les magasins généraux étaient indistinctement ouverts aux commerçants, aux industriels et aux agriculteurs (1), à la vérité ces établissements ne recrutaient point leur clientèle parmi les habitants des campagnes. D'autre part, le warrantage agricole, comme son nom l'indique, est réservé par la loi aux seuls cultivateurs ; les deux institutions ont donc une clientèle bien distincte, et ce seul fait nous paraît expliquer déjà, dans une certaine mesure, la différence de faveur avec laquelle elles ont été traitées.

A raison de sa situation, de son tempérament, de ses habitudes, le véritable paysan est moins au courant que le commerçant des innovations susceptibles de lui rendre des services ; routinier par nature, il subit souvent les réformes sans en tirer profit, il tient en général toute nouveauté pour dangereuse et nuisible à ses intérêts, et une institution ou une méthode ne lui

(1) Cf. *suprà*, p. 43, note.

apparaît comme excellente qu'autant qu'elle porte la marque du temps et que ses pères en ont usé avant lui. La mentalité du commerçant et de l'industriel est tout autre. Plus cultivé et surtout plus aventureux, le marchand a une bien plus grande initiative, il n'a point de mépris pour ce qui se présente comme pouvant servir ses besoins, il expérimente volontiers, en un mot il est bien plus beau joueur que le paysan, et la nouveauté ne l'effraye point.

Aussi bien toutes les institutions propres au commerce ont-elles eu bien meilleure fortune que les institutions agricoles, et les warrants n'ont pas échappé à l'ambiance. D'ailleurs, et pour des raisons économiques, le recours au crédit ne se manifeste pas de la même façon chez le commerçant et chez le cultivateur : le premier n'a le plus souvent à proposer comme garantie à son créancier que ses marchandises et son fonds de commerce — encore pour ce dernier élément ne peut-il en tirer parti pratiquement que depuis 1898, — c'est donc ce qu'il offrira de prime abord ; le cultivateur au contraire n'a recours au crédit réel mobilier que comme dernière ressource ; il vit dans un cercle restreint où son activité, sa puissance d'épargne et son honnêteté sont connues et lui permettront souvent d'obtenir des avances sans qu'il soit question de sûretés réelles ; d'autre part, si ses proches ou ses voisins se dérobent et qu'il possède quelques arpents de terrain, le notaire de son village lui fera facilement consentir un prêt hypothé-

caire a échéance de une, deux, trois, quatre ou cinq années, et pour le remboursement duquel il pourra compter avec autant de récoltes.

Ce n'est donc qu'après avoir épuisé le crédit personnel et le crédit hypothécaire que le paysan songera à engager son blé ou son vin, c'est-à-dire à un moment où sa situation sera comme désespérée. Mais, dira-t-on, tous les agriculteurs ne sont point propriétaires, et partant ne peuvent penser à hypothéquer un immeuble ; d'autre part, dans le Midi de la France et la Normandie, fiefs du régime dotal, les stipulations matrimoniales rendent peu pratiques ou peu sûres les constitutions d'hypothèque ; par suite beaucoup d'agriculteurs se trouvent avec leurs récoltes dans la même situation qu'un commerçant avec ses marchandises et son fonds de commerce pour seuls éléments actifs. L'objection ne vient qu'à l'appui de ce que nous pensons. Plus un agriculteur fera figure d'industriel ou de commerçant, plus le warrantage lui deviendra utile et plus il sera tenté d'en user, mais tant dans la législation que dans les mœurs, cette assimilation entre l'agriculture et le commerce n'est pas encore réalisé chez nous, et nous voyons là une des causes du peu de succès du warrant agricole et plus généralement de la stagnation rurale : la meilleure preuve que nous puissions donner de cette assertion est que s'il est une région en France, où le warrantage ait trouvé droit d'asile, c'est précisément le Midi où les viticulteurs warrantent leurs vins ; or les produc-

teurs de cette région, avec leurs chaix immenses, véritables magasins, leurs procédés mécaniques de fabrication, la publicité à laquelle ils ont recours, les courtiers qui leur servent d'intermédiaires sont plutôt de véritables industriels que des cultivateurs.

C'est donc, à notre sens, la fonction commerciale qui doit créer et faire vivre cet organe nouveau qu'est le warrantage.

Développer cette fonction dans le domaine agricole par une série de mesures appropriées, rapprocher juridiquement les agriculteurs des commerçants : telles sont les directives dont il faut s'inspirer pour ouvrir des voies larges au warrantage.

Les mœurs en se transformant d'elles-mêmes sous la poussée d'une réforme législative radicale ne manqueront pas de faire le reste.

*
* *

Comment commercialiser l'agriculture ?

La question peut s'entendre dans deux sens différents. On peut comprendre qu'il s'agit d'étudier les moyens d'appliquer à l'agriculture les méthodes commerciales et les procédés industriels. Cette commercialisation technique est affaire de l'ingénieur agricole ; mais il est une autre commercialisation qui a trait, celle-là, à l'assimilation juridique des opérations de l'agriculteur aux opérations du commerçant et qui entre ainsi dans le domaine du juriste.

Que la commercialisation technique appelle la commercialisation juridique, c'est là une vérité que le législateur a négligé quelque peu de retenir, sans doute par un respect exagéré de cet esprit de routine du paysan, auquel nous faisons allusion tout à l'heure. Bien entendu l'application du droit commercial en matière d'engagements agricoles n'irait pas sans troubler parfois des habitudes centenaires, mais il est à croire cependant que l'assimilation serait rapide. Il n'y aurait pas en effet à compter avec la force d'inertie du cultivateur qui ne pourrait pas échapper à l'application d'un droit unique.

Autre chose est en effet de mettre à la disposition de certaines personnes une institution nouvelle — comme le warrantage agricole — et d'imposer à celles-ci une législation d'exception. L'institution, si excellente qu'elle soit, peut être méconnue et délaissée alors que nul ne peut se passer de recourir aux lois.

Les partisans de la commercialisation agricole au point de vue juridique ont élaboré plusieurs théories qu'il est possible de ranger sous trois rubriques ; ce sont :

- A. — La théorie de la commercialisation absolue ;
- B. — La théorie de la commercialisation relative ;
- C. — La théorie de la commercialisation facultative.

Les théoriciens de la commercialisation absolue proposent une assimilation complète entre l'agriculteur et le commerçant ; il faudrait, à leur sens, octroyer au

cultivateur les mêmes prérogatives qu'au marchand et le soumettre par contre aux mêmes obligations et aux mêmes pénalités. « Les agriculteurs, disent-ils, ne sont-ils pas des commerçants quand ils vendent améliorés des produits achetés précédemment ? Ne sont-ils pas des industriels quand ils transforment les uns des bestiaux maigres en bestiaux gras, les autres des engrais et des matières diverses en produits agricoles ? Ils sont aussi capables de comprendre le mieux de leurs intérêts que l'épicier ou le forgeron de leur village, et ils n'ont pas plus besoin qu'eux de la protection énervante du droit civil ; si l'on constate au début quelques imprudences, elles seront rares et isolées et ne tarderont pas à disparaître à mesure que s'achèvera leur éducation commerciale. »

Les partisans de cette théorie font aussi grand état d'une expérience ingénieuse tentée en 1866 dans la Nièvre par M. Giraud, alors directeur de la succursale de la Banque de France à Nevers et secrétaire général de la Société d'agriculture du département. M. Giraud décida, à cette époque, la Banque de France à accepter comme effets de commerce le papier des éleveurs nivernais à la condition que les billets, tous payables à 90 jours, fussent signés par deux cultivateurs et endossés, par un « négociant patenté *justiciable du tribunal de commerce* » (1). M. Giraud a

(1) Aux termes de l'article 637 du Code de commerce, la juridic-

évalué à 140 millions les fonds qu'il lui fût ainsi possible de donner en dix ans aux agriculteurs de la Nièvre et à 25 millions au moins le bénéfice qu'il permit à ses clients de réaliser. « L'expérience n'est-elle pas concluante, remarquent les promoteurs du système, cette commercialisation du crédit de l'agriculteur, à laquelle réussit M. Giraud parce que ceux à qui il s'adressait comprirent sans peine l'avantage qu'ils y trouvaient, n'a-t-elle pas réussi, au lieu des désastres dont on menaçait l'agriculture si elle entrait dans cette voie, à lui donner au contraire un plus grand développement dans ce département privilégié (1) ? »

En dernière analyse, toutes les théories sur la commercialisation absolue tendent :

1° A donner aux juridictions commerciales compétence pour les billets à ordre souscrits par les agriculteurs.

2° A soumettre les cultivateurs au régime de la faillite.

tion consulaire doit connaître des billets à ordre portant en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants. Encore faut-il — d'après une jurisprudence bien établie — pour qu'un billet ainsi souscrit ait la vertu d'attirer le souscripteur non négociant devant le tribunal de commerce, que le signataire commerçant ait souscrit ou endossé le titre « pour raison de son négoce ». C'est à cette dernière condition que fait allusion l'expression empruntée à M. Giraud « négociant patenté justiciable du tribunal de commerce ».

(1) Cf. Bar, *op. cit.*, p. 63.

3° A les astreindre à l'obligation de tenir des livres de commerce.

Il est incontestable que la compétence des tribunaux consulaires permettrait aux banques d'ouvrir plus largement leurs caisses à l'agriculteur ; les établissements de crédit, en effet, apprécient beaucoup la simplicité et la promptitude de la procédure commerciale, et s'ils refusent souvent leur crédit aux cultivateurs ou ne l'accordent qu'à des conditions onéreuses, c'est qu'ils n'ont pas contre eux les mêmes facilités d'exécution qu'à l'égard du commerçant. Les banquiers ne sont-ils pas d'ailleurs eux-mêmes des commerçants qui s'accommodent mal des lenteurs de la procédure civile, lesquelles peuvent porter le trouble dans leurs propres affaires.

Les deux autres effets de la commercialisation absolue : soumission au régime de la faillite et obligation de tenir des livres de commerce sont plus critiquées ; ceux-là mêmes qui voient une source de progrès pour le crédit agricole dans l'assimilation du cultivateur au commerçant reconnaissent les difficultés d'application de ces deux conséquences ; en ce qui concerne la faillite, si « la succession des recettes et des paiements à laquelle est habitué le négociant lui permet de rembourser une dette sans attendre les produits du capital emprunté, il n'en est pas de même du cultivateur pour qui la révolution du capital est particulièrement lente et qui est obligé d'attendre son dernier avatar pour le

retrouver sous la forme d'argent ; s'il n'a pas, le jour même de l'échéance, l'argent qu'il devait compter à son créancier, il ne faut pas en conclure que sa ruine est prochaine, ni qu'il est insolvable, et par suite lui enlever l'administration de ses biens qui sans lui deviendraient improductifs (1) ; quant à l'obligation de tenir ses livres de commerce, il n'est pas nécessaire de démontrer qu'elle ne pourrait être, présentement au moins, que complètement méconnue ; mais ne l'est-elle pas autant par les petits commerçants des campagnes ?

Ce sont de telles considérations qui ont suscité le système de la commercialisation relative, dont l'économie consiste simplement à soumettre à la procédure consulaire les engagements de l'agriculteur sans astreindre ce dernier au régime de la faillite non plus qu'à l'obligation de tenir des livres de commerce.

Plus modeste que le précédent, ce système nous paraît trop attendre d'une réforme exclusivement judiciaire ; sa conception ne nous semble pas assez hardie pour amener ce revirement de mœurs indispensable aux progrès de l'agriculture dans notre pays.

Reste le troisième système proposé : celui de la commercialisation facultative, qui est basé sur la distinction des cultivateurs en deux grandes catégories : d'une part les propriétaires ou exploitants de vastes domaines, aux allures d'industriels, qui appliquent à la cul-

(1) Cf. Bar., *op. cit.*, p. 69 et suiv.

ture les méthodes scientifiques, et d'autre part les petits producteurs qui, par routine ou par nécessité, suivent les errements anciens et récoltent moins pour la vente que pour subvenir à leurs besoins personnels et à ceux de leur famille. Aux premiers seuls les règles du droit commercial seraient utiles et appliquées, les seconds, au contraire, auraient encore besoin d'être protégés par les dispositions du droit et de la procédure civils.

Quant à la répartition des ressortissants dans leurs classes respectives, elle serait faite d'après la volonté des intéressés qui auraient le droit absolu de requérir ou non leur inscription sur « un registre de commercialité » tenu soit à la mairie, soit au greffe de paix du chef-lieu de canton, et de cette inscription résulterait pour l'agriculteur la qualité de commerçant avec ses obligations et ses prérogatives.

Le système est ingénieux ; il a fait ses preuves en Espagne et au Portugal et dans plusieurs pays de l'Amérique latine ; toutefois nos préférences vont au système plus radical de la commercialisation absolue. Pour être efficace, nous le répétons, il ne faut pas qu'une réforme s'offre au paysan et sollicite une adhésion qu'il hésitera longtemps ou toujours à lui donner, il est nécessaire qu'elle s'impose à lui, et ce n'est point méconnaître la liberté ni faire œuvre de mauvaise politique que de chercher à être utile aux cultivateurs malgré eux.

■
* *

D'aucuns nous diront peut-être : « Les produits susceptibles d'être engagés respectivement par les agriculteurs d'une part et les commerçants ou les industriels d'autre part, diffèrent généralement de nature. Alors que les marchandises du négociant sont pour la plupart peu encombrantes ou représentent une grande valeur sous un faible volume, comme la soie, le drap, l'alcool, les métaux précieux... etc., les produits dont le cultivateur peut disposer, tels que vin, blé, fourrages... etc., nécessitent de vastes locaux ; ils sont en outre d'un transport plus difficile et leur conservation demande des soins spéciaux parce qu'ils sont sujets à des causes de détérioration plus nombreuses ; de ce fait, pour ceux qui déniaient toute valeur au gage sans déplacement, le syllogisme suivant s'impose : le warrantage, pour constituer une garantie efficace, ne peut aller sans dessaisissement, or la mise en entrepôt des produits de culture est pratiquement impossible, donc le warrantage agricole ne constituera jamais une garantie efficace et partant ne saurait rendre aucun service. »

C'est manifestement exagérer les faits que de vouloir créer une distinction aussi nette entre les marchandises du négociant et les récoltes du cultivateur et de prétendre que seules les premières supportent le déplacement. Il suffit d'entrer dans un magasin général pour se rendre compte que les produits agricoles comme

l'huile, les grains... etc., y tiennent une large place (même à côté d'objets beaucoup plus encombrants comme des meubles meublants) et se convaincre ainsi que quel que soit leur volume, les produits peuvent toujours être et sont pratiquement mis en entrepôt.

Ce n'est point la difficulté du transport qui empêche le déplacement des récoltes, mais bien plutôt sa durée et sa cherté. Si donc les magasins généraux étaient moins éloignés des centres de production, nous pensons que les agriculteurs auraient été plus facilement amenés à en tirer parti (1).

Bien plus, il est permis de penser que la création de magasins généraux, spécialement destinés aux agriculteurs et aménagés en vue de la réception de leurs produits, rendraient les plus grands services aux habitants des campagnes parce que leur établissement répond à un besoin qui n'est pas sans se manifester d'originale façon : nous voulons parler du besoin de coopération et de l'utilité qu'il y a pour les agriculteurs à traiter en commun leurs récoltes comme commencent à le faire les propriétaires récoltants du Midi de la France.

On a créé depuis quelques années (1905) principalement dans les Pyrénées-Orientales, l'Hérault et le Gard (à Aigues-Mortes et à Estagel (2) par exemple), des so-

(1) Cf. *suprà*, p. 84.

(2) Nous devons les renseignements qui suivent sur les caves coopératives à M. Gairaud, greffier de paix à Béziers, et à M. Torreilles-Augusty, trésorier du conseil d'administration de la Société

ciétés coopératives de vignerons, qui ont acquis les caves et le matériel nécessaires pour vinifier en commun la vendange de leurs membres et fournir directement aux consommateurs, sans intermédiaires, les vins dont ceux-ci ont besoin. Les sociétaires apportent chaque année leurs raisins à la cave commune, le vin est fait selon les meilleures méthodes connues et chaque coopérateur a droit à un nombre d'hectolitres proportionnel à la quantité de raisins par lui apportée, généralement un hectolitre par 150 kilogs de vendange : les excédents sont au profit de la cave commune ; le vin ainsi réparti reste néanmoins dans les chaix coopératifs où il est vendu, suivant les statuts spéciaux de chaque association, soit par les soins du conseil d'administration, soit par chaque sociétaire individuellement. Quant aux bénéfices que réalise la société en vendant pour son compte les excédents qui lui sont acquis, ils sont employés d'abord à payer les frais de vinification et le surplus en est réparti entre les sociétaires au prorata de leurs apports de raisins.

On comprend tous les avantages que retire le viticulteur de ces organisations : il profite d'un outillage moderne et bien entretenu qui lui assure un plus grand rendement, il voit la qualité de son vin devenir bien meilleure par suite de la supériorité des méthodes em-

coopérative vinicole d'Estagel (Pyr.-Orient.), que nous tenons à remercier ici. — Cf. aussi *Lyon Républicain*, n° du 1^{er} novembre 1913.

ployées, il réalise de notables économies grâce à la mise en commun du matériel et de la vaisselle vinaires, et il bénéficie le plus souvent de concours très compétents et très éclairés.

A côté de ces avantages, ce qu'il faut retenir pour notre sujet, c'est qu'afin d'éviter le fléchissement des cours produit généralement par des ventes précipitées, certaines caves coopératives, tout comme les magasins généraux du commerce, avancent, à un taux modique, à leurs sociétaires jusqu'à 50 0/0 de la valeur de leur part de récolte, et ces prêts sont garantis au moyen d'un warrant vraiment efficace, puisqu'il comporte dessaisissement.

N'y a-t-il pas une relation étroite entre ces établissements coopératifs qui reçoivent les récoltes, les transforment, assurent la conservation des produits, font des avances sur warrants à leurs sociétaires et les magasins généraux qui acceptent le dépôt des marchandises, les manutentionnent et prêtent sur nantissement aux déposants ?

L'essor pris par les caves coopératives nous paraît un sûr garant du succès que remporteraient les magasins généraux agricoles, où propriétaires et fermiers pourraient entreposer et vendre en commun leur blé, leurs céréales, leurs fourrages et en général tous les produits de leurs exploitations et en outre obtenir des avances sur des gages dont le créancier n'aurait plus à craindre la disparition.

L'idée d'ailleurs est loin d'être nouvelle, elle fait le fond de la proposition de loi sur les docks-greniers, présentée à la Chambre des députés par MM. Martinon et Méline le 3 décembre 1891. Le projet tendait à la création de magasins agricoles spéciaux appelés « docks-greniers » où les agriculteurs auraient pu entreposer leurs grains en échange d'un titre négociable. Ces docks différaient à deux points de vue des magasins généraux ordinaires. Dans les magasins généraux, les marchandises sont spécialisées, individualisées, de telle sorte qu'il ne peut y avoir confusion entre les différents dépôts : le minotier qui a déposé 50 sacs de farine à sa marque ne pourra jamais retirer que les mêmes sacs dont l'identité sera déterminée au moyen des énonciations du récépissé. Dans les docks-greniers, au contraire, les dépôts auraient cessé d'être individualisés ; au lieu d'être classés au nom du déposant, les grains auraient été répartis en un certain nombre de séries suivant des types déterminés par la chambre de commerce ; dans chaque série les grains auraient été mélangés entre eux, ce qui eût permis une notable économie sur les frais de manutention. Les auteurs du projet, s'autorisant des résultats obtenus en Amérique où les docks-greniers fonctionnent sous le nom d'elevators, déclaraient que la conservation et la manutention des grains déposés ne devaient pas entraîner une dépense supérieure à 0 fr. 03 par hectolitre et par période de dix jours, de sorte que pour une durée de six mois le magasinage d'un hectolitre de blé n'eût coûté que 0 fr. 54.

La deuxième différence était relative au titre représentatif des produits engagés. Nous avons vu dans un chapitre précédent que les magasins généraux délivrent un titre double comprenant un récépissé et un warrant, et nous avons indiqué les avantages que comportait le dédoublement. Dans le système des docks-greniers de MM. Martinon et Méline, le déposant ne devait recevoir qu'un titre unique détaché d'un registre à souche et appelé « certificat de dépôt », lequel eût porté le nom et la profession du titulaire, la nature des grains entreposés, le numéro du coffre de dépôt, la valeur de la marchandise déterminée par la commission de classement au cours du jour du dépôt, la date de ce dépôt et la signature de l'entrepositaire.

Ce titre n'eût servi qu'à la mise en gage, la vente étant réservée au déposant qui n'aurait pu en aucune façon déléguer son droit d'aliéner à des tiers.

Selon les promoteurs du système, les docks-greniers devaient présenter des avantages nombreux : au point de vue commercial ils permettaient la suppression des ventes sur échantillons, causes de tant de mécomptes et de contestations ; au point de vue militaire ils donnaient à l'administration de la guerre, à la disposition de laquelle ils devaient être mis, la facilité de se rendre un compte exact des approvisionnements sur lesquels

(1) *J. off.*, 1891, *Doc. parl.* Chambre des députés, annexe 1772, p. 2887.

elle pouvait compter et évitaient beaucoup de transports sur route au moment de la mobilisation ; enfin, au point de vue agricole, ils étaient à même de rendre, tant pour la vente que pour l'emprunt, de nombreux services aux cultivateurs.

Ce projet sans doute ne manquait pas de défauts, — qu'il nous suffise de signaler celui inhérent à l'unité de titre dont nous avons fait entrevoir les fâcheuses conséquences, — mais nous pensons que l'idée elle-même était juste et qu'elle mériterait d'être reprise (1) ; à notre avis, sa mise en œuvre donnerait des résultats intéressants si le législateur, en remettant la proposition à l'étude, s'inspirait à la fois de la législation des magasins

(1) On reprochait principalement à la proposition Martinon :

1^o De tendre à la création d'établissements qui feraient double emploi avec les magasins généraux.

2^o De favoriser l'accaparement des blés.

Ces deux objections paraissent plus spécieuses que fondées.

En ce qui concerne la question du double emploi, les faits démontrent qu'un tel inconvénient n'est pas à craindre puisque les cultivateur n'usent pas des magasins généraux du commerce qui ne sont pas à leur portée et n'ont pas en général été aménagés pour leurs besoins. Quant à l'accaparement, nous ne voyons guère comment les docks pourraient le faciliter ; outre la difficulté pour le spéculateur de réunir un nombre assez considérable de récépissés pour être maître du marché, les dépôts dans les docks ne représenteront jamais toute la récolte du pays, d'autre part la concurrence étrangère rendra toujours bien difficile le trust des blés. D'ailleurs le reproche était d'autant plus injuste à l'égard du système de M. Martinon que le projet ne créait pas de récépissés mais seulement un certificat de dépôt ne permettant que d'engager les marchandises, le droit de vendre ne pouvant pas être délégué à un tiers par le déposant.

généraux et des enseignements donnés par les manifestations de plus en plus nombreuses de la coopération paysanne.

En d'autres termes, il apparaît qu'il y a place dans notre pays pour de vastes établissements, créés dans les grands centres ruraux où les agriculteurs viendraient entreposer leurs récoltes contre remise d'un récépissé et d'un warrant à ordre, où ces récoltes pourraient être vendues en commun, et où elles subiraient les traitements et les transformations appropriés. Chacun de ces magasins agricoles recevrait bien entendu des aménagements spéciaux suivant la production prépondérante du pays où il serait installé, sans toutefois être fermé aux autres produits et pourrait consentir, comme les coopératives agricoles et les magasins généraux du commerce, aux déposants qui en feraient la demande, les avances dont ceux-ci ont besoin pour préparer leur récolte prochaine.

CHAPITRE II

WARRANTS AGRICOLES ET WARRANTS-RÉCÉPISSÉS.

Les warrants agricoles et les warrants-récépissés diffèrent les uns des autres à plusieurs points de vue. Tout d'abord, et d'une façon générale, ils ne constatent pas des engagements de même nature juridique. Alors que le warrant-récépissé, comme nous le verrons au chapitre suivant, peut avoir trait tantôt à un engagement civil et tantôt à un engagement commercial, le warrant agricole souscrit par un cultivateur est toujours relatif à un engagement civil. On serait tenté de déduire de cette différence que si les juridictions consulaires peuvent partager avec les juridictions civiles la connaissance des contestations auxquelles peuvent donner lieu les warrants commerciaux, les tribunaux civils peuvent seuls trancher les différends relatifs aux warrants agricoles, abstraction faite toutefois de la compétence spéciale réservée aux juges de paix par les lois de 1898 et de 1906. A notre avis il en va autrement. Comme nous l'expliquerons plus loin, nous reconnaissons en effet que le warrant agricole n'est pas autre chose qu'un billet à ordre, il nous paraît dès lors logique de lui appliquer l'article 637 du Code de commerce, aux termes duquel le tribunal consulaire doit connaître des billets à ordre

portant « en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non-négociants » (1) ; il n'est pas impossible que le warrant agricole, titre à ordre, ait été endossé par un commerçant pour les besoins de son négoce et, le cas échéant, la connaissance des contestations pouvant s'élever à son sujet sera de la compétence des juridictions commerciales.

Les deux warrants diffèrent encore en ce qui concerne leur délivrance ;

Le warrant commercial, comme nous l'avons vu, est remis à un déposant par un dépositaire ; il est retiré d'un livre à souche et il constitue un titre double : warrant proprement dit et récépissé ; le warrant agricole au contraire, depuis la loi du 30 avril 1906, n'est plus séparé d'un talon, il n'est point remis par un dépositaire, enfin il constitue le plus souvent un titre simple qui joue le rôle unique de bulletin de gage : il n'y a lieu, en effet, à délivrance d'un récépissé qu'au cas exceptionnel où les produits engagés ont été confiés à un tiers.

Ces différences de forme relatives à la délivrance du titre sont d'ailleurs de peu d'importance, celles ayant trait à leur endossement et à la publicité à donner à ces endossements méritent de retenir un peu plus longuement notre attention.

Warrants agricoles et warrants récépissés sont, nous l'avons dit, des titres à ordre, transmissibles par endos-

(1) Cf. *suprà*, p. 121, note. — Cass., 20 décembre 1847, S. 48.1.241.

sement, c'est-à-dire au moyen d'une simple mention signée du cédant ; cet endossement dans les deux cas comporte une publicité spéciale, il doit être transcrit, suivant qu'il s'agit d'un warrant-récépissé ou d'un warrant agricole, au magasin général ou au greffe de paix émetteurs, mais tandis que, en matière de warrants agricoles, une telle publicité est rigoureusement obligatoire pour chaque endossement, quel que soit son rang, elle n'est imposée que pour le premier et demeure facultative pour les autres quand il s'agit de warrants-récépissés.

L'exposé des motifs de la loi de 1858 explique de la façon suivante l'utilité de la transcription des warrants-récépissés au sens des auteurs du projet : « Quant à l'endossement du bulletin, pour se conformer aux principes, il faut en prescrire la transcription ; il est en effet un acte de nantissement, et dans le plus grand nombre de cas, il a lieu entre commerçants résidant dans la même place, or l'article 95 du Code de commerce exige que quand le prêt sur nantissement a lieu entre négociants, ayant la même résidence, l'acte de nantissement soit enregistré, la date ne lui paraît pas suffisamment établie par les livres et la correspondance. Régulièrement il faudrait donc l'enregistrement de l'endossement, la transcription sur les registres du magasin en tient lieu et a les mêmes effets. » Les promoteurs de la loi de 1858 voyaient donc simplement dans la formalité de la transcription l'équivalent de l'enre-

gistrement exigé pour la validité de la constitution du gage à l'égard des tiers, or la loi du 23 mai 1863 a supprimé la nécessité de l'enregistrement en matière de nantissement commercial, une logique brutale aurait donc dû conduire à écarter la transcription du warrant chaque fois que le nantissement pouvait être considéré comme commercial. La Cour de Paris (1), avec raison, a refusé de faire sienne une telle déduction.

C'est qu'en effet la nécessité de la transcription de l'endossement du warrant-récépissé procède d'un intérêt supérieur à celui pouvant résulter d'une simple question de date ; il faut que le magasin général soit prévenu que la marchandise est engagée et pour quelle somme elle est engagée si l'on veut pouvoir faire connaître, sans fraude possible, à celui qui achète la marchandise, le montant de la créance garantie et la somme qu'il doit consigner pour obtenir livraison de l'objet de son acquisition, d'autant qu'une jurisprudence constante décide que les marchandises déposées dans les magasins généraux peuvent être frappées de saisie-arrest de la part des créanciers du déposant jusqu'à cette transcription.

Quant aux endossements subséquents, la loi sur les magasins généraux n'exige pas leur transcription, et cela s'explique aisément si l'on veut bien se rappeler la pensée qui, d'après les travaux préparatoires, a inspiré

(1) Paris, 1^{er} décembre 1866, S. 67.2.65.

le législateur, car une fois le warrant détaché et endossé pour une somme déterminée, il n'est plus possible, — en principe, — d'augmenter l'impignoration, dès lors la somme consignée sera toujours suffisante pour désintéresser le gagiste ; au surplus le porteur du warrant commercial n'est pas, comme le porteur du warrant agricole, contraint de recevoir un paiement anticipé : la consignation à l'administration du magasin général devant toujours être du principal dû avec les intérêts jusqu'à l'échéance, il en résulte que ce porteur n'a pas à craindre une perte de fruits par chômage du capital, et, apparemment du moins, n'a pas à préférer un remboursement en mains propres à une consignation.

Une autre idée a dirigé les législateurs de 1898 et de 1906 quand ils ont prescrit la transcription de tous les endossements du warrant agricole ; ils ont voulu simplement ménager au souscripteur primitif, désireux de rembourser son créancier, le moyen de connaître celui-ci. Contrairement à ce qui a lieu pour les warrants-récépissés, le porteur du warrant agricole est en effet à la merci de son débiteur en ce qui concerne le remboursement, qui peut être fait, à la volonté de ce dernier, soit amiablement, soit par voie d'offres réelles et de consignation ; il est donc de toute nécessité que ce porteur soit connu de celui à qui il incombe de le désintéresser ; la transcription constitue ce moyen de publicité indispensable.

Enfin, toujours au sujet de la transcription de ces endossements, il est une petite différence de forme à signaler : la transcription sur les registres du magasin général est faite sur présentation du titre ; pour le warrant agricole elle est opérée sur requête adressée au greffier par lettre recommandée contenant les énonciations utiles.

Si, en principe, le warrantage agricole ne comporte pas de récépissés, nous savons que, exceptionnellement, un titre de cette sorte est remis au warranteur quand les produits sont confiés aux soins d'un tiers, particulier ou syndicat agricole ; le récépissé émanera, alors, bien entendu, non pas du greffier mais du dépositaire.

Pas plus que la loi sur les magasins généraux, les textes législatifs concernant les warrants agricoles ne s'occupent de la transcription de ce récépissé. Aussi bien, en matière commerciale, s'est-il introduit une pratique abusive qui consiste à endosser le récépissé à titre de gage au lieu de se servir du warrant ; cet usage a pour but de permettre au dépositaire qui a négocié son warrant pour une somme sensiblement inférieure à la valeur des objets déposés, de tirer parti de la différence, autrement que par une vente.

La doctrine s'est occupée de cette pratique et s'est demandé si dans ce cas le premier endos du récépissé ne devait pas être soumis à la formalité de la transcription.

Les opinions sont divergentes ; nous pensons, comme

M. Lyon-Caen, que la loi du 28 mai 1858 n'ayant indiqué qu'une forme de constitution de gage, — celle pour laquelle il est fait usage du warrant, — il faut la considérer comme restrictive et tenir pour irrégulière, de quelque formalité qu'elle soit accompagnée, toute impignoration réalisée au moyen du récépissé (1).

Pareille question ne se pose pas en matière de warrant agricole, puisque le warranteur a toute latitude — sous le bénéfice de certains avertissements à donner — pour constituer plusieurs warrants sur les mêmes récoltes. Si malgré cette facilité l'usage s'introduisait d'endosser à titre de gage les récépissés de dépôt, nous pensons qu'un tel endossement serait inopposable aux tiers qui auraient intérêt à méconnaître le gage ainsi constitué, alors même que cet endossement aurait été transcrit au greffe, récépissés commerciaux et récépissés agricoles étant à tenir pour égaux devant les sanctions qu'engendre la méconnaissance de la loi.

Les porteurs de warrants agricoles et les porteurs de warrants-récépissés sont à peu près dans la même situation au point de vue des droits qui leur sont conférés sur les objets warrantés en cas de non-paiement à l'échéance ; ils peuvent les uns et les autres faire procéder à une vente par justice, huit jours après avoir mis leur débiteur en demeure de se libérer.

La procédure organisée par les législateurs de 1898

(1) Cf. Lyon-Caen, *Revue commerciale*, *Revue critique*, 1881, p. 29.

et de 1906 pour la réalisation judiciaire des produits engagés est, comme nous l'avons vu, à peu près la même que celle établie par la loi de 1858 à l'égard des warrants commerciaux, sauf à remplacer le protêt par un avis préalable sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception ; les droits des porteurs sur le prix de l'adjudication des produits warrantés et leur recours contre les endosseurs en cas d'insuffisance de ce prix sont réglés dans les deux cas de façons analogues, et ce serait tomber dans des redites que de signaler les différences qui les peuvent séparer et dont la principale a trait à la faculté donnée au porteur d'un warrant agricole de recourir immédiatement contre les endosseurs, à défaut de paiement à l'échéance, sans avoir à discuter préalablement le gage. Toutefois il faut rappeler que si le porteur du warrant commercial perd son recours contre les endosseurs en ne faisant pas procéder à la vente de la marchandise dans le mois qui suit la date du protêt (Loi du 28 mai 1858, art. 9, dernier alinéa), pareille échéance n'est point encourue par le porteur du warrant agricole, qui a régulièrement dénoncé aux endosseurs le défaut de paiement, aucun délai ne lui ayant été imposé par la loi de 1906 pour réaliser le gage.

Les deux titres — warrants-récépissés et warrants agricoles — jouissent enfin des mêmes prérogatives en ce qui concerne leur acceptation à l'escompte, l'un et l'autre bénéficient de la dispense d'une signature, mais en fait ils sont loin d'être acceptés avec la même faveur

par les établissements de crédit. Alors que les warrants commerciaux sont reçus facilement à l'escompte, surtout quand ils portent la signature d'un commerçant notable de la place, parce qu'en définitive le banquier escompteur n'a à envisager que comme une hypothèse des moins probables la vente forcée du gage — à quoi, nous l'avons vu, les banques se résolvent difficilement. — Il n'en est pas de même pour le warrant agricole, ce dernier est reçu presque uniquement par les sociétés locales ou régionales de crédit agricole et pratiquement — à l'exception peut-être de la Banque de France — les grands établissements de crédit ne le connaissent pas ; il en résulte pour ce papier agricole une difficulté de circulation toute spéciale. D'aucuns, en effet, considèrent — avec assez de raison apparente — cette réserve des grandes banques comme une marque de défiance et, l'exemple venant de haut, les petits capitalistes s'abstiennent de recevoir une valeur, à laquelle les guichets du banquier sont aussi peu largement ouverts.

Une dernière différence, plus apparente que réelle, sépare enfin les warrants agricoles des warrants-récépissés.

Nous savons que, dans le cas où l'agriculteur emprunteur est non pas propriétaire ou usufruitier du fonds, mais simplement fermier ou métayer, la loi de 1906 — comme le faisait d'ailleurs celle de 1898 — lui impose l'obligation de donner avis à son propriétaire du montant de l'emprunt qu'il se propose de contracter, et

que ce propriétaire peut s'opposer au warrantage s'il lui est dû des fermages échus. Pareille disposition n'existe pas dans la loi de 1858 sur les magasins généraux. Si la délivrance du warrant-récépissé n'est jamais subordonnée qu'au dépôt des marchandises, il ne faut pas croire cependant qu'un bailleur est fatalement désarmé en face du warrantage des récoltes de son fermier dans un magasin général. Le législateur n'a pas été assez peu logique — comme on l'a pensé et écrit quelquefois — pour faire qu'un cultivateur pût warranter ses récoltes dans des magasins généraux en se dispensant de tout avertissement à son propriétaire, alors que s'il eût usé du warrantage organisé par la loi de 1906, il n'aurait pu se passer du consentement de son bailleur qu'avec l'agrément du prêteur et aux risques et périls de ce dernier.

Ceux qui croient à cet illogisme légal méconnaissent les articles 1767 et 2102-1°, § 5 du Code civil qui donnent au bailleur de fonds rural le droit d'exiger du fermier l'engrangement des récoltes dans les locaux de la ferme et la faculté de reprendre pendant quarante jours entre les mains des tiers, même de bonne foi, tous les biens meubles faisant partie de son gage lorsqu'ils ont été déplacés sans son consentement.

De l'application de ces textes il résulte que le propriétaire peut efficacement s'opposer au dépôt des récoltes de son fermier dans un magasin général. Néanmoins, une fois ce dépôt réalisé, nous pensons que la situation de l'endossataire du warrant com-

mercial portant ainsi sur des récoltes qui n'eussent pas dû sortir de la ferme sans l'agrément du bailleur, est moins désavantageuse que celle de l'endossataire d'un warrant agricole constitué au mépris des droits du propriétaire. — Ce dernier n'a en mains qu'un titre sans valeur — l'avertissement au propriétaire étant considéré par la majorité des auteurs comme une condition essentielle de la validité du warrant agricole ; — le premier au contraire, en excipant de sa bonne foi jointe à une situation qu'il peut présenter comme analogue à celle prévue par l'article 2180 du Code civil, serait, selon nous, fondé à prétendre à être indemnisé par le propriétaire qui voudrait reprendre les produits déposés ; d'autre part, il pourrait encore répondre à la prétention de ce propriétaire en établissant qu'il reste dans les lieux loués assez de meubles pour garantir la créance de ce dernier (1), alors qu'un tel moyen ne saurait être accordé au porteur d'un warrant agricole.

Enfin le délai pendant lequel le propriétaire peut exercer sa revendication — quarante jours à compter de l'enlèvement des récoltes — est relativement court, et ce laps de temps une fois passé, l'endossataire du warrant commercial n'a plus rien à craindre du bailleur ; il n'en est pas de même pour le porteur d'un warrant agricole constitué en fraude des droits du propriétaire, son titre étant nul de droit.

(1) Lyon, 28 mai 1894, D. 93.2.240 ; Besançon, 21 mai 1897, D. 98.2.127.

CHAPITRE III

NATURE JURIDIQUE DE LA SURETÉ ET DES TITRES.

SECTION I. — En matière de warrants-récépissés.

Il n'y a pas de controverse possible sur la nature juridique de la sûreté dont profite le porteur d'un warrant commercial : c'est, à n'en pas douter, un gage ; il suffit de se rappeler les conditions essentielles de l'impignoration pour se rendre compte que, manifestement, elles se trouvent toutes réunies dans l'opération de warrantage dans un magasin général, effectuée accessoirement et à titre de garantie d'une obligation.

D'après MM. Aubry et Rau (*Cours de droit civil*, t. IV, pp. 699 et suiv.), les conditions essentielles d'existence du gage sont :

1° Le consentement des parties.

2° La remise au créancier ou à un tiers convenu d'un objet mobilier susceptible d'être vendu ou cédé.

3° Et l'intention d'assurer à ce créancier un droit de préférence sur l'objet affecté en garantie (1).

(1) Il ne faut pas confondre les conditions d'existence du gage avec les règles imposées pour sa constatation, comme par exemple la rédaction d'un écrit. Ces dernières n'affectent pas la nature du

La première et la troisième de ces conditions n'appellent pas de commentaires ; en matière de warrantage commercial leur réalisation est toujours suffisamment constatée par l'endossement du bulletin de gage ; quant à la deuxième, elle est assurée par le magasin général lui-même qui joue le rôle de tiers détenteur, comme nous l'avons expliqué dans la première partie de cette étude.

Mais la sûreté elle-même qu'est le gage peut revêtir deux aspects différents : elle est tantôt civile et tantôt commerciale, et on peut se demander quel est, de ces deux caractères, celui qui s'applique au warrantage effectué avec le concours des magasins généraux. D'aucuns pourraient être tentés de croire — ceux-là surtout qui font leur la théorie suivant laquelle les magasins généraux ne sont ouverts qu'aux seuls commerçants et industriels — que le warrantage opéré grâce aux magasins généraux ne peut constituer autre chose qu'un gage commercial, puisqu'il a tout naturellement pour objet des marchandises.

Pour nous, qui pensons que les magasins généraux sont ouverts à toute personne même non commerçante, la nature commerciale ou civile du contrat accessoire qu'est la constitution du warrant et de la garantie qui en résulte est à déterminer par le caractère de l'obligation principale.

contrat ou de la garantie qui en résulte, mais seulement sa validité à l'égard des tiers.

S'agira-t-il de garantir au moyen de l'endossement du warrant un prêt civil, toute l'opération demeurera purement civile ; s'agira-t-il au contraire d'assurer par exemple, de la même manière, à un négociant en gros, le remboursement de sa créance contre un commerçant au détail pour livraison de marchandises, l'opération sera entièrement commerciale.

En d'autres termes, nous croyons qu'il n'est aucune raison pour que la garantie née du warrantage dans les magasins généraux ait toujours, spécifiquement, le caractère de gage commercial, mais que, bien au contraire, il y a lieu de tenir compte pour chaque espèce de la règle générale d'après laquelle le gage emprunte la nature de l'obligation principale dont il est l'accessoire (cf. art. 91 et suiv., C. comm.).

La première des conséquences pratiques à tirer de ce fait est que les différends pouvant surgir *inter partes* pour cause de l'endossement du warrant ou de la réalisation des produits engagés, seront tantôt du ressort des tribunaux de commerce et tantôt de la compétence des tribunaux civils, suivant le caractère commercial ou civil du contrat principal intervenu entre les parties.

Au surplus il est à noter que la profession de commerçant pouvant appartenir aux contractants ou à l'un d'eux, ne saurait être prise en considération qu'à titre de présomption pour fixer le caractère commercial de l'opération, et cette présomption pourra être détruite

tant par la preuve — à la charge du défendeur — que par toutes présomptions contraires ; elle cessera notamment lorsque la cause exprimée ou la cause réelle bien que non exprimée dans l'obligation sera par sa nature tout à fait étrangère au commerce. C'est ainsi, à titre d'exemple, que le transfert d'un warrant, par un négociant à un autre négociant, pour sûreté du prix d'un achat de denrées fait pour son usage ou celui de sa famille, ne devra pas être réputé commercial malgré la profession des intéressés.

*
* *

La question de la nature juridique des titres délivrés par les magasins généraux est plus délicate à résoudre, le problème cependant se ramène à la seule question de savoir si ces récépissés et ces warrants peuvent être qualifiés effets de commerce. La solution à une importance spéciale en matière de faillite à raison des dispositions des articles 446 et 447 du Code de commerce (1).

(1) L'article 446 du Code de commerce décide que « sont nuls et sans effet relativement à la masse, lorsqu'ils auront été faits par le débiteur depuis l'époque déterminée par le tribunal comme étant celle de la cessation de ses paiements ou dans les dix jours qui précèdent cette époque, ... tous paiements soit en espèces, soit par transport, vente, compensation ou autrement pour dettes non échues et pour dettes échues tous paiements faits autrement qu'en espèces ou *effets de commerce*, ... tous droits de nantissement constitués sur les biens du débiteur pour dettes antérieurement contractées » ; et l'article 447 du même Code dispose que « tous autres paiements faits par le débiteur pour dettes échues... pourront être annulés ».

Si l'on considère que les warrants-récépissés constituent des effets de commerce, il faut décider logiquement que l'endossement de ces titres, effectué par le débiteur pendant la période suspecte et en paiement de dettes échues, ne sera nul qu'autant qu'il apparaîtra aux juges que cette nullité doit être prononcée ; si, au contraire, on admet que ces titres ne peuvent pas être qualifiés effets de commerce, le pouvoir d'appréciation du juge disparaît, l'endossement est frappé d'une nullité de droit sous la seule condition pour la masse des créanciers de prouver que cet endossement existe et qu'il se place, quant à sa date, pendant la période suspecte.

La théorie qui nous paraît à ce sujet la plus rationnelle et qui repose d'ailleurs sur la jurisprudence la plus constante, fait une distinction entre le récépissé d'une part et le warrant proprement dit d'autre part.

Le récépissé ne constitue qu'un certificat de dépôt servant à transférer la propriété des marchandises déposées et à constater le droit réel existant sur celles-ci au profit du bénéficiaire ; s'il peut permettre d'effectuer un paiement, ce paiement ne pourra jamais être considéré comme un paiement en espèces, mais seulement, suivant les cas, comme un paiement en nature ou une *datio in solutum*. Le récépissé n'est pas un papier monnaie, il joue simplement, comme l'a dit d'une façon imagée un jurisconsulte allemand, le rôle d'une clef de magasin passant par les mains de diffé-

rents acheteurs (1). Or tout effet de commerce a nécessairement pour objet une somme d'argent, il en résulte que le récépissé n'est pas un effet de commerce et que sa cession faite à l'époque indiquée par l'article 446 du Code de commerce doit être déclarée nulle de droit comme constituant une dation en paiement prohibée par la loi.

On serait tenté d'objecter, pour justifier la similitude de nature entre les warrants-récépissés et les effets de commerce que les uns et les autres peuvent être l'objet d'un endossement, mais il ne faut pas oublier que ce procédé de transmission s'applique à des valeurs qu'on ne peut certainement pas assimiler à des effets de commerce ; telles sont par exemple les actions d'une société anonyme dont le pacte social a permis le transfert par simple endossement. C'est ainsi que la Cour de cassation, tout en reconnaissant l'analogie existant entre les effets de commerce et les warrants-récépissé, a refusé d'admettre l'identité de nature entre ces deux sortes de titres : « Attendu, dit-elle, que bien qu'assimilés aux effets de commerce par la loi du 28 mai 1858, les récépissés et les warrants délivrés par les magasins généraux, ne remplissent pas cette condition, lorsque dans les dix jours qui ont précédé la faillite un déposant les

(1) *Welche Rechtswerkungen sind an die Indossung von Lagerscheinen zu Knüpfen.* Rapport du Professeur Docteur Cohn au Congrès des jurisconsultes allemands, Berlin, Simion, 1891.

a endossés, ensemble ou séparément, au profit d'un de ses créanciers pour le couvrir d'une dette échue, qu'en effet ils ne transmettent pas alors de créances sur un tiers, les magasins généraux n'étant débiteurs d'aucune somme, mais étant seulement tenus à la représentation des objets déposés, et d'autre part le déposant restant seul débiteur du bénéficiaire de ce premier endos ; attendu qu'une semblable négociation..... constitue un paiement en marchandises frappé de nullité par l'article 446 du Code de commerce (1). »

La solution est la même, que le récépissé soit endossé seul ou réuni au warrant, car ce dernier titre ne joue un rôle spécial qu'autant qu'il est détaché du récépissé. Mais *quid* du warrant endossé seul ?

La théorie que nous exposons accorde au warrant circulant séparé du récépissé la qualification d'effet de commerce, ce titre n'apparaissant pas alors comme autre chose qu'*un billet à ordre dont le paiement est spécialement garanti par un lot de marchandises*.

Le droit primordial de l'endossataire porte en effet sur une somme d'argent.

Ce sont des espèces que le bénéficiaire est en droit d'exiger comme le porteur d'un billet à ordre ou d'une lettre de change, s'il profite d'une sûreté réelle ayant pour objet des marchandises, cette sûreté, comme toute garantie, n'est qu'un accessoire de l'obligation princi-

(1) Cass., 7 mai 1866, D. 66.1.197.

pale. Le warrant détaché du récépissé est donc véritablement un effet de commerce.

Toutefois il faut se garder d'en conclure, comme l'avait fait la Cour de Grenoble (1) par un arrêt qui fut d'ailleurs cassé par la Cour suprême, que tous les paiements effectués pour dettes échues par endossement de warrant durant la période suspecte ne sont jamais frappés que de nullité facultative dans les termes de l'article 447 du Code de commerce ; il ne faut pas oublier que l'endossement d'un tel titre peut souvent constituer un *nantissement sur les biens du débiteur*, acte frappé de nullité de plein droit, relativement à la masse des créanciers, par l'article 446 du même Code. Aussi bien deux hypothèses peuvent-elles être envisagées :

1° Le débiteur qui a endossé le warrant pendant la période suspecte ne détenait pas en même temps le récépissé, soit qu'il eût négocié déjà ce dernier titre étant encore *in bonis*, soit qu'il eût reçu lui-même le warrant détaché du récépissé.

Dans ce cas l'endossement ne tombe pas sous le coup de l'article 446 du Code de commerce, il n'est frappé que de nullité facultative selon l'article 447 du même Code, car les marchandises engagées ne sont pas dans le patrimoine de l'endosseur et il ne peut y avoir, selon les termes de la loi, « *nantissement des biens du débiteur* ».

(1) Grenoble, 18 décembre 1862, D. 63.2.64.

2° Le débiteur qui a endossé le warrant pendant la période suspecte était porteur du double titre au moment de l'endossement, et il a détaché, pour l'endosser au profit de son créancier, le warrant du récépissé.

Cette hypothèse est incontestablement l'une de celles prévues par l'article 446 du Code de commerce, puisque le débiteur a ainsi engagé sa propre chose ; l'endossement fait dans de semblables conditions est donc nul de droit, et le pouvoir d'appréciation des juges saisis de l'action en nullité disparaît.

Nous concluons donc que seul le warrant séparé du récépissé est un effet de commerce et que les récépissés, soit seuls, soit accompagnés du bulletin de gage, bien que participant à certains égards de la nature de la lettre de change et du billet à ordre sont des titres *sui generis* transmissibles par endossement ; toutefois, à raison de l'analogie évidente existant entre les récépissés des magasins généraux et les effets de commerce il ne faut pas hésiter à appliquer aux uns les règles édictées pour les autres chaque fois qu'un texte spécial fait défaut.

SECTION II. — En matière de warrants agricoles.

Quand il s'est agi de déterminer la nature juridique du warrantage agricole, le rapporteur de la loi du 18 juillet 1898, M. Chastenet, n'a pas cru devoir hésiter

pour assimiler l'opération à la constitution de gage. « Les produits engagés, dit-il dans son rapport (1), ayant leur représentation légale dans le warrant, la remise au créancier de ce titre représentatif peut constituer la tradition qu'exigent les principes en matière de constitution de gage ; en même temps il s'est opéré une sorte de tradition *brevi manu* ou quasi-tradition des produits warrantés eux-mêmes, de telle sorte que le propriétaire de ces produits se trouvera détenir sa propre chose pour le compte du créancier gagiste et à titre de dépositaire avec toutes les conséquences de droit qui en découlent ; à cette tradition, dont le caractère occulte pourrait ne pas suffire à protéger les tiers, s'ajoute une publicité spéciale au registre de la justice de paix où s'inscrivent tous les warrants délivrés. »

Le raisonnement de M. Chastenet, pour original qu'il soit, ne nous semble pas conforme aux principes ; il est incontestable que, dans notre droit actuel, comme dans le droit romain, le contrat de gage se forme par la remise effective de la chose aux mains du créancier ou d'un tiers convenu ; l'explication étymologique de Gaius : *Pignus appellatum est a pugno, quia res, quæ pignori dantur, manu traduntur* (2), conserve toute sa valeur, et on peut dire, selon l'expression du tribun Gary,

(1) Rapport Chastenet. Annexe au procès-verbal de la séance du 3 décembre 1897, Chambre, n° 2869.

(2) Digeste, Liv. I, tit. XVI, *de verborum significatione* ; frag. 238, § 2.

que « la remise de la chose est toujours de l'essence du contrat de gage ». Au surplus cette dépossession doit être non seulement effective mais encore permanente étant donné que l'article 2076 du Code civil décide formellement que « le privilège ne subsiste sur le gage qu'autant que ce gage a été mis et *est resté* en la possession du créancier ou du tiers convenu entre les parties ». Or il est évident que cette dépossession, réelle et permanente, du débiteur au profit du créancier n'est pas réalisée dans le warrantage agricole à domicile, tel qu'il a été organisé chez nous par les lois de 1898 et de 1906.

Le simple endossement d'un titre représentatif des produits warrantés ne peut équivaloir à la remise de la chose et constituer la tradition exigée par les principes, quand les produits eux-mêmes restent à la disposition du débiteur sur ses propres terres ou dans ses propres locaux.

Au vrai, la jurisprudence assimile bien certains faits de tradition simulée à la tradition réelle, par exemple la remise au créancier gagiste des clefs du magasin où se trouvent déposés les objets engagés, mais il faut bien remarquer que dans tous les cas admis par les tribunaux comme valant tradition, le créancier gagiste a la disposition effective de son gage, ce qui n'a pas lieu en matière de warrantage agricole à domicile.

M. Chastenet cite bien, à l'appui de sa thèse, des exemples tirés de notre législation : « Tels sont, dit-il, ceux (les exemples) du débiteur saisi qui peut être constitué

gardien des objets qui sont le gage du poursuivant, du vendeur d'effets mobiliers non payés, lorsqu'ils sont en la possession de l'acheteur, du gage commercial qui, en vertu de la loi du 23 mai 1863, peut être constitué sans tradition par la simple remise du connaissance, de la dation en nantissement des fonds de commerce. »

Mais tous les exemples cités par M. Chastenet sont critiquables, et nulle part mieux qu'ici ne se justifie l'adage latin : *Omnis comparatio claudicat*. Le gage est un contrat qui confère un privilège à l'une des parties, la saisie est une mesure d'exécution qui n'assure au saisissant aucun droit de préférence puisque les biens saisis demeurent le gage de tous les créanciers du débiteur. Quant au privilège du vendeur d'effets mobiliers, il n'est pas basé non plus sur une idée de gage et de nantissement, c'est au contraire un de ces privilèges spéciaux qui se justifient par une idée d'équité : il serait souverainement injuste de ne pas donner un droit de préférence sur la chose vendue à celui qui, par la livraison de cet objet, s'est appauvri au profit du patrimoine de son débiteur.

Le cas du gage commercial constitué dans les termes de la loi du 23 mai 1863 n'est pas plus probant, car alors la remise du connaissance s'accompagne d'un dessaisissement effectif ; les marchandises sont en effet, dans cette hypothèse spéciale, aux mains du transporteur qui joue le rôle de tiers détenteur et possède pour le compte du porteur du titre représentatif ; il n'en est pas de même dans le warrantage sans déplacement.

Enfin l'exemple pris de la loi sur le nantissement des fonds de commerce n'est pas davantage concluant (1). Rien n'est moins établi que l'affectation des éléments d'un établissement commercial ou industriel à la garantie d'une dette constitue une impignoration ; les auteurs s'accordent, au contraire, pour voir dans cette opération une constitution d'hypothèque mobilière. « Une loi du 1^{er} mars 1898, écrit M. Planiol dans son *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 855, n° 2709, a permis d'hypothéquer les fonds de commerce, seulement elle a, par une erreur certaine, appelé cette hypothèque, un « nantissement » : en effet, ce qui distingue le gage de l'hypothèque c'est le dessaisissement du débiteur qui perd la possession de l'objet donné en gage, dont le créancier est désormais nanti ; or le prétendu nantissement des fonds de commerce se fait sans dessaisissement, et la loi a organisé pour lui, au moyen de registres spéciaux tenus au greffe du tribunal de commerce un système de publicité tout à fait comparable à celui des hypothèques. Il est assez étrange de voir le législateur créer une hypothèque nouvelle sous un faux nom et ne pass'en apercevoir. » Pour mettre le comble à l'étrangeté de cette institution, on avait placé le texte qui la consacrait dans le Code civil (art. 2075, al. 2) alors qu'elle intéressait exclusivement le droit commercial (2).

(1) Les travaux préparatoires de la loi du 17 mars 1909 sont d'ailleurs formels contre l'idée de gage.

(2) L'alinéa 2 de l'article 2075 du Code civil a été abrogé par la loi du 17 mars 1909.

Il faut donc conclure que l'appellation de gage sans dessaisissement donnée au warrantage agricole est inexacte, le gage étant par définition le nantissement d'un objet mobilier. « Gage sans dessaisissement c'est comme si l'on disait nantissement sans nantissement (1). »

Si le warrantage sans déplacement ne participe pas de la nature du gage, on peut bien au contraire le considérer comme une hypothèque mobilière. Il n'est pas en effet, comme on pourrait le croire en étudiant notre droit actuel, de l'essence de l'hypothèque de porter sur des immeubles et de donner un droit de suite au bénéficiaire. L'hypothèque à Rome eut d'abord un caractère exclusivement mobilier ; notre ancien droit connaissait l'hypothèque des meubles, et dans les pays de droit écrit la maxime « Meubles n'ont pas de suite par hypothèque » signifiait que le créancier hypothécaire ne pouvait prétendre qu'à un droit de préférence sur le prix de vente des meubles affectés à la garantie de sa créance, sans droit de suite contre les tiers détenteurs.

Par définition l'hypothèque est « une sûreté réelle qui, sans déposséder actuellement le propriétaire du bien hypothéqué, permet au créancier de s'en emparer à l'échéance pour le faire vendre, en quelques mains qu'il se trouve, et se faire payer sur le prix par préférence

(1) Cf. Louis Durand, *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 685 et suiv. Paris, Chevalier-Maresq, 1891.

aux créanciers » (Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 836, n° 2645).

Abstraction faite du droit de suite, lequel historiquement n'est pas essentiel et ne se conçoit d'ailleurs que très difficilement pour les meubles, les caractères généraux de l'hypothèque sont donc :

1° La collation d'un droit de préférence au bénéficiaire.

2° La non-dépossession du débiteur.

Si donc le gage et l'hypothèque comportent tous deux la faveur pour le créancier de se faire payer par priorité, ils diffèrent l'un de l'autre en ce qui concerne la possession de l'objet sur lequel repose la garantie, puisque l'hypothèque seule permet au débiteur de conserver la détention de la chose affectée à la sûreté du créancier. Le dessaisissement peut donc être considéré comme un critérium entre le gage et l'hypothèque.

Une sûreté portant sur un bien corporel entraîne-t-elle dépossession immédiate du débiteur, c'est à n'en pas douter un gage ; confère-t-elle simplement au créancier un droit réel sans dessaisissement de la part du débiteur, il faudra la considérer comme une hypothèque.

Dès lors il nous paraît logique de ranger parmi les hypothèques mobilières le warrantage des produits de culture tel qu'il est organisé par les lois de 1898 et de 1906, tout au moins quand il ne s'accompagne pas du dépôt chez un tiers des objets warrantés.

*
* *

Reste à déterminer la nature juridique du warrant agricole.

Nous venons de voir, en étudiant la nature juridique des titres délivrés par les magasins généraux, que le bulletin de gage circulant seul peut à bon droit être considéré comme un effet de commerce puisqu'il n'est pas autre chose qu'un « billet à ordre dont le paiement est spécialement garanti par un lot de marchandises », la même solution s'impose pour le warrant agricole qui apparaît bien aussi comme un *billet à ordre, souscrit par un non-commerçant, muni d'une sûreté spéciale et dispensé de protêt*.

Cette identité de nature entre les deux titres est d'autant plus intéressante à constater qu'elle justifie l'application aux warrants agricoles des règles générales auxquelles sont soumis les billets à ordre et qu'elle permet de faire état, pour une matière relativement nouvelle, d'une jurisprudence et d'une doctrine anciennes et bien établies. C'est ainsi notamment que les principes relatifs à la compétence au sujet des billets à ordre pourront être étendus aux warrants agricoles, comme par exemple l'article 637 du Code de commerce, dont le texte attribue aux juridictions consulaires la connaissance des billets à ordre portant à la fois des signatures de personnes commerçantes et de personnes non commerçantes, sans qu'il y ait lieu de distinguer si le commer-

çant signataire est le souscripteur primitif ou un endosseur subséquent ; et au surplus cette compétence est maintenue lors même que les poursuites sont dirigées contre un signataire non négociant ; c'est en effet ce qui résulte d'un arrêt de la Cour de Rennes : « Attendu, dit cet arrêt, qu'il résulte des faits de la cause, que le tribunal de commerce était compétent pour connaître de la demande formée par l'intimé, puisque le billet dont il s'agit portait tout à la fois des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants ; que la disposition de l'article 637 du Code de commerce, qui établit cette compétence, est générale et absolue, qu'elle n'est pas restreinte au cas où les souscripteurs négociants sont poursuivis en même temps que les souscripteurs non négociants ; qu'il importe peu, pour la solution de cette question de compétence, que le porteur du billet eût perdu son recours faute de poursuites dans les délais de la loi, contre les négociants qui l'avaient endossé, du moment où leur qualité n'est pas contestée et où il est d'ailleurs constant que le porteur tenait d'eux ses droits à la propriété de ce billet... etc. (1). » La Cour suprême a elle-même consacré cette théorie en ces termes : « Vu l'article 637 du Code de commerce ; attendu qu'aux termes de cet article, lorsque des billets à ordre portent en même temps des signatures d'individus négociants et d'individus non négociants, le tribunal de

(1) Rennes, 7 avril 1838, S. 45.2.657.

commerce en connaîtra ;... attendu que dans le cas spécifié par cet article la compétence du tribunal de commerce résulte de l'existence des signatures apposées sur le billet à ordre et non de la simultanéité des poursuites contre les individus signataires ; qu'ainsi il est indifférent, en ce qui concerne la compétence, que l'action en paiement d'un billet à ordre soit dirigée tout à la fois contre les signataires négociants et les signataires non négociants ou seulement contre ces derniers ; attendu qu'il ressort des arrêts attaqués que les billets à ordre de 6.300 francs et de 6.400 francs négociés à Husson par Royer ont été souscrits au profit de celui-ci par Lelong, entrepreneur de travaux publics, et qui, en cette qualité, était justiciable des tribunaux de commerce ; attendu dès lors que le tribunal de Toul jugeant commercialement était compétent pour connaître des actions de Husson en paiement desdits billets, quoiqu'elles ne fussent dirigées que contre Royer seul... etc. » (1).

On peut induire aussi de cette identité de nature entre le billet à ordre et le warrant agricole que, conformément à l'article 149 du Code de commerce, il ne peut être admis d'opposition au paiement d'un warrant qu'en cas de perte ou de vol du titre, ou de faillite du porteur ; d'où il suit que le souscripteur ne saurait refuser le paiement à l'échéance sous le prétexte qu'il existe entre ses mains des saisies-arrêts pratiquées à la requête des créanciers d'un endosseur antérieur.

(1) Cass., ch. civ., 20 décembre 1847, S. 48.1.241.

Enfin, bien que la question puisse être controversée à raison du caractère civil de l'engagement originaire, il ne nous paraît pas injustifié d'admettre que, conformément à l'article 157 du Code de commerce, les juges ne peuvent accorder aucun délai pour le paiement du warrant agricole.

CHAPITRE IV

CONCLUSIONS PRATIQUES.

Le rapprochement que nous avons essayé de faire entre le warrantage commercial et le warrantage agricole nous a conduit à penser que le régime actuel des warrants agricoles ne pouvait être utilement réformé qu'à la condition pour le législateur de s'inspirer des textes relatifs aux magasins généraux du commerce.

A notre sens la réforme doit porter sur les trois chefs principaux ci-après :

A. — Création de magasins généraux agricoles.

B. — Réglementation nouvelle des droits du bailleur de fonds rural.

C. — Commercialisation des effets à ordre souscrits par les agriculteurs.

A. — Création de magasins généraux agricoles.

Nous avons exposé au cours de cette étude les motifs impérieux pour lesquels la dépossession nous semblait s'imposer en matière de warrantage agricole et qui trouvent leur expression dans cet axiome : « Il n'est pas de garantie efficace portant sur des meubles corpo-

rels sans dessaisissement du débiteur. » Mais, pour rendre cette dépossession pratique, il n'existe pas à notre sens d'autre procédé que la création de magasins généraux agricoles, ou, selon l'expression de M. Martinon, de docks-greniers.

La nature des récoltes le plus ordinairement engagées — vin, céréales, alcool... etc. — exige en effet des locaux et des soins qu'un simple particulier est rarement en état de fournir et qu'un magasin général, au contraire, peut donner dans les meilleures conditions possibles.

A notre avis la réforme consisterait d'abord pour l'Etat à provoquer et à faciliter par des mesures appropriées (1) l'établissement de ces docks, tout en laissant à l'initiative privée le soin de fonder, d'organiser et d'aménager les établissements de cette nature. L'expérience démontre en effet que l'intervention trop directe de l'Etat en matière de crédit agricole n'a jamais produit de bien heureux résultats. La centralisation à outrance, qui est comme la pierre angulaire de toute organisation étatiste, est peu faite pour répondre aux

(1) Parmi les mesures à prendre par l'Etat pour favoriser l'établissement des docks-greniers, il faudrait attendre les meilleurs résultats de celle qui permettrait aux caisses d'épargne d'employer une partie de leurs dépôts à la souscription d'actions de sociétés ayant pour objet l'exploitation de magasins généraux agricoles autorisés par l'Etat. Ne serait-ce pas faire bénéficier l'agriculture de sa propre épargne ?

besoins des agriculteurs variables suivant les régions et s'accommodant mal d'un traitement unique.

La principale condition de succès de l'institution des docks-greniers nous paraît être dans l'appropriation de chacun de ces magasins aux exigences des régions dans lesquelles ils seraient établis ; or cette diversité d'organisation requiert une décentralisation complète et une liberté des plus grandes, lesquelles ne peuvent être obtenues qu'à la condition de ne faire intervenir ni la direction ni la garantie de l'État ; nous ne voulons, pour preuve de cette assertion, que rappeler l'insuccès de la Société de crédit agricole créée en 1860 et qui fut une véritable banque d'État.

Cet établissement, fondé au capital initial de 20 millions, porté à 40 millions en 1865, patronnait ou dirigeait, de son siège social à Paris, plus de 400 filiales ou succursales ; il se proposait, aux termes de ses statuts, de procurer des capitaux à l'agriculture « en faisant ou en facilitant par sa garantie l'escompte ou la négociation d'effets exigibles à 90 jours, d'ouvrir des crédits à plus longue échéance mais sans dépasser trois années, sur nantissement ou autre garantie spéciale, de recevoir des dépôts avec ou sans intérêts sans pouvoir excéder le capital réalisé ou représenté par des titres déposés dans la caisse de la société, d'ouvrir des comptes courants, d'opérer des recouvrements et de faire, avec l'autorisation de ses gouverneurs, toutes autres opérations ayant pour but de favoriser le développement et

l'amélioration du sol, l'accroissement et la conservation de ses produits et le développement de l'industrie agricole ».

Créée pour les petits cultivateurs, mais en dehors de leur concours, cette banque fut méconnue de ceux en faveur desquels elle avait été établie ; ses dirigeants, peu au courant des choses agricoles, engagèrent dans des participations étrangères (en Turquie, en Egypte et au Pérou) les capitaux qui eussent dû être réservés aux agriculteurs français, de telle sorte que la société, sans avoir atteint aucunement le but proposé, dut fermer ses guichets lorsque le gouvernement khédivial, à qui elle avait fait une avance de 168 millions, suspendit ses paiements.

A n'en pas douter, cet échec était dû pour une grosse part à la centralisation excessive à laquelle était soumise l'organisation de la société. Sans initiative, obligées d'obéir aveuglément à une direction unique, qui méconnaissait souvent les véritables besoins locaux, les succursales régionales ne montrèrent pas l'activité nécessaire pour forcer le succès ; d'autre part, le siège administratif lui-même, trop éloigné du champ où devait s'exercer son action, se laissa fatalement aller à des opérations spéculatives tout à fait en dehors de l'objet social et qui entraînèrent inévitablement la ruine.

C'est pourquoi, sans méconnaître la nécessité du concours de l'Etat, nous préconisons pour les docks agricoles le système de l'organisation privée.

Outre les objections dont nous avons déjà parlé (1) et auxquelles nous avons répondu en exposant la proposition Martinon, — double emploi avec les magasins généraux, possibilité d'accaparement, — on sera tenté de reprocher à toute institution de docks agricoles de ne faciliter le crédit que sur certaines catégories de produits warrantables comme les céréales et les liquides, mais d'être inutilisable pour le warrantage des animaux. L'objection a sa valeur, il est évident que l'on ne peut guère songer à créer des *docks-étables* au profit des éleveurs, mais il ne faut pas oublier que le warrantage est destiné à porter principalement sur des récoltes susceptibles d'être emmagasinées, comme le vin ou le blé, et que ce serait une grave erreur que de priver les producteurs de céréales ou de vin, qui forment la grosse majorité des cultivateurs français, d'une institution capable d'améliorer leur situation économique sous le fallacieux prétexte que cette institution ne peut être mise à profit par l'universalité des paysans, éleveurs et gens de culture du pays.

D'ailleurs, pour ne pas enlever totalement aux éleveurs la faculté de warranter leur bétail, il serait possible de laisser subsister, pour eux, le gage à domicile en prenant au sujet des animaux warrantés des mesures analogues à celles en usage dans les *Loan Societies* d'Ecosse et d'Irlande et qui consistent principalement

(1) Cf. *suprà*, p. 132, note.

à marquer à feu, d'une façon particulière, le bétail affecté à la garantie d'une obligation.

La création de magasins généraux agricoles sur le modèle des magasins généraux du commerce devrait entraîner nécessairement la suppression de l'intermédiaire des greffiers de paix ; les fonctions qui leur ont été confiées par la législation actuelle seraient transportées à l'administration des magasins ; ce ne serait pas là, croyons-nous, causer grave préjudice à ces officiers publics, qui, pour la plupart, n'ont pas trouvé grande source de profits dans l'établissement des warrants agricoles.

Contrairement à l'opinion de M. Martinon, nous pensons que les docks-greniers devraient remettre au déposant les deux titres que délivrent les magasins généraux du commerce : warrant proprement dit et récépissé, afin de rendre plus faciles aux agriculteurs non seulement l'engagement, mais encore la vente de leurs produits.

Bien entendu les prêts directs que consentiraient ces établissements ne feraient pas obstacle à la négociation des warrants à des tiers, et pour faciliter les remboursements anticipés, il serait bon de maintenir la règle d'après laquelle chaque endossement est soumis à la transcription.

D'autre part, les remboursements anticipés pourraient n'être reçus par le magasin général agricole qu'avec obligation pour lui d'en faire immédiatement

le dépôt contre récépissé à la caisse du percepteur des finances le plus proche, d'où les fonds pourraient être retirés par l'ayant droit avec le seul concours ou la seule signature du directeur du magasin et sous la responsabilité de ce dernier et de son administration, sans application des formalités longues et ennuyeuses, qui accompagnent communément le retrait des consignations.

En cas de non paiement à l'échéance, la vente des produits engagés pourrait être réglée comme celle des marchandises déposées dans les magasins généraux, tout en conservant au dernier porteur le droit de recourir contre les endosseurs précédents, préférablement à toute réalisation et en remplaçant le protêt par la lettre recommandée.

*
* *

Nous avons dit plus haut, en parlant de la coopération paysanne, qu'une législation sur les docks-greniers aurait à s'inspirer utilement des manifestations présentes de la coopération agricole.

Il nous paraît en effet que les institutions qui s'adressent plus particulièrement aux agriculteurs ne doivent pas être organisées en dehors d'eux et que le meilleur moyen de faire connaître aux gens de la campagne le parti qu'ils peuvent tirer des moyens nouveaux mis à leur disposition est de les appeler à prendre leur part à la mise en œuvre de ces nouveautés.

Si en matière de crédit personnel les caisses locales et régionales ont rendu plus de services que le grand Comptoir d'escompte dont on fit la malheureuse expérience de 1860 à 1876, c'est précisément parce que le paysan a été admis à participer à l'établissement de ces caisses, qu'il considère un peu comme sa chose à lui, et dont il n'a plus crainte de s'approcher.

On a fait grand grief à la loi de 1906 sur les warrants agricoles, comme du reste à sa devancière de 1898, de ne pas avoir été suffisamment portée à la connaissance des populations rurales ; nous ne savons si le reproche est pleinement justifié, mais il nous semble que les moyens ordinairement employés pour faire de la publicité autour d'une loi : tracts, circulaires, conférences, etc... ne sont pas destinés à donner grands résultats quand il s'agit de vaincre les préventions des paysans ; il n'en serait pas de même, à notre avis, si l'on parvenait à créer, avec le concours des cultivateurs eux-mêmes, un seul spécimen d'organisme vivant et concret comme un magasin agricole ; on verrait alors, la contagion de l'exemple aidant, l'institution se propager rapidement, car il n'est pas pour les ruraux d'argument plus probant que celui des faits.

Ce n'est pas là d'ailleurs une affirmation gratuite, puisqu'elle trouve sa justification dans le précédent relatif à l'éclosion déjà magnifique des coopératives agricoles et viticoles dans notre pays.

C'est pourquoi nous pensons que les docks-greniers

forceraient le succès en faisant largement appel aux cultivateurs eux-mêmes.

D'autre part, pour favoriser le développement des sociétés de magasins généraux agricoles, le législateur devrait ne pas oublier que les formalités prescrites par les lois de 1867, de 1893 et de 1913 pour la constitution des sociétés commerciales sont longues, coûteuses et de nature à rebuter beaucoup de bonnes volontés ; il ferait donc sagement en soumettant les sociétés de cette nature à un régime de faveur analogue à celui organisé par la loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de crédit agricole (1).

B. — *Réglementation nouvelle des droits du bailleur
de fonds rural.*

Les agriculteurs faisant valoir un domaine leur appartenant ne sont pas les seuls exploitants appelés à

(1) Les sociétés de crédit agricole constituées sous le régime de la loi du 5 novembre 1894 se forment presque sans formalités. « L'intervention du notaire pour vérifier la sincérité des apports n'est même plus exigée ; il n'est plus besoin d'acte de société, mais simplement d'un exemplaire des statuts, signé par les sociétaires sur papier timbré et enregistré (0 fr. 25 0/0 sur le capital souscrit pour les sociétés avec capital, droit fixe de 3 fr. 75 pour les sociétés en nom collectif sans capital), du dépôt de deux copies de ces statuts sur papier libre au greffe de la justice de paix et de deux copies de la liste des souscripteurs de parts et des versements opérés par eux. Le greffier délivre un récépissé et la société peut commencer à fonctionner. Si elle le faisait avant cette formalité, ses administrateurs encourraient une amende de 16 à 200 francs » (Léon de Seilhac, *Manuel pratique d'économie sociale*, Paris, Georges Roustan, 1905).

faire usage des docks agricoles, les fermiers, les métayers, les colons partiaires ont, au même titre que les propriétaires, besoin de recourir au crédit réel mobilier, d'autant plus qu'ils n'ont même pas, comme ces derniers, la faculté d'offrir à leurs prêteurs une garantie hypothécaire ; or, en ce qui concerne les non-propriétaires, les droits spéciaux qui sont accordés par la loi aux bailleurs de fonds ruraux sont de nature à entraver toute utilisation des magasins généraux agricoles.

Le bailleur de fonds rural peut d'abord, en effet, aux termes de l'article 1767 du Code civil, obliger le preneur à engranger dans les lieux à ce destinés d'après le bail.

Il jouit en outre d'un privilège spécial portant sur les fruits de la récolte de l'année et sur tout ce qui garnit la ferme ou sert à son exploitation ; ce privilège garantit :

1° Les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à échoir à partir de l'expiration de l'année courante (Loi du 19 février 1889, article 1^{er}).

2° Les réparations locatives et tout ce qui concerne l'exécution du bail (C. civ., art. 2102-1^o, § 3).

3° Les dommages-intérêts auxquels le preneur peut être condamné envers le bailleur (Paris, 2 août 1897, D. 98.2.142).

4° Et le remboursement des avances que le bailleur a faites au preneur pour lui faciliter l'exécution du bail,

notamment pour lui permettre l'acquisition d'un cheptel, soit qu'elles aient eu lieu lors du contrat de bail ou en conformité d'une clause de ce contrat, soit qu'elles se soient produites au cours du bail sans avoir été prévues dans la convention.

Si le preneur doit engranger dans les locaux de la ferme la totalité de ses récoltes, il est évident qu'il ne pourra utiliser les docks-greniers ; d'autre part, si on lui permet les dépôts dans les magasins généraux agricoles, tout en conservant intégralement au propriétaire son privilège sur les produits warrantés, il arrivera le plus souvent que le fermier ne trouvera pas à faire escompter son bulletin de gage, car peu de prêteurs seront disposés à courir la chance d'être primés par la créance indéterminée dont le bailleur peut être titulaire.

De ce fait le crédit réel mobilier du preneur se trouve donc être en fonction inverse des droits du propriétaire, si bien que toute réforme ayant pour objet de faciliter ce crédit doit nécessairement entamer ces droits ; d'ailleurs le propriétaire n'a-t-il pas lui-même intérêt à ce que son fermier se procure le capital d'exploitation nécessaire ? « C'est en laissant au fermier le plus de capitaux disponibles pour l'exploitation culturale que les propriétaires verront s'accroître la plus-value de leur domaine, car pour un fermier le gros capital d'exploitation c'est la source de gros profits, et les gros profits

du fermier, ce sont tôt ou tard les gros fermages pour le propriétaire (1). »

La conséquence nécessaire de la création des docks-greniers serait donc la mise en vigueur d'une disposition législative d'ordre public aux termes de laquelle l'article 1767 du Code civil ne saurait faire obstacle aux droits pour tous fermiers, métayers ou colons partiaires, d'user des magasins généraux agricoles pour le dépôt de leur récolte.

Quant au privilège du propriétaire, on a demandé souvent en France, en Belgique et en Italie, sa suppression radicale (2), en attendant cette réforme que l'opinion générale considère encore comme prématurée, il serait peut-être possible de maintenir le privilège — dans la mesure des lois de 1898 et de 1906 — en réglementant le droit d'opposition du bailleur au warrantage d'une

(1) Lecouteux, *Cours d'économie rurale*, t. II, p. 44.

(2) La Cour d'appel d'Alger a fait une tentative intéressante pour laisser aux fermiers la libre disposition de leurs récoltes nonobstant les droits du bailleur ; elle décida, par un arrêt du 25 juin 1878 (S. 78.2.317) que le remboursement des avances faites par le propriétaire au preneur — créance garantie par le privilège — ne pouvait être exigé qu'après la vente des récoltes et que toute mesure d'exécution antérieure à cette réalisation devait être annulée comme prématurée. Incontestablement, en l'état de la législation, cette opinion est arbitraire, mais elle montre un effort original de la jurisprudence pour limiter les droits exorbitants des bailleurs. — Cf. aussi Myard, *Le vigneronnage en Beaujolais*, p. 218, thèse Lyon, 1907.

façon différente de celle adoptée par la législation actuellement en vigueur.

Il apparaît en effet que si les fermiers n'ont pas plus souvent recours au warrantage, c'est moins dans la crainte de se voir refuser le consentement de leurs propriétaires que parce qu'ils ne veulent pas révéler à ceux-ci la nécessité où ils se trouvent d'emprunter ; nous pensons donc qu'il suffirait d'intervertir les rôles pour rendre plus pratique aux fermiers l'usage du warrantage et éventuellement leur faciliter l'accès des magasins généraux agricoles : la réforme consisterait à laisser aux non-propriétaires le droit de warranter librement leurs produits, comme ils ont celui de les vendre, tant que le bailleur n'aurait pas manifesté par une saisie-exécution, une saisie-gagerie ou même une simple sommation son intention d'exercer ses droits sur les objets de son privilège ; ce serait, en d'autres termes, au propriétaire lui-même à prendre l'initiative de l'opposition sans obliger le fermier à l'y convier. Cette mesure aurait le mérite de ménager les légitimes susceptibilités des preneurs tout en respectant suffisamment les droits des propriétaires, et nous sommes convaincu qu'elle briserait l'une des entraves les plus sérieuses qui s'opposent au warrantage des produits de culture (1).

(1) Cf. Laurent, *Principes de droit civil*, t. XXIX, p. 409, et Mangili, *Il credito agrario*, p. 172 et suiv.

Le souci montré par les législateurs de 1898 et de 1906 de sauvegarder les droits du bailleur s'explique d'autant moins que les promoteurs des lois sur les warrants agricoles n'ont pas hésité à sacrifier aux porteurs de warrants des créanciers qui, traditionnellement et en droit commun, sont payés par préférence au propriétaire ; nous voulons parler des fournisseurs de semences, des moissonneurs et en général de tous ceux, qui, à quelque titre que ce soit ont pourvu à la conservation du gage. Ces créanciers, comme nous l'avons vu, n'ont pas le droit de s'opposer au warrantage agricole et ils doivent subir malgré eux la priorité du porteur de warrant.

On objectera, sans doute, que le législateur n'a pas entendu leur préférer le bailleur, mais qu'il n'avait pas à sa disposition de moyen pratique pour les mettre à même de s'opposer au warrantage, attendu qu'ils ne sont pas en général connus. Cette différence de traitement ne s'explique pas néanmoins, et quelques prétendues difficultés de publicité ne suffisent pas à justifier la faveur faite aux bailleurs au détriment de créanciers plus intéressants.

En somme, qui peut le plus peut le moins, le fermier a le droit de vendre sans contrôle, on expliquera toujours mal pourquoi on ne lui accorderait pas aussi librement celui d'engager.

Les Romains, dont on vante l'esprit pratique, n'avaient pas été sans reconnaître les inconvénients inhérents au

privilège du propriétaire en matière de bail de fonds ruraux ; ils avaient en effet restreint ce privilège aux bailleurs d'immeubles urbains : *Eo jure utimur ut quæ in prædia urbana inducta, illata sunt, pignori esse credantur, quasi id tacite convenerit, in rusticis prædiis contra observatur* (Cf. liv. IV, au Digeste, *in quibus causis pign. vel hyp. tac. contrahitur*, 20-2).

Nombre de nos anciennes coutumes maintinrent la distinction romaine entre les biens ruraux et les biens urbains en ce qui concerne le privilège (1 et 2).

(1) Cf. Ricard, sur l'article 171 de la Coutume de Paris ; Ferrières, sur le même article ; Brodeau, sur l'article 161 de l'ancienne Coutume de Paris ; Loysel : *Institutes coutumières, Du louage*, n° 7.

(2) Le propriétaire est l'ennemi-né du warrantage. Un fait le prouve qui est d'actualité. A peine la loi organisant le warrant-hôtelier vient-elle d'être promulguée (8 août 1913) que le législateur se trouve appelé à prendre des mesures contre les bailleurs d'immeubles pour empêcher que le nouveau texte législatif ne demeure lettre morte. Depuis le 8 août 1913, il est devenu en effet de style dans les baux de maisons à destination d'hôtels, d'interdire rigoureusement au preneur la faculté de warranter son matériel. Une récente proposition de loi (23 janvier 1914) a été déposée à la Chambre pour faire prohiber pareille clause comme contraire à l'ordre public.

Cette intéressante proposition est due à l'initiative de MM. Antoine Borrel, Emile Favre, Félix Chautemps, Deléglise, Léon Perrier, Héritier et Bonniard. L'exposé des motifs en est ainsi conçu : « A peine l'importante loi du warrant-hôtelier est-elle promulguée que l'on signale sur divers points du territoire les précautions prises par les propriétaires d'immeubles et les mesures préconisées par les syndicats de la propriété bâtie pour empêcher l'application de la loi votée par le Parlement. Cette situation n'existerait pas si on avait inscrit dans la loi une disposition déclarant nulles toutes les clauses des baux empêchant les emprunts sous le régime du warrant-hôtelier. En présence des précautions prises par les propriétaires pour

Un savant étranger faisant un jour une communication à la Société d'économie politique de Paris, racontait l'anecdote suivante : « Un ingénieur célèbre était à la recherche de la meilleure manière de construire les cheminées ; après avoir entassé formules sur formules, équations sur équations, il arriva à cette conclusion que le mieux était de prendre modèle sur une cheminée qui ne fume pas. »

Que ne faisons-nous nôtre ce procédé qui a l'incontestable mérite de la simplicité. Nous avons la cheminée qui ne fume pas : observons son fonctionnement. Les négociants usent des magasins généraux du com-

rendre la loi inopérante, la nécessité d'un texte complémentaire s'impose, qui fixera définitivement les droits des parties et ne permettra pas de faire planer sur l'intention du législateur une incertitude, qui serait susceptible de créer les plus graves difficultés aux intéressés.

« En établissant le warrant-hôtelier le législateur a voulu donner à cette catégorie si intéressante de commerçants le moyen de se procurer des ressources pour créer des hôtels, augmenter, améliorer ceux existants, concurrencer les établissements similaires existant à l'étranger, en mobilisant des éléments essentiels de leurs maisons jusqu'alors indisponibles en raison des privilèges dont jouissaient les bailleurs. S'il était possible de déroger par une clause de bail qui deviendrait usuelle à ces facultés concédées par la loi, le but poursuivi par le législateur serait manqué et les hôteliers se verraient retirer les avantages que la loi a voulu leur concéder. En conséquence les signataires proposent l'article unique suivant : « La loi du 8 août 1913 sur le warrant-hôtelier est complétée par la disposition suivante qui deviendra l'article 17. — ART. 17 : Seront considérées comme nulles et non avenues toutes conventions contraires aux dispositions de la présente loi et notamment toutes stipulations qui auraient pour effet de porter atteinte aux droits des locaux de constituer le warrant-hôtelier. »

merce sans être astreints à l'obtention d'aucune sorte d'autorisation de la part de leurs propriétaires ; pourquoi ne pas appliquer la même règle aux cultivateurs en mettant à leur disposition les docks-greniers.

*C. — Commercialisation des effets à ordre souscrits
par les agriculteurs.*

Il ne suffit pas, pour faciliter à l'agriculteur le warrantage de ses récoltes, de rendre possible le dépôt effectif des produits engagés aux mains d'un tiers, il faut encore encourager l'escompte du warrant ; or nous avons vu, au cours de cette étude, que si les banquiers se refusaient souvent à accepter cette sorte de papier, c'est parce qu'ils redoutaient, à juste titre, d'avoir, en cas de non paiement ou pour toute autre cause, à s'adresser aux tribunaux civils et à suivre une procédure coûteuse et lente ; nul doute dès lors que si les règles de la procédure commerciale étaient substituées en la matière à celle de la procédure civile, l'escompte du warrant serait facilité d'autant.

La réforme est depuis longtemps à l'étude : elle figurait déjà au nombre des mesures proposées par la commission spéciale qui fut chargée en 1856, par le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, d'examiner les systèmes capables de favoriser l'extension du crédit agricole (1) ; en 1866 elle fit l'ob-

(1) Cette commission était composée de MM. Suin, président et rapporteur, Cornudet, comte de Germiny, J.-B. Josseau, Grellet et Leroy, secrétaire,

jet d'une proposition de loi présentée au nom du gouvernement ; le projet échoua, il fut repris en 1879 sur l'initiative de MM. de Mahy, alors ministre de l'agriculture, et Léon Say, ministre des finances, mais n'aboutit pas encore à un résultat définitif.

Cette même réforme fait encore l'objet du titre II du projet de loi sur le crédit agricole déposé à la Chambre des députés par M. Antonin Proust, le 25 octobre 1890. Nous sommes convaincu que sa réalisation rendrait de grands services à la cause du warrantage et en général au crédit agricole. On objectera peut-être que la vente aux enchères des produits warrantés, en cas de non-paiement à l'échéance, est déjà soumise par la loi de 1906 à une procédure spéciale à laquelle la commercialisation du warrant n'apporterait pas grande simplification, mais il ne faut pas oublier que la réalisation du gage est une des conséquences nécessaires mais exceptionnelles du warrantage et que les règles ordinaires du droit et de la procédure civils, avec leur long cortège de formalités trouvent encore trop souvent leur application en matière de warrants agricoles.

Nous savons par exemple que normalement les banques préfèrent recourir contre les endosseurs avant de réaliser le gage, comme la loi de 1906 leur en donne le droit ; or, en l'état actuel de la législation, ce recours demeure du domaine civil si aucun des endosseurs n'a la qualité de commerçant. Sont encore du domaine civil toutes les contestations qui peuvent surgir à l'oc-

casion d'un warrant ne portant pas de signature commerciale, et ces contestations ont des sources si nombreuses qu'il a paru nécessaire au législateur d'organiser une procédure spéciale de référé.

Il est donc vrai de dire que la commercialisation des effets à ordre souscrits par les agriculteurs aurait tout naturellement une répercussion heureuse sur les warrants agricoles, qui comptent au nombre de ces effets. Qu'il nous suffise, pour donner une idée des simplifications que comporterait la réforme, d'énumérer les avantages suivants qui en seraient la conséquence : la juridiction consulaire serait compétente dans tous les cas, l'assignation serait donnée à vingt-quatre heures et non pas à trois jours, les parties n'auraient plus besoin du ministère coûteux de l'avoué, elles n'auraient plus à subir les délais de constitution, les frais de justice seraient réduits dans une proportion notable, l'administration des preuves simplifiée, ... etc. ; en somme, économie de temps et d'argent.

Malgré ces avantages incontestables, d'aucuns prétendent encore que l'extension au papier agricole de la compétence des tribunaux consulaires et de la procédure commerciale, loin de servir les intérêts des cultivateurs, serait de nature à léser gravement le paysan en le privant des garanties que la juridiction civile assure à ses justiciables. Pour répondre à cette objection, nous ne pouvons mieux faire que de rapporter l'ingénieuse argumentation d'un partisan convaincu de la commer-

cialisation : « qu'on se donne la peine de le remarquer, dit M. Louis Durand (1), la législation actuelle n'assure nullement à l'agriculteur cette sécurité et ces avantages ; quand il veut souscrire un billet à ordre, le créancier hésite parfois à l'accepter et à lui accorder crédit parce qu'il n'a pas la ressource de s'adresser au tribunal de commerce ; de là, au moment de la souscription, une défaveur des billets agricoles, dont l'agriculteur supporte les inconvénients. Mais cette défaveur ne frappe ce billet qu'entre les mains du premier porteur ; si celui-ci est commerçant, par le fait seul qu'il endosse l'effet il lui donne le caractère commercial, et les tribunaux de commerce deviennent compétents. L'agriculteur qui a souscrit un billet à ordre sera donc poursuivi commercialement ; il subira tous les inconvénients de la commercialisation, seulement il n'en aura pas eu les avantages. »

Ces considérations sont sans réplique ; faites à propos du billet à ordre, elles conservent toute leur valeur pour ce qui est des warrants agricoles.

Il est à remarquer d'ailleurs que c'est précisément dans les pays, où la situation légale des cultivateurs est la même que celle des commerçants, que le paysan trouve le plus facilement du crédit. L'exemple de l'Angleterre, et plus particulièrement de l'Ecosse, est à ce

(1) M. Louis Durand, dans son ouvrage déjà cité : *Le crédit agricole en France et à l'étranger*, p. 648.

sujet caractéristique. Dans le Royaume-Uni les *farmers* sont régis par les mêmes lois que les négociants, ils sont soumis aux mêmes juridictions et aux mêmes mesures d'exécution et le régime de la faillite leur est applicable ; or il n'est pas de pays au monde où les banques agricoles soient plus répandues et plus prospères et où elles rendent plus de services à la classe paysanne ; il est vrai que les banques anglaises et écossaises offrent à leur clientèle rurale tous les moyens désirables pour faciliter le mouvement des affaires : c'est ainsi que sur tous les champs de foire et sur tous les marchés les banquiers font installer des bureaux où leurs clients viennent régler les marchés réalisés par simples virements de compte (1). Au surplus, les statistiques démontrent-elles que les faillites sont moins nombreuses chez les fermiers anglais et écossais que dans toutes les autres industries, bien que le nombre des agriculteurs ayant recours au crédit à découvert (*cash credit account*) soit assez élevé (20 0/0 pour ceux qui exploitent de grands domaines, et 40 0/0 pour ceux qui dirigent des fermes de grande et moyenne étendue).

*
* *

Au sujet de cette commercialisation des effets à ordre souscrits par les agriculteurs, il s'est produit parmi les partisans de la réforme deux courants prin-

(1) Cf. Josseau, *Traité du crédit foncier*, t. II, p. 418.

cipaux d'opinions, qui ont trouvé leur expression : le premier dans l'article 19 de la proposition de MM. de Mahy et Léon Say, dont nous avons déjà parlé et le deuxième dans le titre IV du projet de la commission sénatoriale chargée d'examiner la proposition de M. de Mahy.

Le texte du gouvernement était ainsi conçu : « ARTICLE 19. — Les tribunaux de commerce connaîtront des actions exercées contre tout propriétaire d'un fonds rural, tout fermier, colon ou métayer, tout directeur, administrateur ou gérant d'une société, d'une entreprise ou d'un syndicat agricoles, qui aura apposé sa signature ou celle de la société, de l'entreprise ou du syndicat qu'il dirige ou administre sur un billet à ordre ou un chèque, ou même sur un billet simple, quand son obligation aura pour cause une opération agricole, ainsi que des actions en paiement des comptes courants ouverts à son profit ou au profit de la société, de l'entreprise ou du syndicat dans un établissement de banque ou de commerce. Les billets à ordre ou les chèques souscrits par l'une de ces personnes seront censés faits pour les besoins de l'agriculture. »

Le texte de la commission portait : « Tout billet à ordre, qu'il soit souscrit par des commerçants ou des non commerçants, pour des affaires commerciales ou non commerciales, sera réputé acte de commerce, et les tribunaux de commerce connaîtront de toutes actions en paiement contre les signataires de ces billets. »

L'un et l'autre de ces projets — dans le corps desquels, à côté des mots billets à ordre, seraient à introduire aujourd'hui ceux de warrants agricoles — établissaient une présomption de commercialité en ce qui concerne les effets souscrits par les agriculteurs, mais cette présomption différait de nature selon les textes : alors qu'elle était irréfragable, *juris et de jure*, dans le projet de la commission, puisqu'elle ne devait céder devant aucune preuve contraire, elle était seulement *juris tantum* dans la proposition du gouvernement et pouvait dès lors être combattue par tous les moyens de droit commun.

Nos préférences vont sans réserves au texte de la commission. Il nous paraît en effet que la réforme telle qu'elle ressortirait de l'adoption de la formule de MM. de Mahy et Léon Say, loin de simplifier et d'accélérer la procédure en cas de différend, ne manquerait pas de créer des difficultés nouvelles et irait par suite à l'encontre des intentions mêmes du législateur. Aussi bien le défendeur soulèverait-il le plus souvent devant le tribunal de commerce l'exception d'incompétence, en offrant de prouver que l'engagement avait une cause tout à fait étrangère à l'agriculture. Le procès sur le fond se compliquerait d'une question de compétence et le but visé — épargner du temps et de l'argent — serait totalement manqué.

Le texte de la commission a le mérite d'écarter la

pire des procédures dilatoires, et c'est pourquoi nous le tenons, avec bon nombre d'auteurs (1), pour préférable à celui du gouvernement.

(1) Cf. Louis Durand, *op. cit.*, p. 650. — Cf. Josseau, *op. cit.*, t. II, p. 428.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LE CRÉDIT AGRICOLE RÉEL ET MOBILIER A L'ÉTRANGER.

Cette dernière partie de notre étude est consacrée à un examen rapide des procédés en usage dans les principaux Etats étrangers pour permettre aux cultivateurs d'employer comme moyens de crédit leur matériel et leurs récoltes.

Nous n'avons pas la prétention d'épuiser le sujet, mais seulement de montrer par quelques exemples que toutes les législations n'ont pas donné la préférence au warrantage sans déplacement et que certaines des mesures dont nous nous sommes fait le défenseur ont déjà trouvé à l'étranger leur application pratique.

Les institutions relatives au crédit réel mobilier agricole ont toutes pour fondement l'un des trois principes suivants :

A. — Principe du gage à domicile (type : législation française).

B. — Principe du privilège conventionnel (type : législation belge. Loi des 4 et 30 décembre 1883).

C. — Principe du gage proprement dit ou du dessaisissement (Kornhäuser allemands).

Nous allons successivement passer en revue quelques-uns de ces systèmes.

*
* *

Espagne. — Les agriculteurs espagnols ont le plus ordinairement recours au crédit personnel, qui leur est dispensé, à des conditions onéreuses, par un assez grand nombre de banques locales dont les principales sont celles de Salamanque, d'Oviedo, de Palma, de Hellin... etc. ; toutefois le crédit réel mobilier n'est pas inconnu de la classe rurale dans la Péninsule. D'abord les agriculteurs peuvent s'adresser aux monts-de-piété (Monte de pietad, montepio) dont plusieurs sont organisés de façon à prêter spécialement sur les produits agricoles comme le mont-de-piété de Jeres de la Frontera, dans la province de Cadix, qui fonctionne un peu à la façon de nos magasins généraux du commerce et qui possède de vastes entrepôts où les cultivateurs peuvent déposer les récoltes engagées ; le taux d'intérêt est généralement de 6 0/0 et la durée maxima du prêt d'un an ; toutefois si le gage n'a pas subi de dépréciation notable, le délai peut être prorogé pour une nouvelle période d'un an, dans le cas contraire les produits déposés sont vendus et le montepio se rembourse sur le prix de réalisation.

Il faut signaler dans le même ordre d'idées la petite banque de Santa Isabel, fondée par les comtes de Torres Cabrera dans leur vaste domaine de Santa Isabel et dont l'objet est de faire aux fermiers de l'exploitation les avances dont ils ont besoin contre dépôt de leurs récoltes dans des magasins ou greniers spéciaux ; ces prêts sont faits au taux de 5 0/0 à concurrence des trois quarts de la valeur des produits engagés.

Enfin nombre d'économistes espagnols, et à leur tête Don Diaz de Rabago, l'auteur estimé de *El Credito Agrícola*, réclament la transformation des *Positos* (1) en magasins généraux où les cultivateurs déposeraient leurs récoltes pour gager les prêts qui leur seraient consentis.

Les règlements des banques agricoles espagnoles contiennent pour la plupart une disposition fort ingénieuse aux termes de laquelle « les habitants des communes qui ont acquis des actions ou des obligations de la banque ont un droit de préférence pour obtenir des prêts pour une somme égale à celle que la commune a employée en acquisition de titres » (2).

(1) D'après le *Diccionario razonado de Legislacion y Jurisprudencia* d'Eschriche, les *Positos* sont des « établissements fondés dans les villes, bourgs et villages, où l'on garde une certaine quantité de grains et spécialement de blé, afin de les prêter aux cultivateurs pour leurs semences ou pour leur nourriture dans les mois de l'année où ils en ont le plus besoin ».

(2) Voir spécialement le règlement annexé aux statuts du « Banco de Segovia », société anonyme dont le siège est à Ségovie.

Portugal. — Dans la République portugaise prévaut le gage à domicile ; et ici l'institution a ce caractère particulier qu'elle trouve sa base non dans une législation spéciale, mais dans l'interprétation très large de l'article 853 du Code civil portugais ainsi conçu : « O devedor pode assegurar o cumprimento da sua obrigação, entregando ao credor, ou a quem o represente, algum objecto movel, para que lhe sirva de segurança. E o que se chama penhor » (Le débiteur peut garantir le paiement de son obligation en remettant à son créancier ou *au représentant de celui-ci*, un objet mobilier quelconque à titre de garantie : c'est ce qu'on appelle gage). — Les juridictions civiles admettent que le débiteur peut lui-même représenter son créancier et être constitué par lui dépositaire des objets engagés (*fiel depositario*). Comme le dépositaire infidèle encourt les peines de l'abus de confiance, il en résulte que le débiteur, qui détourne les objets ainsi laissés à sa garde, devrait être traduit devant les tribunaux répressifs et condamné ; or, chose curieuse, les juridictions pénales se sont toujours trouvées en désaccord avec les tribunaux civils sur l'interprétation à donner à l'article 853, et elles refusent en général de connaître des faits relatifs à un tel détournement, ou mieux les considèrent comme non constitutifs de délit, de sorte que l'infidélité du débiteur, dépositaire de sa propre chose, se trouve être sans sanction. Néanmoins le gage à domicile paraît fonctionner en Portugal à la satisfaction des prêteurs

et des emprunteurs grâce à « l'honnêteté proverbiale de la population portugaise », que Mangili présente comme l'une des causes de l'heureux essor du crédit agricole dans ce pays (1).

Au surplus, en Portugal comme en Espagne, le crédit personnel l'emporte en faveur sur le crédit réel mobilier à raison de ce qu'on appelle la société de famille (*Sociedad familiar*), sorte de communauté taisible qui s'établit entre proches parents par une année au moins « de vie dans la même maison et à la même table, de mise en masse des recettes et des dépenses, des pertes et des gains » (art. 1282, C. civ. portugais), et qui engendre entre ses membres une solidarité passive pour l'accomplissement de toutes les obligations contractées dans un intérêt commun.

Grâce à cette solidarité les cultivateurs portugais ont vu leur crédit personnel croître dans de larges proportions, et ce développement explique l'état embryonnaire du crédit agricole réel et mobilier dans la République.

Italie. — L'Italie est peut-être le pays d'Europe qui le premier a connu les magasins généraux agricoles ; ces établissements existaient déjà au xvi^e siècle comme annexes des monts-de-piété, notamment à Bologne et à Naples (*Sacro Monte di pieta*) (*Monte dei Poveri*) et

(1) Mangili, *op. cit.*, p. 48.

recevaient en dépôt les récoltes servant de gage aux prêts faits par les Monti.

D'autre part, plus près de nous, certaines banques agricoles créées par application de la loi de 1869 sur le crédit rural avaient organisé aussi des entrepôts agricoles, mais ceux-ci établis seulement dans de grandes villes furent peu utilisés par les agriculteurs, et en 1883, quatorze ans après la promulgation de la loi, les statistiques n'accusaient pour les treize banques agricoles existant à cette époque que 666.000 francs de prêts sur gage de récoltes entreposées (1).

Actuellement le crédit agricole vit en Italie sous le régime de la loi du 23 janvier 1887 modifiée par celle du 26 juillet 1888 et basée sur le principe du privilège conventionnel ; la particularité du système italien est que le privilège ne peut être établi qu'en faveur des sociétés ou établissements autorisés à exercer le crédit agricole (*Instituti esercenti il credito agrario*). Au surplus voici la teneur de l'article 1^{er} de la loi du 23 janvier 1887 : « Pour garantir les prêts accordés aux propriétaires ou locataires de fonds ruraux par les établissements exerçant le crédit agricole, il peut être constitué un privilège spécial sur les fruits et récoltes pendants de l'année, sur les denrées qui se trouvent dans les habitations ou constructions annexées aux fonds

(1) Sachs, *L'Italie, ses finances et son développement économique*, p. 735.

ruraux et en provenant, et sur tout ce qui sert à cultiver le fonds loué ou à le garnir.

« Le même privilège peut être constitué pour garantir les prêts faits par les établissements de crédit agricole aux métayers ou colons partiaires qui ont fourni le bétail servant à cultiver ou à fumer le fonds, le capital d'hivernage et les instruments nécessaires à la culture du fonds, conformément à l'article 1655 du Code civil ; ce privilège ne s'exerce sur les fruits et denrées qui se trouvent dans les bâtiments et sur ceux récoltés dans l'année que sur la partie qui appartient au métayer et non sur celle appartenant au propriétaire.

« Aucun privilège ne peut être constitué pour garantir les prêts faits aux métayers qui n'ont pas apporté dans le domaine le bétail et les capitaux dont parle l'article 1655. Seulement, dans le cas où les propriétaires associés aux métayers ont fait l'emprunt en commun, on peut établir le privilège dont il s'agit. »

L'article 2 ajoute :

« Le privilège peut être constitué généralement sur les fruits, ou sur le cheptel mort ou vif, ou sur les uns et les autres, ou particulièrement sur quelques-uns des objets dont parle l'article 1^{er} spécialement déterminés. »

La sûreté dont les récoltes de l'agriculteur font l'objet est bien un privilège, car le débiteur conserve le droit d'aliéner les produits affectés en garantie, sauf l'exercice par le prêteur du droit de suite ; d'autre part, la validité du privilège est subordonnée :

- 1° A la rédaction d'un acte écrit ;
- 2° A l'enregistrement de cet acte ;
- 3° Et à l'inscription du privilège à la conservation des hypothèques.

Lorsque le débiteur est un fermier, la question se pose de l'ordre à établir entre le bailleur et le créancier privilégié conventionnel ; cet ordre est réglé par l'article 5 de la loi aux termes duquel la priorité appartient au bailleur pour le paiement des fermages de deux années échues, de l'année courante et d'une année à échoir ; le privilège conventionnel s'exerce ensuite et, après lui, le bailleur vient par préférence aux autres créanciers pour tous les fermages non prescrits et ceux à échoir jusqu'à la fin du bail.

Les droits exorbitants conservés au bailleur ont fait que la loi, n'a rendu aucun service aux fermiers ; il est évident que les quatre années de loyer pour lesquelles le propriétaire peut exercer son droit de priorité absorbent le plus souvent l'actif du locataire et que les banques agricoles se soucient peu de courir la chance d'avoir à subir, le cas échéant, un prélèvement aussi important sur le prix de réalisation du gage.

Belgique. — Le système belge organisé par la loi des 4 et 30 décembre 1883 présente de grandes analogies avec le système italien. Comme lui il est fondé sur l'idée de privilège conventionnel. L'emprunteur est autorisé à concéder un droit de préférence à son prêteur sur le

prix à provenir de la vente de ses récoltes, de son bétail, de ses instruments et machines agricoles... etc., mais à la différence du régime italien dans lequel le privilège peut être général et porter sur des objets indéterminés, les biens mobiliers affectés doivent être énumérés et estimés dans le contrat article par article.

Pour conserver son privilège le prêteur doit le rendre public par une inscription sur un registre spécial tenu par le receveur de l'enregistrement dans le ressort duquel se trouvent les bâtiments d'exploitation de l'emprunteur ; en outre, l'acte de prêt est transcrit intégralement sur un autre registre. L'inscription conserve le privilège pendant dix ans à compter du jour de sa date, son effet cesse si l'inscription n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai.

Si l'emprunteur est un fermier, le prêteur est primé par le bailleur pour le fermage de trois années échues et de l'année courante et les dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations du fermier relatives aux réparations locatives et à la culture.

Le bailleur peut consentir une cession d'antériorité au profit du prêteur ; d'autre part, si les deniers prêtés ont servi à payer des créanciers préférables au bailleur, le prêteur est subrogé légalement dans les droits de ces créanciers et prime le bailleur, mais alors l'acte de prêt doit contenir indication de la destination des fonds et leur emploi doit être prouvé par les quittances des destinataires.

Si le débiteur est propriétaire, la question du privilège du bailleur ne se pose plus, mais par contre il peut se trouver parmi les objets affectés par privilège conventionnel, des meubles réputés immeubles par destination qui, comme tels, forment le gage des créanciers hypothécaires. Dans ce cas, aux termes de l'article 12 de la loi précitée : « Le prêteur exerce ses droits sur les objets réputés immeubles par destination, ainsi que les récoltes pendantes par racines, et les fruits des arbres non encore recueillis. Il est primé par les créanciers hypothécaires inscrits avant lui, il prime les créanciers dont l'inscription est postérieure à celle de son privilège. »

Telle est dans son ensemble l'économie du système belge ; l'expérience a montré qu'il n'a pas su répondre aux espérances qu'il avait suscitées ; le paysan souffre en Belgique, malgré la richesse du pays, d'une véritable pénurie de capitaux, et les associations coopératives à forme Raiffeisen de Schulze-Delitzsch qui se sont formées pour faire du crédit personnel sont loin d'arriver à satisfaire tous les besoins.

Allemagne. — On peut dire que l'Allemagne a été comme le champ d'expérience de l'Europe en matière de crédit agricole. Sans parler des ingénieuses organisations dont Raiffeisen et Schulze-Delitzsch se sont faits les promoteurs et dont l'étude sortirait du cadre de notre sujet, l'Allemagne connaît et utilise les magasins généraux agricoles qui sont surtout florissants en Bavière et en

Prusse sous les noms de Lagerhäuser et de Kornhäuser.

En faveur de ces établissements, l'Etat intervient de deux façons : tantôt il fournit gratuitement des capitaux aux personnes qui veulent établir des magasins à céréales, tantôt il construit lui-même les entrepôts et en concède l'exploitation à une société fermière. Il existe en Bavière, en vue de cet objet, un fonds de secours spécial appelé « fonds Maximilien », qui disposait déjà en 1897 de plus de deux millions de mark ; en 1896 le Landtag prussien mit à la disposition du gouvernement un crédit de 3 millions de mark pour activer la création de magasins généraux, et ce crédit fut élevé l'année suivante à cinq millions de mark.

Pour le seul royaume de Bavière, il existe actuellement plus de 300 greniers communaux et près de cent greniers cantonaux appartenant à des sociétés locales et construits par elles avec des fonds mis à leur disposition par l'Etat. En Prusse, il semble qu'on use plutôt du système de l'affermage : les bâtiments restent la propriété de l'Etat qui les loue aux exploitants généralement aux conditions suivantes :

1^{re} et 2^e années, 1 0/0 du capital consacré à la construction.

3^e année, 1,50 0/0 du capital consacré à la construction.

4^e année, 2 0/0 du capital consacré à la construction.

5^e année, 2,50 0/0 du capital consacré à la construction.

A partir de la sixième année l'Etat se réserve de modifier les conventions intervenues entre lui et les preneurs.

Comme nos magasins généraux du commerce les Lagerhäuser allemands délivrent aux déposants des warrants ; ces warrants sont escomptés soit par les Lagerhäuser eux-mêmes, soit par les établissements de crédit ; la Banque l'Empire les accepte sans difficultés. D'autre part, ils facilitent la vente des céréales qui leur sont déposées soit en achetant ferme pour revendre à leur compte, soit en réalisant des marchés comme courtiers des déposants. Quel que soit d'ailleurs le mode utilisé, il est établi que les agriculteurs qui profitent des services des magasins généraux reçoivent 30, 50, et même 60 pfennige par centner de plus qu'en traitant directement avec un marchand, et de plus ils peuvent disposer des déchets pour la nourriture de leur bétail.

Les Lagerhäuser, en effet, peuvent faire à leurs déposants des conditions d'autant plus favorables que construits près des gares de chemin de fer ou des voies fluviales et jouissant parfois de tarifs spéciaux de transport, ils sont mieux à même de réduire leurs frais généraux qu'un négociant ordinaire. D'autre part, ces entrepôts sont considérés en Allemagne comme un facteur important de régularisation du cours des céréales, et les triages qu'ils opèrent contribuent à établir, spécialement pour les blés, des types constants qui facilitent les marchés.

En somme ces établissements passent pour présenter de tels avantages que les Congrès agricoles en demandent la création dans toutes les gares. Actuellement les plus importants sont ceux de Trotsberg, d'Ebern, de Windsfeld et de Ratisbonne.

Enfin il existe encore en Allemagne, et spécialement dans le Grand-Duché de Bade, des caisses communales qui se sont donné pour mission particulière de faciliter aux agriculteurs l'achat du bétail. Ces caisses prêtent aux paysans, au taux de 5 ou 6 0/0, les sommes qui leur sont nécessaires pour acquérir le bétail dont ils ont besoin, avec cette restriction que l'administration de la caisse reste propriétaire des animaux ainsi achetés au moyen de son argent jusqu'à complet remboursement du prêt, ce qui la dispense de toute poursuite en cas de retard dans le paiement.

Au dire de M. Josseau (1), les bienfaits de ces caisses se font surtout sentir dans les régions d'embouche, « où la vente de l'animal engraisé ayant lieu dans l'année même du prêt qui a servi à l'acquisition, et le produit de la spéculation étant ainsi promptement réalisé, le cultivateur peut rembourser facilement le capital emprunté. »

Angleterre. — L'Angleterre n'est à citer que pour mémoire dans notre revue des institutions étrangères de crédit agricole mobilier.

(1) Josseau, *op. cit.*, t. II, p. 368.

Le Royaume-Uni en effet affecte d'ignorer le crédit agricole, ou mieux de ne pas vouloir le considérer comme une forme particulière du crédit en général pouvant avoir et justifier une organisation propre. Ainsi, comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire dans un chapitre précédent, chez nos voisins d'Outre-Manche, commerçants et *farmers* sont entièrement assimilés les uns aux autres tant au point de vue légal qu'au point de vue économique, et le crédit leur est dispensé de la même façon par de très nombreuses banques, qui ont le souci d'imprimer une vive impulsion à la circulation générale et qui s'inquiètent peu de la profession de leurs clients. D'ailleurs les Anglais ne voient dans l'agriculture qu'un genre de commerce ordinaire dont les besoins sont ceux-là mêmes de tout négoce.

Suisse. — Ce que nous venons de dire de l'Angleterre peut s'appliquer également à la Suisse, où les institutions spéciales au crédit agricole sont à peu près inexistantes. Toutefois le gage sans dessaisissement est pratiqué pour le bétail dans le canton de Thurgovie depuis la loi du 12 septembre 1851, mais il y est soumis à des conditions tout à fait restrictives : ce warrantage ne peut être réalisé qu'au profit de caisses communales de prêts autorisées par le Conseil d'Etat et il ne porte que sur le bétail acquis avec le montant de l'emprunt.

Les prêts ne dépassent pas 300 francs par tête de gros bétail ; le cultivateur reste libre de vendre les animaux

engagés, mais la vente a pour effet de rendre la somme prêtée immédiatement exigible, et l'acheteur demeure responsable vis-à-vis de la caisse s'il paie sans l'aviser du marché.

A un point de vue plus général, la Suisse a réalisé en partie la commercialisation des effets à ordre souscrits par les agriculteurs. Depuis la mise en vigueur du Code fédéral des obligations (1^{er} janvier 1883), la qualité de commerçant s'acquiert dans tous les cantons suisses par une inscription au « Registre de commercialité », et les agriculteurs comme les industriels ou les négociants sont autorisés à requérir leur inscription.

Russie (1). — Les prêts sur gages agricoles sont très usités en Russie surtout depuis la loi des 6/18 juin 1894 sur la réorganisation de la Banque d'Empire qui s'est appliquée à favoriser le développement de ces sortes de prêts. Les produits de nature à faire l'objet d'un gage agricole au profit de la Banque sont :

1° Le blé battu jusqu'à concurrence de 75 0/0 de sa valeur établie d'après le cours du marché le plus proche ;

2° Le blé en gerbes jusqu'à concurrence de 40 0/0 de sa valeur ;

(1) Cf. Ladislas de Zahrzewski, Dernières institutions de crédit agricole en Russie, *Annales de l'Ecole des Sciences politiques*, 1897, p. 777.

3° La paille jusqu'à concurrence de 40 0/0 de sa valeur ;

4° La laine non lavée jusqu'à concurrence de 50 0/0 de sa valeur ;

5° La laine lavée jusqu'à concurrence de 75 0/0 de sa valeur ;

6° Le houblon séché jusqu'à concurrence de 75 0/0 de sa valeur ;

7° Et les fourrages secs jusqu'à concurrence de 40 0/0 de leur valeur.

Ces proportions ne constituent d'ailleurs qu'un maximum ; une fois la demande d'emprunt introduite, la Banque d'Empire, comme chez nous le Crédit foncier, fait procéder à une expertise qui est confiée à l'un de ses employés assisté du maire de la commune de l'emprunteur et de deux témoins ; un comité spécial, sur la proposition de la commission d'expertise, fixe ensuite le montant du prêt à accorder.

Les produits donnés en gage doivent être assurés contre l'incendie à une Compagnie agréée par l'Etat, la police est même établie au nom de la Banque qui acquitte de ses propres deniers les primes dont le montant s'ajoute aux intérêts servis par le débiteur.

La durée des prêts varie suivant la nature du gage : quatre mois sur la laine non lavée, neuf mois sur les céréales, la paille, le houblon et les fourrages, dix mois sur la laine lavée ; toutefois des prorogations de délai sont accordées sous certaines conditions, notamment

contre paiement d'un acompte de 20, 30 et 40 0/0 suivant les cas.

En représentation du prêt dont le taux est de 4 1/2 0/0, l'emprunteur souscrit une lettre de change qui peut porter, outre sa signature, celle du particulier ou de la société locale par l'intermédiaire de qui l'emprunt a eu lieu ; la Banque d'Empire en effet, plutôt dans l'intérêt des agriculteurs que dans le sien propre, accepte pour opérer ces prêts le concours de personnes honorables et particulièrement de banquiers à qui elle rétrocède 1 0/0 du capital prêté sur les intérêts servis par l'emprunteur.

Les produits engagés ne restent qu'exceptionnellement à la garde du débiteur, et lorsque les entrepôts de la Banque ou autres magasins publics sont trop éloignés des greniers de l'emprunteur : dans ce cas les objets du gage sont mis sous scellés dans un local dépendant du domaine de leur propriétaire, et les sacs qui les renferment sont pourvus d'un cachet portant l'inscription suivante : « Mis en gage à la Banque d'Empire ». Le fait de vendre les produits ainsi mis sous scellés constitue un délit. Le plus ordinairement d'ailleurs les récoltes engagées sont entreposées dans un magasin général appartenant à la Banque. Au surplus le paysan russe peut utiliser les magasins publics de céréales, assez nombreux en Russie, en dehors de tout emprunt.

Ces établissements qui fonctionnent, en ce qui con-

cerne le magasinage des grains, à la façon des elevators américains, dont nous dirons quelques mots en terminant ce chapitre, acceptent le dépôt des produits de culture et remettent au déposant, outre un bulletin destiné à constater sa propriété, un warrant à ordre qu'il pourra à l'occasion faire escompter par la banque d'Empire.

Les Compagnies de chemins de fer servent en général d'intermédiaires entre les magasins généraux et les cultivateurs, et il suffit à ces derniers de se rendre à la gare la plus proche pour effectuer leurs opérations de dépôt ; la Compagnie délivre le récépissé et le warrant et se charge d'acheminer les produits vers le dock avec lequel elle est en relation.

Il résulte des statistiques qu'une telle organisation a été un grand bienfait pour l'agriculture : elle a facilité au paysan russe la vente de ses récoltes et l'a arraché aux usuriers.

Etats-Unis. — Les Etats-Unis de l'Amérique du Nord pratiquent aussi le warrantage dans des magasins généraux agricoles qu'ils nomment « Elevators », mais il faut reconnaître que ces entrepôts, aménagés uniquement pour les céréales, ont moins été créés pour faciliter le crédit agricole que dans l'intention de grouper les grains en vue de l'exportation ; néanmoins ils sont très ordinairement utilisés pour la mise en dépôt des produits de culture engagés, et à ce titre nous devons donner à leur sujet quelques indications.

Ce sont en général de colossales constructions pouvant emmagasiner jusqu'à dix millions d'hectolitres de blé. Le nom d'elevators leur vient du système de tuyauterie spécial dont ils disposent pour aspirer les grains qui leur sont amenés et les « élever » dans les greniers.

Ces magasins sont construits près des lacs, des gares, comme aussi dans les grands ports de commerce, et le transbordement des céréales se fait avec une rapidité incroyable. M. John Foster Fraser, dans son intéressant ouvrage sur l'Amérique (1), nous donne sur leur fonctionnement les détails suivants : « Au fur et à mesure de leur arrivée, les trains chargés de grains sont garés le long des elevators, un long tuyau est introduit dans chaque wagon et immédiatement le grain aspiré monte dans les greniers ; un seul de ces tubes peut élever trois mille hectolitres à l'heure, le chargement d'un train, soit 15.000 tonnes, peut être emmagasiné en une heure ; les tuyaux de distribution servant à transporter les grains dans la cale des navires sont d'un diamètre encore plus grand et peuvent déverser 8.000 hectolitres à l'heure. »

Ainsi ces elevators sont de merveilleux instruments d'emmagasinage des récoltes ; d'autre part, leurs tarifs sont extrêmement réduits grâce au système de la mise en commun des céréales déposées, lequel diminue considérablement les frais de manutention. Les dépôts, en

(1) Cf. John Foster Fraser, *L'Amérique au travail*. Traduct. Saville, Paris, Dumoulin, 1906.

effet, ne restent pas individualisés ; les grains apportés sont triés et classés, sans distinction de propriétaires, en un certain nombre de types établis au commencement de chaque année par un « Comité des grains » fonctionnant sous la surveillance de la chambre de commerce.

Le déposant ne reçoit du magasin général qu'un seul titre : le récépissé, mais il lui est permis, comme dans nos magasins généraux du commerce, de fractionner son dépôt en autant de lots qu'il le désire et de recevoir autant de récépissés.

Ce titre porte la date de la réception du dépôt, la clause d'ordre et les indications nécessaires pour déterminer la nature et la quantité des grains déposés ; il sert à l'agriculteur à la fois pour vendre l'objet du dépôt — par simple endossement — et pour emprunter. Dans ce dernier cas le récépissé est endossé à titre de gage par l'emprunteur au profit du prêteur. C'est donc le système de l'unité de titre qui prévaut aux Etats-Unis.

Les banquiers américains font couramment des avances sur warrants pouvant aller jusqu'à 75 0/0 de la valeur des produits engagés tout en se réservant, en cas de baisse du prix des céréales, d'exiger le remboursement immédiat ou un supplément de garantie ; cette réserve, qui peut être très nuisible aux intérêts de l'emprunteur, fait que les déposants préfèrent en général s'adresser à l'administration même de l'Elevator qui consent aussi des avances, un peu moins considérables il est vrai, sur les grains déposés.

On peut dire que si les Américains sont les maîtres incontestés du marché mondial des grains, c'est grâce aux magasins généraux : « En versant dans les elevators les excédents non vendus des bonnes récoltes et en constituant ainsi des réserves où ils puisent en cas de besoin, les Etats-Unis sont parvenus à ce résultat qu'ils ont pu élever ou abaisser leur exportation suivant les hausses ou les baisses du prix sur l'ancien continent. Quand les concurrents abaissent le prix en Europe par une exportation inopportune, eux réduisent de suite leur propre exportation, quelle que soit l'abondance des grains chez eux, jusqu'au moment où les prix redeviennent plus favorables (1). »

Ce fait seul suffit à montrer la puissance à laquelle sont parvenues ces organisations aux Etats-Unis.

*
* *

Du rapide exposé que nous venons de faire des institutions de crédit agraire réel et mobilier à l'étranger, nous retiendrons surtout, à l'appui de notre thèse, que la création de magasins généraux agricoles n'est point une utopie, puisque ces établissements existent et prospèrent chez nos rivaux.

Dès lors, il faut regretter que l'esprit français d'initiative, auquel on se plaît à rendre hommage dans le monde, n'ait pas encore cru devoir s'appliquer à accli-

(1) Bar, *op. cit.*, p. 354.

mater chez nous une institution qui a fait ses preuves en Russie, en Allemagne et aux Etats-Unis, et qui, nous en sommes persuadé, rendrait d'immenses services à nos populations rurales.

La proposition Martinon méritait meilleure fortune, nous faisons des vœux pour que le Parlement français en reprenne l'étude et nous souhaitons que de ses travaux naisse un système législatif, qui incite les bonnes volontés à tenter une expérience capable de forcer le succès.

APPENDICE

SUR UNE ENQUÊTE AU SUJET DES WARRANTS AGRICOLES.

Lorsque nous avons commencé l'étude qui précède, nous attendions beaucoup d'une enquête que nous nous proposons de faire auprès des greffiers de paix des centres ruraux les plus importants de France sur la situation du warrantage agricole dans notre pays.

Cette enquête a été entreprise, mais les difficultés nous ont vaincu. Nous devons avouer à notre grand regret que les efforts que nous avons faits en ce sens pour nous documenter ont été presque tous vains ou stériles ; nous devons toutefois un témoignage spécial de gratitude à M^{es} Gairaud, greffier de paix à Béziers, Petitjean, greffier de paix à Sennecey-le-Grand, Noël, greffier de paix à Libourne, et Garby, greffier de paix à Voves (Eure-et-Loir), qui ont mis une aimable complaisance à nous apporter la contribution de leur expérience et de leur savoir.

Au mois de juillet 1913, nous avons envoyé à plus de 150 greffiers la circulaire suivante :

Givors le...

Mon cher Maître,

« Préparant une thèse ayant trait aux warrants agricoles et dans laquelle je me propose surtout de rechercher les causes qui ont amené l'échec de la loi du 30 avril 1906, je me permets d'avoir recours à votre obligeance et de vous demander quelques renseignements sur le sujet.

« Le warrantage des produits de culture est-il usité dans votre région et rend-il des services aux agriculteurs ?

« Si ce moyen de crédit a peu de succès chez vous, à quoi pouvez-vous en attribuer les causes ?

« Quelles seraient à votre sens les mesures à prendre et les réformes à réaliser pour donner à cette institution l'essor qu'elle mérite ?

« Avec mes remerciements, etc... »

Nous n'avons guère reçu qu'une cinquantaine de réponses, et n'était le souci de rendre un juste hommage à ceux qui ont bien voulu collaborer de loin à notre étude, nous n'aurions rien dit de cette tentative.

Pour mémoire, nous indiquerons, en rapportant les termes mêmes de lettres que nous avons reçues, les causes auxquelles nos correspondants attribuent l'échec du système.

Ces causes sur lesquelles nous nous sommes expliqué au cours de cette étude seraient :

A. — *L'insuffisance des droits de greffe fixés par le décret d'administration publique du 7 septembre 1906.*

— « Ces droits sont dérisoires, — écrivent la plupart des greffiers sous la plume desquels reviennent souvent les mots « tarif de famine », — par suite nous n'avons pas d'intérêt à favoriser l'essor d'un système de crédit fait seulement pour nous créer du travail, sans profit. » — Les maigres émoluments qui nous sont alloués, me dit un greffier du centre, ne nous encouragent pas à faire connaître la loi, car nos frais de circulaires, placards, affiches ne seraient jamais récupérés ; pour mon compte personnel, l'achat des registres et imprimés divers est resté à ma charge, comme du reste les registres et imprimés nécessaires aux retraites ouvrières et paysannes (pour ces dernières je dois pourtant vous dire que j'ai reçu à titre de rétribution pour encaissements opérés en 1912 et tous autres déboursés ou frais un mandat de paiement de un centime (*sic*). »

B. — *L'ignorance de la loi dans les milieux intéressés.*

— « Le cultivateur pauvre ou aisé ne connaît pas le warrant agricole, il ignore ce genre de crédit et ne sait où s'adresser pour engager ses produits... il serait utile pour voir appliquer les lois nouvelles avec succès, d'en expliquer préalablement le mécanisme et les avantages. »

C. — *La facilité pour les agriculteurs de trouver des fonds soit sur leur crédit personnel, soit sur hypothèque.* — « La loi est trop compliquée pour nos pay-

sans, m'écrivait un greffier de l'Est, et ceux-ci trouvent d'ailleurs de l'argent sur leur solvabilité, leur honnêteté et leur travail ; la loi de 1906, avec des individus de mauvaise foi n'est pas le rêve de la sécurité. » « Ce moyen de crédit n'a pas de succès, dit un greffier de l'Ouest, parce qu'il y a de l'argent dans nos cantons et que ceux qui en ont besoin empruntent chez leur notaire... ; les fermiers se prêtent entre eux à 3 0/0. »

D. — *Le privilège conservé au propriétaire.* — Il (le prêteur éventuel) craint le privilège du propriétaire, le prêteur qui laisse son gage entre les mains de son débiteur n'est jamais tranquille et souvent les frais de manutention des marchandises empêchent l'emploi des tiers. »

E. — *Le morcellement de la propriété.* — La loi est surtout appelée à rendre des services à la grande propriété et aux grosses exploitations agricoles ; or dans notre pays il y a peu de grands domaines et de grandes fermes... »

Quant aux remèdes proposés pour donner un plus grand essor à l'institution du warrantage agricole, on peut les classer sous deux rubriques.

A. — *Augmenter la propagande autour de la loi et inciter les greffiers à s'occuper de cette propagande en relevant les tarifs de 1906.* — « Il est indispensable, m'écrivait un greffier du centre, pour faire connaître la loi, d'en afficher le texte dans les prétoires et lieux publics et de multiplier les conférences. » Pour un gref-

fier du Cher, il serait désirable que tous les sous-préfets de France imitassent le sous-préfet de Sancerre qui fit une série de conférences sur le warrantage agricole dans toutes les communes de son arrondissement et obtint ainsi des résultats appréciables.

B. — *Développer les caisses de crédit agricole.* —

« A mon avis, m'écrit un greffier de la Gironde, le fonctionnement des caisses de crédit agricole, dans les régions où les warrants ne sont que peu ou pas en usage, amènerait le développement de ce mode d'emprunt ; c'est d'ailleurs ce qui a lieu dans mon canton qui comprend dix communes, parmi lesquelles sept ont une caisse de crédit agricole affiliée bien entendu à une caisse régionale, et auxquelles les petits propriétaires ou fermiers ont recours pour des emprunts qui varient la plupart du temps entre 100 et 1.000 francs ; ils peuvent ainsi se procurer à très peu de frais la somme qui leur est nécessaire pour le moment, alors que s'ils étaient obligés de recourir à un emprunt avec affectation hypothécaire, ils reculeraient toujours devant des frais, qui seraient beaucoup trop onéreux en raison de la somme empruntée, et se trouveraient par suite dans l'obligation de négliger la culture faute d'argent. »

Un greffier de Saône-et-Loire, dans le même ordre d'idées, reproche précisément aux caisses de crédit agricole et aux banques locales de ne pas faire de l'escompte du warrant une de leurs principales opérations. Pour un greffier de la Côte-d'Or, au contraire, les cais-

ses de crédit agricole nuiraient à l'établissement des warrants ; notre correspondant ne nous donne pas les raisons de son opinion, nous pensons que dans sa région ces caisses faisant surtout du crédit personnel doivent nécessairement nuire à tous les systèmes qui, comme le warrant agricole, reposent sur le crédit réel.

Telles sont les seules réformes qu'ont bien voulu nous signaler les greffiers qui ont répondu à notre circulaire.

La première (relèvement des allocations) ne semble pas près d'être réalisée, la tendance étant au contraire à un abaissement constant des tarifs ; quant à la seconde (développement des caisses de crédit agricole), nous inclinons à penser que ces établissements ne favoriseront vraiment le warrantage des produits de culture qu'avec l'aide de magasins généraux agricoles.

Des renseignements que nous avons pu recueillir, il résulte encore que seuls les départements vinicoles du Midi (Gard, Aude, Hérault..., etc.) ont tiré parti des lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906 et utilisent d'une façon courante les warrants agricoles.

*
* *

Notre enquête nous a valu d'un de nos correspondants — dont nous taisons le nom par discrétion — d'intéressantes indications sur le warrantage agricole dans le Midi de la France ; nous les transcrivons littéralement à titre documentaire :

« La loi de 1906 sur les warrants agricoles a rendu d'énormes services dans toute la région viticole pendant la longue période de mévente ; pour mon canton, pendant les années 1907, 1908, 1909 et 1910, le chiffre des avances sur les vins blancs ou rouges a dépassé cinq millions de francs.

« La loi est bien connue de tous les agriculteurs et ils en usent.

« Aujourd'hui que la prospérité est revenue dans le pays, que le cours des vins est de 30 francs l'hectolitre, cette marchandise se warrante moins, car il est très facile d'avoir de l'argent en vendant une partie de la marchandise que l'on a en chais ; cependant, depuis la récolte de 1912 à ce jour (25 juillet 1913), j'ai encore fait cinq warrants dont quatre de mille francs en moyenne et un de trente mille francs, ce dernier en renouvellement.

« Tous mes collègues du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales vous feront la même réponse.

« Si la loi sur les warrants eut un succès aussi considérable dans le Midi, c'est qu'elle vint en pleine crise (le vin se vendait de 2 à 10 francs l'hecto suivant la saison), et qu'elle était demandée dans tous les comices agricoles, les réunions de viticulteurs, les chambres de commerce ainsi que dans les grands meetings groupant souvent plus de 500.000 manifestants.

« Partez de ce principe que pour être appliquées les lois doivent être connues. »

« Depuis 1900 la région viticole du Midi s'est complètement transformée. La propriété est excessivement morcelée, mais à n'importe quelle catégorie qu'elle appartienne, l'agriculture, comme la comprenaient les anciens cultivateurs, a cédé le pas aux viticulteurs et aux industriels viticoles et vinicoles. Il existe chez nous (littoral) trois grandes formes de propriété :

A. — Petite propriété comprenant les récoltants de 1 à 600 hectos.

B. — Moyenne propriété comprenant les récoltants de 600 à 1.500 hectos.

C. — Grande propriété comprenant les récoltants de 1.500 à 40.000, 50.000 et même 80.000 hectos.

« Les deux premières catégories sont réunies en un groupement unique, le syndicat des petits et moyens propriétaires : la troisième forme un syndicat particulier, mais ces deux associations marchent avec un accord parfait, leurs intérêts étant les mêmes que ceux du Comice agricole, de la Chambre de commerce, de l'Office du vin, de la Confédération générale des vignerons, des trois syndicats de négociants, de commissionnaires et de courtiers en vin.

« Le groupement est la grande force de notre région, où cependant l'initiative individuelle est poussée à l'infini.

« La grande propriété est dirigée par des élèves de

l'Ecole d'agriculture de Montpellier, doublés de chimistes pour tout ce qui a trait aux engrais, aux traitements cryptogamiques et à la viniculture. »

Sur la question de savoir si les vigneron du Midi utilisaient, en cas de warrantage, le dépôt aux mains d'un tiers, le même correspondant nous a répondu :

« L'esprit des viticulteurs méridionaux a des bases solides d'honnêteté, il n'y a donc pas d'imprudence à laisser aux mains des emprunteurs la marchandise warrantée ; nous n'avons pas eu d'accident à ce sujet ; les ventes à réméré seules ont donné des mécomptes à certains acheteurs peu intéressants d'ailleurs et considérés comme des usuriers..... Peu nombreux sont les propriétaires acculés à une pareille vente qui ne précède en général que de quelques mois la saisie immobilière et la vente par expropriation.

« Au surplus, dans l'Hérault, l'Aude, les Bouches-du-Rhône et le Gard, les propriétaires ont une vaisselle vinaire suffisante pour loger leur récolte ; il n'en était pas de même jusqu'à ces derniers temps dans une partie des Pyrénées-Orientales, où les viticulteurs ne pouvant loger la totalité de leurs produits avaient pris l'habitude d'en livrer une partie au commerce aussitôt après la fermentation ; mais depuis 1905, il s'est créé dans bon nombre de communes des caves coopératives qui fonctionnent très bien et facilement aux viticulteurs le logement de leur récolte.

« Dans cette région la classification des propriétés est à faire ainsi qu'il suit :

Petite propriété . . . 1 à 200 hectos
 Moyenne propriété . 200 à 500 hectos
 Grande propriété . 500 à 1.200 hectos (chiffre du
 (plus fort récoltant).

« Vous voyez donc qu'il y a une différence énorme de production entre le pays catalan et le littoral. »

*
* *

Enfin nous croyons utile de transcrire, toujours au même titre documentaire, la lettre suivante que nous avons reçue d'un de nos correspondants de la Beauce.

Le 28 juillet 1913.

« Monsieur,

« Je suis heureux de pouvoir vous donner quelques renseignements au sujet des warrants, avec l'espoir de faciliter l'étude que vous vous proposez.

« Je fais ici un certain nombre de warrants (110 ou 115 depuis la loi de 1906). Sur ce nombre il ne m'en a été demandé que 3 ou 4 : l'un a été créé par un notaire pour ajouter à la garantie d'un prêt fait en son étude ; un autre a été fait entre propriétaire et fermier pour conserver un gage sur des récoltes en meules ; un troisième a été fait par un fermier à titre d'expérience dans le but de se rendre compte de ce que répondrait son propriétaire et des facilités que cela pourrait lui procurer ; il n'a pas renouvelé l'expérience.

« Tous les autres ont été imposés par la caisse de

crédit agricole dont je suis le comptable et sur mes suggestions, pour garantir autant que possible les prêts par elle consentis à court terme. La mesure d'ailleurs n'est pas toujours très goûtée des emprunteurs.

« Avant la loi de 1906, j'avais établi déjà un certain nombre de warrants, une trentaine. Les uns demandés spontanément par les cultivateurs eux-mêmes, d'autres sur mes indications, sachant qu'ils pourraient les escompter auprès d'un banquier de ma connaissance.

« A ce moment une banque — une grande banque — supposait que je surveillais l'existence des objets warrantés. Lorsque je lui ai dit que telle n'était pas ma mission, elle n'a plus escompté de warrants. Sur ces entrefaites le crédit agricole s'est fondé dans mon canton et alors on ne m'a plus demandé de warrants, sauf ceux imposés par cette caisse.

« D'ailleurs je vois un double emploi dans l'institution du crédit agricole et dans le système des emprunts sur warrants. Ce dernier mode est plus incommode et moins à la portée des populations. S'adressant au comptable qu'ils connaissent, les emprunteurs se sentent un peu chez eux lorsqu'ils frappent à la caisse ; il n'en est pas de même quand il s'agit de présenter un warrant à l'escompte d'une banque financière.

« D'autre part, le principal obstacle, presque insurmontable celui-là, est l'avis au propriétaire. Or, dans la contrée, presque tous les cultivateurs, surtout dans la

grosse et la moyenne cultures sont fermiers et non propriétaires.

« Pas un locataire ne consentirait à ce que son propriétaire soit informé de ses intentions d'emprunter... et il aurait raison, car peu de propriétaires consentiraient à se laisser primer par un prêteur.

« Une autre cause de l'insuccès de la loi réside dans le dépôt du gage entre les mains de l'emprunteur. Il semble que les banques et même les banquiers locaux sont peu soucieux de prêter sur cette simple garantie, illusoire de fait, puisque, pour rembourser le prêteur, il faut que l'emprunteur, la plupart du temps, réalise le gage, c'est-à-dire commette un délit qui l'expose à la prison, et s'il est de mauvaise foi, cette réalisation du gage le rend insolvable.

« Quant à trouver des bailleurs de fonds parmi les rentiers de la localité, il n'y faut guère compter, car il s'agit toujours de prêts à courte échéance ne donnant pas la même tranquillité que les prêts sur hypothèque faits pour plusieurs années, et exposant à des procédures ennuyeuses.

« Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire ?

« Peut-être, au moins pour la région que j'habite, mais il n'y a pas lieu d'en plaindre les populations agricoles de la Beauce qui trouvent dans l'institution du crédit agricole, par ici fort répandu, toutes les facilités.

« C'est peut-être même dans l'élargissement de cette

institution et dans certains privilèges qui pourraient lui être concédés que serait la solution.

« Agréez etc... »

Vu :

Lyon, le 28 février 1914.

Le Président de la Thèse.

BOUVIER-BANGILLON.

Vu :

Lyon, le 7 mars 1914.

Le Doyen de la Faculté,

L. JOSSERAND.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 7 mars 1914.

Le Recteur de l'Académie,

JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1

PREMIÈRE PARTIE

LES MAGASINS GÉNÉRAUX ET LES WARRANTS AGRICOLES.

CHAPITRE PREMIER. — Les magasins généraux	5
SECTION I. — <i>Notions générales</i>	5
SECTION II. — <i>Titres délivrés par les magasins généraux. — Escompte du warrant.</i>	10
SECTION III. — <i>Enregistrement et timbre</i>	37
CHAPITRE II. — Les warrants agricoles.	42
SECTION I. — <i>Les warrants agricoles sous le régime de la loi du 18 juillet 1898.</i>	43
SECTION II. — <i>L'insuccès de la loi du 18 juillet 1898. — La ré- forme de 1906</i>	66

DEUXIÈME PARTIE

RAPPORTS ENTRE LE WARRANTAGE COMMERCIAL ET LE WARRANTAGE AGRICOLE. — QUELQUES RÉFORMES D'APPLICATION PRATIQUE.

CHAPITRE PREMIER. — La clientèle des magasins géné- raux et les warranteurs agricoles. — La commerciali- sation de l'agriculture. — Les produits engagés. . . .	116
CHAPITRE II. — Warrants agricoles et warrants-récé- pissés	134

CHAPITRE III. — Nature juridique de la sûreté et des titres	143
SECTION I. — <i>En matière de warrants-récépissés</i>	145
SECTION II. — <i>En matière de warrants agricoles</i>	153
CHAPITRE IV. — Conclusions pratiques	164
A. — Création de magasins généraux agricoles	164
B. — Réglementation nouvelle des droits du bailleur de fonds rural.	172
C. — Commercialisation des effets à ordre souscrits par les agriculteurs	180

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — Le crédit agricole réel et mobilier à l'étranger	189
APPENDICE. — Sur une enquête au sujet des warrants agricoles.	211

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
